

LE
RÉGIME DE L'INDUSTRIE
DES MÉTAUX PRÉCIEUX
EN FRANCE

ÉTUDE DU DROIT DE GARANTIE
DES MATIÈRES D'OR, D'ARGENT ET DE PLATINE

THÈSE POUR LE DOCTORAT

présentée et soutenue le Mercredi 21 Novembre 1928 à 14 heures

PAR

GEORGES CAPDEVIELLE

Président : M. ALLIX, professeur
Suffragants { MM. TRUCHY, professeur
MAUNIER, professeur

PARIS

IMPRIMERIE CRÉTÉ

1928

LE
RÉGIME DE L'INDUSTRIE
DES MÉTAUX PRÉCIEUX
EN FRANCE

ÉTUDE DU DROIT DE GARANTIE
DES MATIÈRES D'OR, D'ARGENT ET DE PLATINE

THÈSE POUR LE DOCTORAT

présentée et soutenue le Mercredi 21 Novembre 1928 à 14 heures

PAR

GEORGES CAPDEVIELLE

Président : M. ALLIX, professeur
Suffragants { MM. TRUCHY, professeur
MAUNIER, professeur

PARIS

IMPRIMERIE CRÉTÉ

**La Faculté n'entend donner aucune approbation
ni improbation aux opinions émises dans les thèses;
ces opinions doivent être considérées comme propres
à leurs auteurs.**



BIBLIOGRAPHIE

- ALLIX (E). Traité élémentaire de science des finances et de législation financière française. 5^e édition 1927.
- ALLIX (E). Cours de Science financière. Doctorat Paris 1927-1928.
- ALLIX et LECERCLE. La taxe sur le chiffre d'affaires Paris 1927.
- BEAUDRILLARD. Histoire du luxe.
- BOUILHET (Henri). Histoire de l'Orfèvrerie française aux 18^e et 19^e siècles.
- CANGARDEL. La réglementation du titre des ouvrages d'or et d'argent d'après la loi du 19 brumaire an VI. Paris 1906.
- CARRE (Louis). Les poinçons de l'orfèvrerie Paris 1928.
- CASSAN. Garantie des matières d'or et d'argent. (Grande Encyclopédie, tome XVIII, p. 467 et suiv.)
- CAZENEUVE. La garantie française et ses poinçons. Alger 1898.
- CHRISTOFLE (Charles). Observations sur les lois qui régissent le commerce de la bijouterie (1837).
- DUCHARNE et VIALETES. Manuel de l'orfèvrerie. La garantie du titre des ouvrages d'or et d'argent. Paris, Baillière et fils 1904.
- DUBAND. Les ouvrages d'or et d'argent. Besançon 1904.
- DUCHEMIN. Le Contrôleur de la garantie.
- FALIZE. Rapport au jury international à l'exposition universelle de 1889 (classe 24, orfèvrerie).
- FONTAINE. Code des orfèvres, bijoutiers, etc... Paris 1845.
- HOURCADE. Manuel encyclopédique des contributions indirectes et des octrois. 3^e édition. Poitiers 1911.
- LACROIX (Paul). Histoire de la bijouterie et de la joaillerie. Paris 1850.
- LASTEYRIE (F. de). Histoire de l'orfèvrerie depuis les temps les plus reculés. Paris 1874.
- LANILLIER. L'action de la Chambre syndicale de la bijouterie, joaillerie, orfèvrerie de Paris (en préparation).
- LE ROY (Pierre). Statuts et privilèges du corps des orfèvres et joailliers de la ville de Paris. Paris 1784.
- LOURDET. Guide des contribuables de la garantie.
- RAIBAUD. Traité de la garantie des ouvrages d'or et d'argent. 2^e édition. Paris 1825.
- RICHE (A.). Monnaies, médailles et bijoux. Paris 1889.
- RICHE (A.) et FOREST (M.). L'art de l'essayeur. Paris 1909.
- RORET (collection). Manuel de l'essayeur.
- TIRARD. Les traités de commerce et le développement de la bijouterie... par la liberté des titres. Paris 1868.
- TRESCAZE. Dictionnaire des contributions indirectes. Article garantie.
- POULLAIN de VIEVILLE. Code de l'orfèvrerie. Paris 1785.
- Code de la garantie, publié par les « Annales des Contributions Indirectes ».
- Bulletin de la Chambre Syndicale de la bijouterie, de la joaillerie et de l'orfèvrerie de Paris.
- Rapport présenté par M. Vincent Garce, au nom de la Commission de révision de la loi de brumaire an VI, nommée par la Chambre Syndicale de la B. J. O.
- Rapport présenté par M. Paul Dislère, le 21 février 1893, au nom de la Commission extraparlamentaire chargée de préparer un projet de loi sur la garantie des matières d'or et d'argent.
-

INTRODUCTION

Les impôts qui frappent l'industrie et le commerce des métaux précieux en France peuvent se diviser en deux grandes catégories. Les uns atteignent l'ensemble des professions industrielles et commerciales, tandis que les autres sont particuliers à la branche d'activité que nous envisageons ici, ou à un nombre relativement restreint d'activités au nombre desquelles figurent l'industrie et le commerce des métaux précieux.

Nous n'étudierons pas ici tous ces impôts, nous limiterons notre travail à ceux qui intéressent spécialement les fabricants et trafiquants de matières précieuses.

La taxe de luxe est une subdivision de la taxe sur le chiffre d'affaires, dont elle emprunte les règles légales; mais elle s'en sépare par son fondement économique : tandis que la taxe ordinaire frappe l'ensemble des transactions commerciales, la taxe de luxe est un impôt somptuaire sur des consommations considérées comme superflues. Nous examinerons le fonctionnement de cette taxe, en tant seulement qu'elle intéresse l'industrie et le commerce des métaux précieux, et en laissant de côté la taxe sur les ventes entre non commerçants et la taxe sur les consommations faites dans les établissements classés.

Enfin, le droit de garantie sur les ouvrages d'or, d'argent et de platine a un domaine fiscal d'application plus étroit encore. Seuls les ouvrages en métaux précieux y sont assujettis. Par son incidence sur l'acheteur, il présente, comme la taxe de luxe, le caractère d'un impôt somptuaire, et l'élévation successive du taux des droits, la place relativement importante qu'ils occupent aujourd'hui dans les recettes budgétaires, en ont accentué le caractère fiscal. Cependant, les droits de garantie ont une caractéristique propre, qui les distingue de la taxe de luxe, prélèvement exclusivement fiscal : ils représentent la rémunération d'un service rendu par l'Etat à l'industrie et au commerce des métaux précieux, aux acheteurs. Ces droits trouvent ainsi leur justification en dehors d'une considération fiscale, dans une idée de sécurité économique des transactions sur des matières de prix. Cette idée a même été longtemps dominante, sinon exclusive : une circulaire de l'Administration de 1822 invite ses agents à

appliquer les règles de la garantie, en se considérant non pas seulement comme des collecteurs d'impôts, mais comme des gardiens de la moralité et de la sécurité des transactions.

C'est là le fondement traditionnel de la garantie ; autre différence avec la taxe de luxe et les autres impôts, ce n'est pas une création récente du législateur, mais une institution très ancienne, plusieurs fois séculaire, et qui a conservé jusqu'à aujourd'hui beaucoup des traits de ses origines : l'idée d'une intervention officielle dans la moralité des transactions ne domine-t-elle pas la politique économique de l'ancien régime ?

En raison de ses caractères spécifiques, l'institution de la garantie mérite la place de beaucoup prépondérante que nous lui donnons dans notre étude. Après une analyse détaillée de son fonctionnement dans l'ancien régime, nous décrirons les dispositions de la loi du 19 brumaire an VI, qui reste la charte organique de la garantie. Nous exposerons les modifications importantes qu'elle a subies au XIX^e et au XX^e siècle, surtout dans le régime du commerce d'exportation, et nous aurons à nous demander si une législation aussi ancienne correspond encore dans son principe, l'obligation du titre, aux conditions économiques actuelles de l'activité de l'industrie et du commerce des métaux précieux.

Réservant, en raison de son importance, nos premiers chapitres à la garantie, nous consacrerons le dernier chapitre de notre travail à la taxe de luxe sur les objets de métaux précieux, envisagée dans son fonctionnement et dans ses répercussions sur les activités qui se rattachent aux métaux précieux.

CHAPITRE PREMIER

LA GARANTIE SOUS L'ANCIEN RÉGIME.

Si le principe de la Garantie du titre des ouvrages en métaux précieux est admis depuis des siècles par les pouvoirs publics, ses modalités d'application ont subi d'importants changements, et l'institution ne revêt plus aujourd'hui les mêmes caractères qu'à son origine. Le droit de garantie lui-même n'est pas contemporain de la naissance de la garantie.

L'idée de la garantie est sortie de la technique du travail des métaux précieux. La grande ductilité de l'or et de l'argent ne permet pas de les employer seuls : elle déterminerait l'usure rapide et l'affaissement des formes des objets. Il est indispensable d'adjoindre à l'or ou à l'argent un métal vulgaire, généralement du cuivre. On appelle titre la proportion d'or ou d'argent fin contenu dans le poids total de l'alliage.

La valeur marchande d'un ouvrage est naturellement d'autant plus élevée que la proportion du métal fin y est plus forte. Or, le titre ne peut être déterminé qu'à la suite d'une opération délicate, l'essai, qui n'est pas à la portée d'un acheteur quelconque.

En procédant à un essai officiel, en certifiant le titre par un poinçon prévu par la loi, l'Etat assure la sécurité des transactions sur les matières et ouvrages en métaux précieux, il protège le public et les commerçants contre des fraudes faciles et d'autant plus tentantes que la valeur élevée des métaux précieux les rendrait plus rémunératrices.

L'art de vérifier le titre des alliages remonte à la plus haute antiquité; il était appliqué sous l'ancien régime. Théophraste, dans son « Traité des Pierres », et Pline L'Ancien au livre XXIII de son « Histoire Naturelle », décrivent les méthodes d'essai en usage de leur temps, notamment l'essai à la pierre de touche, encore employé aujourd'hui. D'après l'examen des bijoux qui nous ont été conservés, la marque des ouvrages d'or et d'argent ne semble pas cependant avoir été pratiquée dans l'antiquité; mais l'altération des titres était vraisemblablement réprimée (1).

*
**

La royauté française s'est préoccupée de bonne heure de la

(1) Cf Grande Encyclopédie verbo Garantie, tome XXVIII, p. 467.

loyauté dans la fabrication et la vente des métaux précieux. Dès 864, un édit royal rappelle en termes sévères aux orfèvres les prescriptions de réglemens qui ne nous sont pas parvenus, et menace les contrevenants d'amendes et même de la flagellation.

C'est avec le développement des corporations d'orfèvres que l'institution de la Garantie prend naissance et, suivant l'évolution économique générale de l'ancien régime, elle demeure longtemps exclusivement corporative, l'intervention directe du pouvoir royal restant limitée. Au XI^e siècle, l'orfèvrerie française jusqu'alors presque exclusivement cantonnée dans les sujets religieux, étend ses travaux aux objets profanes et, au XII^e siècle, les orfèvres se groupent en corporations ou communautés, sous l'égide de Saint Eloi. L'usage des bijoux, de la vaisselle d'or et d'argent, se développe, malgré les édits somptuaires de Philippe-le-Bel et de ses successeurs, qui essaient de réfréner les progrès du luxe, en limitant aux possesseurs d'un certain revenu, l'usage de la vaisselle précieuse.

Mais en même temps que se développe l'industrie des orfèvres, les falsifications et les fraudes se multiplient. En 1260, le Prévôt de Paris, Etienne Boileau, codifie dans son fameux livre des métiers, les statuts des différents corps d'état. Il rappelle les anciennes prescriptions relatives aux communautés d'orfèvres et, dans les articles 2 et 3 de leurs statuts, il établit le principe encore en vigueur de l'obligation du titre.

Art. II. — Nul orfèvre ne peut ouvrir d'or à Paris, qui ne soit à la touche de Paris au moins, laquelle touche passe tous les ors de quoi on ouvre en nulle terre.

Art. III. — Nul orfèvre ne peut ouvrir à Paris d'argent qui ne soit aussi bon qu'estेरlings, ou meilleur.

(D'après les estimations des anciens auteurs, l'or « à la touche de Paris » était au titre de XIX carats un quint, ou 800/000. Quant à la touche de Paris au moins, laquelle touche passe tous les ors de niers, soit 917/000.)

Le contrôle des titres est exercé par deux prud'hommes, maîtres orfèvres élus par la communauté. Les statuts ne prévoient pas de marque de garantie, ni l'intervention des pouvoirs publics.

La marque est mentionnée pour la première fois dans une ordonnance de Philippe-le-Hardi, du 20 décembre 1275; il généralise l'obligation du titre de l'argent pour toutes les villes, en le portant à 11 deniers 12 grains (958/000), et il prescrit l'apposition d'un poinçon spécial à chaque communauté d'orfèvres pour les ouvrages en argent, sous peine de confiscation des objets non marqués.

Philippe-le-Bel étend aux ouvrages en or l'obligation de la marque, par l'article 10 de son ordonnance du 14 juin 1318 :

« Voulons et ordonnons qu'en chaque ville où il aura orfèvre, ait un seing propre à seigner les ouvrages qui y seront faits, et sera gardé par deux Prud'hommes établis et esleus à ce faire : et qu'un

seing ne ressemble à l'autre, et qui sera trouvé faisant le contraire, il perdra l'argent, et sera puni de corps et d'avoir. »

Le poinçon était appliqué après essai par les Gardes de l'Orfèvrerie, chargés de la garde du poinçon, et dont le nombre était bien-tôt porté de 2 à 6.

Au poinçon de garantie du titre, Jean-le-Bon, modifiant les statuts d'Etienne Boileau, ajoute, par son ordonnance du 10 août 1355, l'obligation, pour chaque fabricant, d'apposer sur chaque ouvrage sa marque propre, par un poinçon, insculpé à la Chambre de la Monnaie, représentant une fleur de lis couronnée et une devise choisie pas le fabricant (Cœur, Croissant, Flamme, etc...). C'est l'origine du poinçon de Maître.

En 1493, Charles VIII étend cette obligation aux Orfèvres des Villes autres que Paris, et à la demande de la communauté des Orfèvres de la Capitale, il ajoute à leur poinçon deux grains, placés entre la fleur de lis et la devise, et plus tard appelés : grains de remède.

Les ordonnances royales n'admettaient qu'un seul titre minimum pour l'or et un seul pour l'argent, quelle que fût l'importance des ouvrages.

Pour l'argent, le titre de 11 deniers douze grains, fixé en 1275, fut maintenu par les ordonnances ultérieures, et elles admirent des tolérances : trois grains pour les gros objets, cinq grains pour les menus objets (ordonnance de Charles V, du 2 mars 1378).

Pour l'or, au contraire, le titre fut progressivement élevé : 17 carats, 1 Quint (ordonnance du 10 août 1355); 19 carats, 1 Quint (ordonnance du 22 novembre 1506); en mars 1540, François I^{er} le porte à 22 carats. Sur les réclamations des Orfèvres de Paris, qui déclarent ne pouvoir atteindre ce titre, il admet, le 21 septembre 1543, une tolérance d'un 1/4 de carat pour les objets ayant des soudures, et d'un 1/2 carat pour les objets creux.

Si l'on traduit ces proportions en millièmes, le titre de l'or a été de 800 millièmes jusqu'en 1540, et de 916 millièmes de 1540 à 1789. Le titre de l'argent est resté invariable, au taux de 958 millièmes.

L'autorité publique s'est d'abord contentée de fixer le titre des ouvrages en métaux précieux, les tolérances, et de préciser les obligations de poinçonnage. Elle laisse aux Communautés d'Orfèvres le soin d'appliquer les dispositions des ordonnances et de surveiller les fraudeurs. Les gardes d'Orfèvrerie, accompagnés d'un Commissaire spécial, doivent visiter les Orfèvres (ordonnance de Mars 1540). Puis l'intervention des pouvoirs publics se développe en vue de remédier à l'insuffisance de la surveillance corporative, surtout à partir du moment où la création d'un droit de marque vient rendre la fraude plus rémunératrice, et l'intérêt du Roi plus immédiat.

En raison de la fréquence des fraudes sur le titre, Charles V autorise, par ordonnance du 2 Mars 1378, les Généraux Maîtres des Monnaies du Roi à visiter les ateliers des Orfèvres et à saisir toute

pièce inférieure au titre légal. A partir de 1549, les fraudeurs ne sont plus déferés à la Prévôté, mais à la juridiction plus sévère de la Cour des Monnaies. La déclaration du 19 avril 1739 assimile aux faux-monnayeurs et punit de mort ceux qui seront convaincus d'avoir calqué, contretiré, ou autrement contrefait les poinçons de contremarque, ou abusé, en quelque manière que ce soit, de ces poinçons, par enture, soudure ou autrement.

D'autre part, en vue de déjouer les fraudes résultant de l'imitation des poinçons, l'ordonnance du 22 novembre 1506 décide que le poinçon de la Communauté devra changer en même temps que les gardes, c'est-à-dire tous les ans. A la suite de la déclaration du 23 novembre 1721, le poinçon de la Communauté des Orfèvres de Paris comporte trois modèles différents : l'un pour les gros ouvrages d'or et d'argent; un second, pour les menus ouvrages d'or; le troisième pour les très menus ouvrages d'or. En 1733, un quatrième modèle est créé pour les menus ouvrages d'argent (1).

La multiplicité des poinçons, qui changeaient chaque année, rendait le contrôle extrêmement difficile. La déclaration du 15 décembre 1783 abandonna ce système, et ordonna qu'à l'avenir chaque communauté d'orfèvres aurait un poinçon particulier et invariable, portant accessoirement un signe spécial, changé chaque année.

Aux termes du règlement général sur l'Orfèvrerie, du 30 décembre 1679, les Orfèvres de Paris sont tenus de faire insculper leur poinçon de maître, tant à la Cour des Monnaies qu'au bureau de leur Communauté. Le même règlement précise les dimensions de ce poinçon; depuis 1506, les Orfèvres avaient pris l'habitude d'y ajouter leurs initiales, et certains de ces poinçons étaient devenus trop grands pour pouvoir être insculpés sur tous les ouvrages, comme le voulait le règlement.

*
* *

A l'origine, la marque était une opération exclusivement corporative, et ne comportait aucune perception au profit du trésor royal, mais seulement le remboursement des frais des opérations d'essai. En 1349, un droit de marque de 2 deniers par marc d'argent (2) fut établi sur la vaisselle d'argent; porté ensuite à 3 deniers, il fut supprimé en 1645.

C'est seulement sous Henri III qu'une taxe générale sur les ouvrages d'or et d'argent vient compléter la physionomie du système de la garantie. L'Edit de 1579 frappe tous les ouvrages d'Orfèvrerie d'un droit de 3 livres tournois par marc d'or et de 25 sols tournois par marc d'argent. Cette taxe est appelée « droit de remède » : les légistes

(1) P. LEROY : Recueil des statuts des orfèvres (1734).

(2) Un marc = 245 grammes.

la justifient comme une compensation des tolérances ou « remèdes » accordés sur le titre par les ordonnances royales. Ces tolérances, disent-ils, procurent aux fabricants un bénéfice qui, d'après les principes du droit domanial doit revenir au roi, au même titre que le produit des remèdes sur les monnaies.

Au point de vue économique, le droit de remède avait donc pour but de mettre le prix des ouvrages d'or et d'argent en harmonie avec la valeur conventionnelle des monnaies et d'éviter que le bénéfice du remède, en développant, grâce à la baisse des prix, les emplois extra-monnaires des métaux précieux, n'entraînat une pénurie de la monnaie. L'économie monétaire de l'époque est, en effet, dominée par la théorie mercantiliste, et le maintien d'une abondante circulation de numéraire apparaît comme la condition essentielle de la prospérité du royaume.

La perception du droit de remède devait donner à la royauté l'occasion d'intervenir plus étroitement dans l'industrie de l'Orfèvrerie. Les droits étaient exigibles, non seulement sur les ouvrages nouvellement fabriqués, mais aussi sur tous ceux qui se trouvaient dans le commerce ou dans les ventes publiques. Pour en assurer le recouvrement, l'Edit de 1579 instituait dans les principales villes du royaume des receveurs et des contrôleurs.

A côté de la marque de la corporation, le contrôleur appliquait, pour constater le paiement de l'impôt, une contremarque uniforme pour tout le royaume, avec un signe caractéristique pour chaque bureau.

L'Edit de 1579 ne fut jamais sérieusement appliqué. Les Orfèvres se débarrassèrent de la charge de l'impôt et du contrôle royal en rachetant la taxe à prix d'argent.

Par un Edit d'Octobre 1631, Louis XIII rétablit une taxe de 3 sols par once (1) d'orfèvrerie, dont les premiers produits devaient être affectés au rétablissement de la Sainte Chapelle (2). Pour en assurer le recouvrement, il le confia à des fermiers spéciaux qui devaient constater l'acquit en marquant les ouvrages de leur poinçon. Mais, dès 1633, la corporation des Orfèvres racheta cette taxe.

Le droit de marque ne fut définitivement assis que par la déclaration du 31 mars 1672. Cette déclaration marque un revirement dans la politique royale. Elle abroge les lois somptuaires rendues par Philippe-le-Bel et ses successeurs; elle fixe cependant le poids maximum des gros ouvrages dont la fabrication est permise. Insensiblement, on laisse un libre cours au commerce de l'orfèvrerie. L'importation des marchandises d'or et d'argent, jusqu'alors interdite, est organisée par le règlement général sur l'orfèvrerie du 30 décembre 1679. L'exportation, prohibée par de nombreuses ordonnances, est permise en 1733, avec remise de 2/3 du droit. Cette tolérance de

(1) Une once : 31 grammes.

(2) Labellande : Traité général des aides.

plus en plus marquée fut la conséquence naturelle de l'abondance de l'or et de l'argent, résultant de la découverte des mines du Nouveau Monde. Cette abondance ne pouvait être qu'avantageuse à l'industrie et au commerce de l'Orfèvrerie.

La déclaration de 1672 fixait le taux du droit de marque à 20 sols par marc d'argent, et 30 sols par once d'or. Moins de deux ans après, le 17 Février 1674, les droits sont doublés; nouvelle augmentation par l'ordonnance du 2 juillet 1681, qui établit une taxe uniforme pour toute la France : 3 livres par once d'or, et 40 sols par marc d'argent.

Les Edits d'août 1696, janvier 1705, novembre 1707 et janvier 1708, créent des offices d'essayeurs et de contrôleurs de la marque d'or et d'argent; ils perçoivent à leur profit des droits de 24 sols par once d'or et de 16 sols par marc d'argent.

Un Edit du 18 août 1718 supprime ces offices, et les droits qui leur étaient attribués sont réunis à perpétuité par cet Edit et par un autre du 7 mai 1723, à la ferme de la marque d'or et d'argent, pour être perçus conjointement avec les droits de la dite ferme, dans la même forme et suivant le même règlement, dans toute l'étendue du royaume. L'ensemble des droits de marque et des droits de contrôleurs et d'essayeurs réunis s'élève ainsi à 4 livres 4 sols par once d'or et à 2 livres 16 sols par marc d'argent.

Les droits sont perçus dans toute l'étendue du royaume, à l'exception des provinces de Franche-Comté, d'Alsace et des pays conquis (1).

La quotité des droits, accrue de sous par livre, établis par la suite, était, en 1789, de 6 livres 6 sous par once d'or et de 10 sous 6 deniers par once d'argent. Ces droits furent appelés indifféremment : droits de seigneuriage, et droits de marque d'or; ils conservèrent cette dernière dénomination tant qu'ils furent administrés par les fermiers généraux, puis remis à la régie générale des aides.

A partir de l'Edit de Février 1674, la perception du droit et le service de poinçonnage sont sérieusement organisés.

Le recouvrement, d'abord confié à un fermier spécial, est ensuite compris dans le bail général des fermes, puis, à partir de 1780, il est réuni à la régie générale des aides.

Des obligations sont imposées aux fabricants et marchands de matières d'or et d'argent, et des pouvoirs sont attribués aux agents de la ferme, pour assurer le respect des lois et règlements et la perception du droit de marque.

Aux termes de l'Arrêt du Conseil du 30 octobre 1674, les Gardes d'Orfèvrerie doivent déposer leur poinçon dans un coffre-fort fermant à deux clefs, dont ils remettent l'une au fermier général et conservent l'autre. Ils ne peuvent donc apposer les poinçons qu'en présence du fermier ou de son représentant. Tout ouvrage doit porter trois poinçons : poinçons de maître, engageant sa responsabilité;

(1) Labellande : Traité général des aides.

poinçon de la Communauté, garantissant le titre; poinçon de décharge du fermier, constatant le paiement du droit.

L'ordonnance du 2 juillet 1681 interdit aux Jurés Gardes d'Orfèvrerie, à peine de tous dépens, dommages intérêts et de 500 livres d'amende pour chaque contravention, d'apposer les poinçons de la communauté (poinçon dit de contremarque), sur aucun ouvrage, hors de la présence du fermier ou de ses commis.

Elle donne au fermier, à ses procureurs et commis, le droit de visite chez les Orfèvres, avec l'assistance de l'un des officiers de l'élection.

Depuis 1672, les fermiers avaient l'habitude d'apposer sur les objets en cours de fabrication, un poinçon de charge, pour les empêcher d'échapper au droit de garantie. Toutefois, le droit n'était acquitté qu'au moment de l'insculpation du poinçon de décharge. Des lettres patentes de 1697 rendirent obligatoire l'apposition du poinçon de charge. Désormais, pour être régulièrement marqués, les objets devaient être revêtus de quatre poinçons : de maître, de charge, de contremarque et de décharge.

Le poinçon de décharge ne peut être apposé par le fermier avant le poinçon de la communauté, à peine de trois mille livres d'amende pour chaque contravention (lettres patentes du 3 juin 1723).

Pour faciliter le contrôle des agents de la ferme de l'impôt, la déclaration du 11 décembre 1685 autorise le fermier de la marque de l'or à faire des visites dans les Maisons royales et privilégiées où il y a des orfèvres, tireurs et batteurs d'or, et autres ouvriers travaillant l'or et l'argent. La déclaration du 26 janvier 1749, article 22, précise et développe en ces termes l'étendue du droit de visite : « Les commis des fermiers de nos droits pourront, assistés d'un officier de l'élection, se transporter en visites dans les chambres garnies que les orfèvres ou autres ouvriers et trafiquants en or et en argent loueront, dans les maisons qu'ils occupent, même dans les monastères, collèges, nos maisons, celles des princes de notre sang, et autres lieux privilégiés, où il y aura des orfèvres établis, et partout ailleurs où ils seront informés qu'on fabrique ou qu'on fait commerce d'ouvrages d'or et d'argent en contravention aux règlements ci-devant faits et à la présente déclaration, à l'effet de saisir lesdits ouvrages en observant les formalités prescrites par nos ordonnances. Voulons que les vaiselles et autres ouvrages d'or et d'argent qui se trouvent dans les chambres garnies, louées par les orfèvres et autres ouvriers à d'autres personnes, soient censés appartenir aux dits orfèvres et autres ouvriers, et sujets à nos droits, si ce n'est que ceux qui seront logés dans les dites chambres garnies n'affirment qu'ils y ont apporté les dits ouvrages et qu'ils leur appartiennent. »

D'autre part, la déclaration du 11 décembre 1685, l'Arrêt du 17 janvier 1696 et les lettres patentes du 16 mars 1694 imposent aux orfèvres l'obligation de tenir un registre, où ils doivent inscrire au jour le jour, la quantité et la qualité des matières et ouvrages d'or et

d'argent qu'ils achèteront ou vendront, ou qui leur seront portés à réparer avec les nom et demeure des vendeurs, acheteurs ou détenteurs. Ils sont tenus de représenter leur registre aux commissaires des monnaies, à toute réquisition. Ce registre sera coté et paraphé, par un officier de l'élection.

La déclaration du 24 janvier 1749 prescrit à nouveau la tenue d'un registre d'achat et de vente « à tous orfèvres, joailliers, fourbisseurs, merciers, graveurs et autres, travaillant ou trafiquant des ouvrages d'or et d'argent ». Les objets apportés doivent être inscrits à l'instant même. S'ils ne sont en règle, les objets achetés par eux, soit pour leur compte, soit pour leur usage particulier, doivent être, dans les 24 heures de l'achat, présentés à la marque, et soumis aux droits ou brisés dans l'instant, sous peine de confiscation et d'une amende de trois cents livres.

Un arrêt du Parlement du 26 janvier 1726 « fait défense aux Orfèvres d'acheter aucune pièce de vaisselle d'argent, armoiriée ou non, recommandée (1) ou non, sinon de personnes connues, ou qui donnent répondant à eux aussi connu, ou domiciliées, sous peine d'être condamnés comme receleurs et complices, et, en outre, à tous dommages-intérêts et restitution des choses volées. Les orfèvres et autres seront tenus de retenir les pièces de vaisselle d'argent qui leur seront exposées en vente, et lorsqu'elles auront été recommandées, d'en faire incessamment leur déclaration au clerc de leur communauté, qui en avertira sur-le-champ le commissaire du quartier. »

Les assujettis sont autorisés à inscrire sur le registre tous les objets d'or et d'argent qui leur sont confiés en dépôt, en nantissement, ou pour être raccommodés, en en précisant l'identité, mais sans avoir à mentionner le titre. Ils doivent rayer les ouvrages à mesure de leur restitution. S'ils ne rendent pas en même temps tous les objets compris sous un même article, ils mentionnent en marge les pièces rendues, par espèce, poids et qualité, et représentent le surplus aux visites des employés.

Les horlogers ne sont tenus d'inscrire que les montres non marquées pour en éviter la saisie. Un règlement de la cour des Aides d'Avril 1756, assujettit les couteliers, pour les ouvrages d'or ou d'argent, au régime du droit commun : poinçon de maître, contre-marque, visite, sanctions. Bien que ne fabriquant pas, les polisseuses et les graveurs sont aussi tenus d'enregistrer les ouvrages en métaux précieux qu'ils reçoivent et sont assujettis à la visite.

Diverses décisions précisent les règles du poinçonnage dans des espèces particulières. Les fermiers peuvent posséder des poinçons de charge et de décharge différents, suivant la nature du métal, et la grosseur des objets (Ordonnance du 24 Janvier 1749). Les ouvrages

(1) On entendait par recommandation, le billet que l'on faisait porter par le clerc des orfèvres pour retrouver les objets volés et avertir les marchands d'arrêter ceux qui les exposeraient en vente.

trop menus pour recevoir sans détérioration l'empreinte de poinçons sont marqués d'un cachet de cire portant empreinte d'une fleur de lis. La contrefaçon de ces cachets est punie d'une amende de trois mille livres, d'amende honorable et de cinq ans de galère; en cas de récidive, des galères à perpétuité (ordonnance du 2 Juillet 1681).

L'Arrêt du Conseil en forme de règlement du 12 Septembre 1684 assujettit au droit de marque les ouvrages dits de hasard, soit de vaisselle, soit de gros ouvrages, revendus par les marchands, orfèvres et autres, trafiquant et travaillant en or et en argent, et autant de fois qu'ils en feront la revente. La déclaration du 26 Janvier 1749 étend ces dispositions à tous les ouvrages de hasard d'or et d'argent.

Les lettres patentes du 17 Mars 1751 créent un poinçon, dit de reconnaissance, pour la marque des pièces neuves ajoutées à de vieux ouvrages.

Les fabricants sont autorisés, par un arrêt du Conseil du 30 Mars 1756, à insérer un corps étranger non apparent dans les ouvrages de bijouterie en émail, montés en cage, à condition de ne pas les vendre au poids et, pour les distinguer des objets du même genre, entièrement en métal précieux, de graver sur la fermeture de la boîte, bien en apparence, le mot : « garni ».

L'arrêt de la Cour des Monnaies du 13 Octobre 1687 interdit aux Orfèvres d'employer la soudure avec excès dans les ouvrages d'or et d'argent, sous quelque prétexte que ce soit, encore qu'ils en seraient requis par des particuliers ou autres personnes, à peine de 50 livres d'amende et de confiscation des ouvrages.

Les ouvrages d'or et d'argent déposés au Mont-de-Piété de Paris, sont assujettis au droit et à la marque, comme les autres objets d'orfèvrerie rentrant dans le commerce. Les ouvrages vendus dans cet établissement sont marqués d'un poinçon spécial, appliqué par un commis du fermier dans le lieu même de la vente (arrêt du Conseil du 18 Mars 1779).

L'arrêt du Conseil du 8 Décembre 1772 autorise les orfèvres à conclure avec les fermiers des traités ou abonnements qui les dispensent d'appliquer les poinçons de charge et de décharge. A défaut de réabonnement, les ouvrages non vendus doivent être marqués (arrêt de la Cour des Aides du 18 Avril 1777).

Un Edit de 1574 avait interdit l'exportation des matières d'or et d'argent et des arrêts nombreux (1303, 1332, 1358, 1420, 1540, 1548) portaient la même prohibition pour l'exportation des ouvrages d'or et d'argent. Ces mesures prohibitives furent, nous l'avons vu, rapportées par la suite. Le règlement sur l'orfèvrerie du 30 Décembre 1679 autorise l'importation des objets en métaux précieux. Ils sont soumis au droit de marque et marqués d'un poinçon spécial (E T) mais ils ne sont pas assujettis à l'essai, ni à l'obligation du titre (arrêt du 7 Mars 1749).

En vue de favoriser l'exportation des ouvrages fabriqués en

France, l'arrêt du Conseil du 1^{er} Août 1733 leur accorde à la sortie le remboursement des 2/3 des droits. L'arrêt du Conseil du 24 Mai 1765 étend cette faveur aux ouvrages de Paris exportés dans les Colonies Françaises.

*
* *

L'affinage consiste à ramener à l'état de pureté, de fin, l'or et l'argent qui se trouvent alliés, soit entr'eux, soit avec d'autres métaux de moindre valeur. Sous l'ancien régime, la profession d'affineur était réglementée. Le nombre des affineurs était limité, dans chaque ville où l'affinage était permis. Une déclaration royale du 25 Octobre 1689 établit les obligations des affineurs. Ils ne peuvent même allumer le feu dans la cahutte, ou fourneau, sans une déclaration préalable, faite au commis du fermier. Les employés de la ferme ont le droit d'assister à toutes les opérations d'affinage et ils prennent en charge le poids des matières affinées. Ils perçoivent un droit d'affinage.

Les tireurs d'or et d'argent étaient tenus de porter leur lingot, pour y être dégrossi, marqué et tiré, aux argues royales, qui jouissaient d'un monopole. L'argue est une machine qui permet de dégrossir et de rendre plus menus les lingots d'or et d'argent en les faisant passer à travers de grosses filières dont les pertuis ou trous ronds vont toujours en diminuant de diamètre. L'article 15 de l'ordonnance de Juillet 1681 défend « aux tireurs d'or et d'argent d'employer d'autre pour les ouvrages que celui qui aura été tiré, forgé et dégrossi dans les forges et argues du fermier de nos droits, à peine de confiscation des lingots et marchandises, et de 3.000 livres d'amende; comme aussi d'avoir chez eux aucuns fourneaux, ni creusets propres à fondre des lingots, ni aucunes forges, argues, ni bancs propres à les dégrossir, sous les mêmes peines ». La récidive est punie de peines corporelles (déclaration du 25 Octobre 1689 et Edit de Décembre 1721). Les amendes et confiscations sont attribuées : pour 1/3, au dénonciateur; pour 1/3, aux parties intéressées, qui en auront fait la poursuite, et pour 1/3, au Trésor Royal, déduction faite, sur le total, des frais de justice (déclaration du 25 Octobre 1689, article 23).

Conformément à ces décisions, l'arrêt du Conseil du 24 Avril 1725 dérogeant à l'arrêt du Conseil du 10 Janvier 1688, qui permettait aux tireurs d'or d'avoir leurs filières en leur possession, oblige les tireurs d'or de Paris à remettre au bureau de l'argue du fermier, dans les huit jours, toutes les filières qu'ils ont propres à servir à l'argue, et à déclarer sous leur signature qu'il ne leur reste aucune filière de la grosseur des trous de filière servant à l'argue. « Il est interdit aux tireurs, orfèvres et tous autres particuliers d'avoir et tenir chez eux ou partout ailleurs, aucune de telles filières, à peine de confiscation et de 3.000 livres d'amende et même de déchéance de maîtrise contre les maîtres tireurs d'or et orfèvres. Sous les mêmes peines, il est

interdit à tous autres ouvriers d'en faire ou faire faire aucune des dites grosseurs pour autre que pour notre fermier des dits droits ».

Le même Arrêt défend, « sous les mêmes peines, à tous tireurs, batteurs d'or, doreurs et autres ouvriers, qui emploient les matières d'or et d'argent affinées, d'en employer d'autres que celles provenant des affineurs; et à tous onfèvres, tireurs d'or et autres, d'avoir dans leur maison ou ailleurs, aucuns bancs attachés ou scellés en place pour tirer aucuns ouvrages de quelque nature que ce soit. »

Des offices d'inspecteurs aux argues de Paris et de Lyon furent créés par un Edit de Janvier 1708, puis supprimés par un Edit d'Août 1777.

*
* *

Tel est, rapidement décrit dans sa formation progressive, et ses traits essentiels, le régime de la garantie des matières d'or et d'argent, tel qu'il fonctionnait dans la dernière époque de la monarchie française. L'avènement d'un système politique qui renouvelait de fond en comble les principes même de tout l'édifice social allait naturellement soumettre à la discussion cette institution, comme toutes celles de la Royauté. Mais avant d'exposer les motifs de la condamnation qui pouvait être prononcée contre elle au nom des nouveaux principes économiques et fiscaux en faveur, il n'est pas sans intérêt de porter sur elle une appréciation, en la replaçant dans le cadre économique et social dans lequel elle a fonctionné.

Le principe même de la garantie est en pleine harmonie avec les tendances de la politique économique de l'ancienne monarchie. Cette institution n'offre qu'assez tard, et, on peut dire, accessoirement, un caractère fiscal. Le droit de marque institué en 1345 est minime et frappe exclusivement la vaisselle d'argent. Le nouveau droit établi en 1579 a peine à se maintenir et apparaît, dans sa justification, comme une simple annexe du droit régalien de battre monnaie et des profits qui y sont attachés. Le droit de marque et de contrôle n'est sérieusement organisé et recouvré, progressivement élevé, qu'à partir de 1672.

L'institution de la garantie, sous l'ancien régime, s'inspire avant tout d'une préoccupation de police. La royauté a toujours considéré comme un de ses devoirs essentiels d'assurer la loyauté des transactions et des produits; Au Moyen Age, les canonistes introduisent les notions de juste prix et de juste salaire. L'une des raisons d'être de la réglementation minutieuse des fabrications et des ventes, sous le régime corporatif et le Colbertisme, est de défendre les intérêts des consommateurs par des prescriptions destinées à maintenir la bonne qualité des produits.

Une telle réglementation se justifie particulièrement pour des matières qui présentent dans l'économie de l'époque une importance aussi primordiale que l'or et l'argent. Dans la conception qui a régné jusqu'à la fin de l'ancien régime, l'or est la source même de la

richesse. Cette illusion explique les recherches des alchimistes en vue de la transmutation des métaux en or; elle est à la base du système mercantiliste. En fait, elle pouvait se défendre ou s'excuser, dans un système économique où les paiements s'effectuaient en or. On ne connaissait alors ni la monnaie de papier, ni les procédés de règlement sans monnaie, ni les valeurs mobilières. La vaisselle d'or et d'argent, les pièces d'orfèvrerie constituaient les principaux éléments de la fortune mobilière; elles étaient une forme de l'épargne, comme aujourd'hui les placements mobiliers; elles se transmettaient comme des éléments de patrimoine. La garantie du titre était aussi légitime que la protection de la propriété foncière.

Enfin, l'intérêt des familles se doublait d'une considération d'intérêt général. Les pièces de vaisselle et autres ouvrages d'or et d'argent représentaient une valeur monétaire. Dans les moments de détresse financière, les Rois ont, plus d'une fois, fait porter à l'Hôtel des Monnaies les pièces de la vaisselle de la couronne, et ils invitaient les seigneurs de la Cour à imiter leur exemple. C'était un moyen de trouver de l'argent pour payer les dépenses publiques, une sorte de prélèvement forcé sur le capital. Il importait au succès de l'opération que les ouvrages apportés fussent au titre imposé.

Le seul moyen de s'en assurer, c'était de procéder à un essai officiel et d'en constater le résultat en manquant l'ouvrage d'un poinçon, puisqu'il est impossible à un acheteur de vérifier lui-même le titre d'un objet en métal précieux.

Ces opérations étaient confiées à des élus de la Communauté des Orfèvres. Cette méthode était conforme au système de décentralisation corporative de l'ancien régime. N'était-il pas légitime de confier une opération aussi délicate qu'un essai à ceux qui, par leur profession même, avaient le plus de compétence pour y procéder? Sans doute peut-il sembler paradoxal, pour protéger les consommateurs, de charger les fabricants ou marchands de la vérification du titre, c'est-à-dire de les faire contrôler les uns par les autres alternativement, par des élus choisis chaque année dans le sein de leur communauté. Mais contre le danger d'une collusion des orfèvres à l'égard des acheteurs, ceux-ci sont protégés par la réglementation minutieuse des professions et par l'intérêt personnel des commerçants honnêtes à ne pas supporter une concurrence déloyale de leurs confrères peu scrupuleux. Le danger de ce système de garantie corporative résidait moins dans les abus possibles engendrés par une telle collusion que dans l'insuffisance des moyens de défense des membres de la Communauté, les uns contre les autres, et surtout contre des trafiquants d'or et d'argent, étrangers à la corporation. Telle a été la cause de l'intervention du pouvoir royal au-dessus de la Communauté. Il a progressivement organisé un régime minutieux de contrôle et d'obligations; le meilleur éloge qu'on puisse faire de ce régime est de constater qu'il est passé en

grande partie dans la loi de Brumaire An VI et reste encore en vigueur aujourd'hui.

On peut toutefois reprocher au système de la garantie sous l'ancien régime une certaine rigidité, un défaut de souplesse. Les pénalités, qui vont jusque la peine de mort, sont excessives : ce défaut commun à l'ensemble de son système pénal semble un aveu de l'inefficacité du contrôle.

D'autre part, à mesure de l'élévation des droits, augmentent l'intérêt du trésor royal et le profit de la fraude; le réseau des formalités, des obligations des orfèvres et trafiquants et des pouvoirs du fermier se resserre et entrave l'exercice de la profession et l'essor du progrès technique. C'est d'ailleurs le défaut capital du régime économique corporatif et réglementaire de l'époque. La déclaration de 1749 impose l'obligation du poinçon de charge sur les ouvrages en cours de fabrication ou d'une déclaration, au bureau du fermier, de toutes les pièces qui ne peuvent supporter ce poinçon. Pour être régulièrement marqués, les ouvrages n'ont donc pas à recevoir moins de 4 poinçons.

La déclaration de 1749 oblige, en outre, les maîtres orfèvres à faire une nouvelle déclaration au bureau du fermier, toutes les fois qu'ils veulent changer la destination des ouvrages commencés, le tout à peine de confiscation et de 100 livres d'amende pour chacune des pièces auxquelles ils auraient travaillé. Une pareille mesure suffisait pour retarder le perfectionnement de l'art : elle provoqua même une désobéissance de la part des orfèvres de Noyon et de Blois. Le Conseil rendit contre eux, le 20 juin 1769, un arrêt particulier pour les contraindre à se conformer aux lois et règlements, sur la marque d'or à la plupart desquels ils avaient refusé d'obéir (1).

Enfin, l'adoption d'un titre unique, fixé aux taux élevés de 916 millièmes pour l'or et de 958 millièmes pour l'argent était trop rigide et ne laissait pas une latitude assez grande de fabrication, surtout pour les petits ouvrages, même en tenant compte des tolérances admises par les Edits.

(1) RAIBAUD : *Traité de la garantie des matières et ouvrages d'or et d'argent*, pages 21-22.

CHAPITRE II

LA LOI DU 19 BRUMAIRE AN VI ET LES MODIFICATIONS ULTÉRIEURES

Les nouveaux principes établis par la Révolution semblaient devoir condamner l'institution de la garantie, telle qu'elle avait fonctionné sous l'ancien régime. Les Constituants étaient imbus des doctrines physiocratiques; partisans du laisser-faire, laisser-passer, ils étaient hostiles à la réglementation corporative et aux impôts indirects, entraves à la libre circulation des biens. La thèse du produit net agricole les conduisait au système de l'impôt unique sur la terre. Dès 1776, Turgot avait obtenu de Louis XVI une abolition, bientôt rapportée, des jurandes et des maîtrises. En 1791, l'Assemblée Constituante supprime définitivement les corporations par la loi Le Chapelier; par un décret du 31 mars de la même année, elle abolit les impôts indirects. Cependant, bien que le droit de marque ressortit, au point de vue de la perception, à la régie générale des Aides, il ne fut pas abrogé mais formellement maintenu, à titre provisoire, par l'Assemblée Nationale; par le même décret, en attendant la réforme définitive de la garantie, elle chargea ses trois Comités des Monnaies, des Contributions Publiques, et du Commerce, d'élaborer un projet de règlement en vue « d'assurer la loyauté des transactions sur les métaux précieux ». L'Assemblée, n'ayant pu faire aboutir la réforme, avant de se séparer, décréta à nouveau, le 30 septembre 1791, le maintien provisoire de l'ancienne législation. L'examen de la question fut repris, sans plus de résultat, par divers comités de la Convention.

Le décret du 21 Brumaire An V porta encore exécution des anciens règlements sur le commerce de l'orfèvrerie.

Le régime ancien subsistait donc légalement; mais en fait, la marque de l'or et de l'argent et la perception des droits furent à peu près suspendues. Les communautés d'orfèvres qui assuraient auparavant le service de la marque n'existaient plus, la maison commune avait perdu toute autorité morale. Les événements politiques créèrent un énervement dans le service de surveillance, au point qu'un décret du 11 Fructidor An II avait même suspendu toute poursuite contre les délinquants. Par suite de circonstances, et notamment en raison de l'émigration de plusieurs d'entre eux, les fonctionnaires de la garantie abandonnèrent le service. Le commerce de l'orfèvrerie s'affranchit en fait de la surveillance du titre. Les fraudes se multiplièrent.

Les inconvénients résultant de l'absence de tout contrôle se firent sentir à tel point que, sur les plaintes des commerçants eux-mêmes, le Conseil des Cinq-Cents se décida à intervenir. Un projet de loi fut soumis à ses délibérations en l'An V; toutefois, ce n'est que l'année suivante que ce projet fut voté d'urgence par le Conseil des Cinq-Cents et le Conseil des Anciens, sous la pression des nécessités financières, le 19 Brumaire An VI (8 Novembre 1797). La déclaration du Conseil des Cinq-Cents du 26 Vendémiaire An VI précisait en ces termes le double motif de l'intervention du législateur : « Le Conseil, considérant que le rétablissement de la surveillance et de la garantie des matières d'or et d'argent est nécessaire à la prospérité de cette branche du commerce national tant à l'intérieur qu'à l'étranger, en même temps que les droits à percevoir sur ces objets sont indispensables au Trésor Public pour concourir à l'entretien des diverses parties de son service; déclare qu'il y a urgence... »

La Loi du 19 Brumaire An VI est encore en vigueur aujourd'hui et forme la base de notre législation en matière de garantie. Elle a maintenu dans une large mesure les prescriptions des anciennes ordonnances, le principe de l'obligation du titre des matières et ouvrages d'or et d'argent, la règle de la constatation du titre par un poinçon et le principe du droit de garantie. De même, elle a emprunté aux ordonnances royales les obligations auxquelles elle astreint les trafiquants d'or et d'argent (poinçon de maître, tenue de livres, achat à des personnes connues) et les mesures relatives au contrôle de la marque. Certaines dispositions de l'ordonnance du 24 janvier 1749 (articles 14, 16 et 17) remises en vigueur par l'arrêté du 16 Prairial An VII (4 Juin 1799) et par l'ordonnance royale du 19 Septembre 1821 sont même encore applicables à l'heure actuelle.

Cependant, la loi du 19 Brumaire An VI, ainsi que de nombreuses dispositions législatives ultérieures ont apporté au régime antérieur de la garantie des modifications importantes et modifié sur un certain nombre de points sa physionomie, en vue d'assouplir l'institution et de l'adapter au progrès de la technique de la fabrication et aux nécessités du commerce international.

La loi de Brumaire assouplit l'obligation du titre : au lieu d'un titre unique pour l'or et d'un titre unique pour l'argent, elle admet trois titres légaux pour les ouvrages d'or et deux pour les ouvrages d'argent. Les fabricants peuvent employer à leur gré l'un des titres légaux, quelle que soit la grosseur ou l'espèce des pièces fabriquées.

La plus importante réforme réalisée par la loi de Brumaire est relative au régime administratif du service de la garantie. Dans l'ancien droit, le contrôle du titre était assuré par les communautés d'orfèvres et par les gardes élus de l'orfèvrerie; la perception du droit de marque était confiée à un fermier spécial, puis à la ferme générale des aides. La Révolution ayant aboli les corporations et les aides, la loi de Brumaire supprime les maisons communes d'orfè-

vres, elle substitue à l'organisation corporative du Contrôle et à la dualité des services de contrôle et de recouvrement des droits le principe de l'unité du service. Elle confie l'une et l'autre opérations à un même bureau de caractère public appelé bureau de garantie, chargé de faire les essais, de constater les titres des ouvrages et des lingots, et de percevoir les droits (article 34).

En commentant le régime de garantie institué par la loi de Brumaire, nous indiquerons, chemin faisant, les modifications qu'ont apportées des textes ultérieurs. Relevons seulement ici les principales. L'industrie et le commerce des métaux précieux se sont transformés depuis la loi de Brumaire; la fabrication des bijoux a changé de caractère. Des mesures spéciales ont été prises pour les ouvrages composés à la fois d'or et d'argent ou de métaux divers, pour les objets dorés ou argentés par les procédés galvanoplastiques. L'emploi du platine s'est développé dans la bijouterie et principalement dans la joaillerie. En raison de la valeur élevée de ce métal, la loi du 8 avril 1910 lui a étendu le régime de la garantie de l'or et de l'argent.

D'autre part, en vue de favoriser le commerce des ouvrages d'origine nationale à l'étranger, diverses lois ont consacré des dispositions de faveur pour les exportations : création d'un quatrième titre (583 millièmes) pour les boîtes de montres; admission à tous titres de tous ouvrages pour l'exportation; restitution de la totalité des droits à la sortie. Par contre, l'obligation du titre à l'importation a été formellement exigée. Enfin, l'Etat a renoncé à son monopole de l'argue qu'avait maintenu la loi de Brumaire, tandis que le décret du 21 Mai 1791 a proclamé la liberté de la profession d'affineur.

CHAPITRE III

L'ORGANISATION ADMINISTRATIVE DE LA GARANTIE

La loi du 19 Brumaire An VI plaçait les bureaux de garantie sous la surveillance de l'administration des Monnaies et Médailles, relativement à la partie d'art et au maintien de l'exactitude des titres, et de la régie de l'enregistrement, relativement aux dépenses et au recouvrement des droits. La loi du 5 Ventôse An XII (25 Février 1804) a remplacé la régie de l'enregistrement par la régie des Contributions indirectes. L'ordonnance du 5 Mai 1820 précisait les attributions respectives de ces deux administrations. Les contributions indirectes étaient chargées de la direction du service, de la surveillance des redevables, de la perception du droit, du recouvrement des amendes et de l'avance des frais en matière de garantie. En outre, aux termes de l'ordonnance du 26 Décembre 1827, cette administration était chargée des argues et de toutes les parties du service de la garantie qui ne concernent pas les règlements sur les titres et la marque des matières d'or et d'argent, ainsi que de la poursuite, concurremment avec le ministère public, des contraventions en matière de garantie. L'administration de la Monnaie avait pour attributions : la surveillance aux essais, la conservation du titre, la fourniture des poinçons. Elle se portait partie civile dans les affaires contentieuses.

Le décret du 18 Mai 1909 (article premier) a transféré à l'administration des Contributions Indirectes les anciennes attributions de l'administration des Monnaies, en ce qui concerne la garantie, y compris les opérations techniques. Toutefois, l'administration des Monnaies restait chargée : 1° de la direction et de l'exécution de la fabrication des poinçons et bigornes, qu'elle fournit au bureau de la garantie ; 2° de l'expertise du titre prévue par les articles 58 à 61 de la loi de Brumaire en cas de contestation sur le titre entre l'essayeur du bureau de garantie et le propriétaire de l'objet. Cette dernière attribution lui a été retirée par la loi du 29 Avril 1926, art. 26 ; l'expertise prévue ci-dessus est faite maintenant par le laboratoire du Ministère des Finances.

La loi de Brumaire, article 35, fixait provisoirement à 200 au maximum le nombre des bureaux de garantie. Vers la fin du XIX^e siècle, il existait des bureaux à peu près dans tous les départements. Depuis quelque temps, l'Administration marque une tendance à réduire le nombre des bureaux et à ne maintenir que les plus importants, afin d'obtenir un personnel plus spécialisé pour

les opérations techniques et de contrôle très délicates du service de la garantie. Vers 1912, ne fonctionnait déjà plus qu'une quarantaine de bureaux. Par suite de suppressions ultérieures, il ne subsiste plus, à l'heure actuelle, que 23 bureaux, installés dans les localités suivantes :

BELLEGARDE, Nice, MARSEILLE, PONTARLIER, BESANÇON, Morteau, Valence, Nîmes, Toulon, BORDEAUX, Montpellier, Saurour, LILLE, Clermont-Ferrand, Bayonne, Perpignan, LYON, Strasbourg. PARIS, ROUEN, LE HAVRE, Avignon, Châtellerault. (Les bureaux indiqués en majuscules sont spécialement désignés pour l'importation et l'exportation.)

Le personnel des bureaux de garantie comprend essentiellement trois agents : un essayeur chargé de l'examen du titre; un contrôleur, chef des services, qui appose le poinçon et dirige le bureau, un receveur chargé de la perception des droits. Aux bureaux les moins importants, il n'est pas attaché un receveur spécial; la fonction est alors assurée par le receveur particulier des contributions indirectes.

La loi de Brumaire permet au Ministre des Finances d'autoriser un plus grand nombre d'employés en raison des besoins du commerce, à Paris et dans les autres communes populeuses (article 36). Les bureaux les plus importants comprennent des agents en sous-ordre adjoints au Contrôleur : marqueurs, présenteurs, commis aux exercices et aides-essayeurs.

En raison de l'étendue de son activité, le bureau de Paris, qui contrôle une part considérable des produits de l'orfèvrerie française, est dirigé par un Directeur qui a sous ses ordres deux inspecteurs, chargés de vérifier le service de la garantie sur toute l'étendue du territoire. Le service de la marque est nettement distinct des services de l'importation et de l'exportation. Le personnel de la marque comporte deux agents hiérarchisés sous les ordres directs du chef de la marque. Les visites chez les orfèvres et les détaillants sont faites par un certain nombre de contrôleurs.

Les contrôleurs et les receveurs de la garantie appartiennent tous au cadre des Contributions Indirectes, et ils sont nommés par le Ministre des Finances.

Le contrôleur surveille la tenue et a la police du bureau, il vérifie chaque semaine et vise chaque mois le registre tenu par l'essayeur. Il peut requérir l'essayeur de l'accompagner dans ses visites et perquisitions chez les fabricants et les détaillants, s'il présume nécessaire le concours de cet agent (arrêté du 13 Prairial An VII).

Le contrôleur surveille le poinçon des redevables, il marque les objets en présence du receveur et de l'essayeur, et il doit assister le plus souvent possible aux opérations d'essai. En cas de pénurie d'essayeur, il peut faire l'essai au touchau; pour l'essai à la coupelle, il envoie une prise d'essai au bureau le plus proche.

Le contrôleur n'est pas tenu de déférer aux réquisitions des

marchands ou des particuliers en vue de vérifier la validité des marques. Il n'a pas le droit d'essayer les ouvrages légalement marqués.

Le receveur pèse les objets, il liquide et perçoit le droit de garantie, et passe les objets au contrôleur pour être poinçonnés.

La loi du 26 Décembre 1908 a réorganisé le cadre des essayeurs. D'après la loi de Brumaire, l'essayeur de chaque bureau était nommé par le Préfet du Département, après avoir obtenu un certificat de capacité, délivré par l'administration de la Monnaie de laquelle il dépendait (ordonnance du 5 Mai 1820). Il était révocable par le Préfet, avec approbation du Ministre des Finances; il n'avait d'autre rétribution que celle allouée pour les frais de chaque essai d'or et d'argent et il supportait les dépenses inhérentes à sa fonction. Lorsque le produit annuel du droit d'essai, déduction faite des dépenses, n'atteignait pas 600 fr., l'administration lui accordait une allocation supplémentaire.

Depuis la loi du 26 Décembre 1908, les essayeurs sont nommés et révoqués par le Ministre des Finances, et ils sont, en principe, rattachés au service des laboratoires du Ministère des Finances. L'exécution des essais pour la garantie dépend de ce service dont le chef est, en outre, chargé de délivrer aux essayeurs le certificat de capacité prévu par l'article 39 de la loi de Brumaire. Dans les villes où il existe à la fois un bureau de garantie et un laboratoire du Ministère des Finances, les fonctions d'essayeur sont confiées, au fur et à mesure des vacances, au chimiste en chef du laboratoire. Les droits d'essai sont alors perçus au profit de l'Etat qui supporte toutes les dépenses du service; une indemnité est attribuée au chimiste en chef remplissant les fonctions d'essayeur. Dans les autres bureaux, le régime de la Loi de Brumaire continue d'être appliqué. Les essayeurs sont recrutés parmi des personnes pourvues du certificat de capacité; ils encaissent pour leur compte personnel les droits d'essai, qui constituent en principe leur seule rémunération. Les fonctions d'essayeur ne peuvent être remplies par un citoyen exerçant la profession de fabricant d'ouvrages d'or et d'argent (Loi du 13 Germinal An VI). Elles sont confiées de préférence à un pharmacien.

Tout propriétaire d'un ouvrage poinçonné qui le soupçonne d'être d'un titre inférieur au titre indiqué peut le faire essayer par le service des laboratoires du Ministère des Finances. Si cet essai révèle un titre plus bas, l'essayeur peut être poursuivi devant les Tribunaux, et condamné, la première fois, à une amende de 200 fr., la seconde fois, à une amende de 600 frs., et la troisième fois, à la destitution.

Un décret du 24 Juillet 1857 a rendu applicable à l'Algérie le régime de la garantie tel qu'il fonctionne en France. Les colonies françaises n'y sont pas assujetties, à l'exception de la Guadeloupe,

où ce régime est en vigueur depuis 1845. Les ouvrages d'or et d'argent expédiés dans ces colonies ou en provenant sont donc soumis au même traitement, au point de vue de la garantie, que les articles à destination ou en provenance des pays étrangers.

CHAPITRE IV

L'OBLIGATION DU TITRE

La loi du 19 Brumaire An VI a maintenu le principe, établi au XIII^e siècle, de l'obligation du titre. Aux termes de son article premier « tous les ouvrages d'orfèvrerie et d'argenterie fabriqués en France doivent être conformes au titre prescrit par la loi, respectivement suivant leur nature ».

Toutefois, la loi de Brumaire a assoupli ce qu'avait de trop rigide cette obligation, avec le système du titre unique consacré par l'ancien droit. Elle substitua aux dénominations en « carats et deniers » des expressions en millièmes et elle admet trois titres légaux pour les ouvrages d'or, et deux pour les ouvrages d'argent; savoir :

Pour l'or :

Le premier de 920 millièmes;

Le second de 840 »

Le troisième de 750 »

Et pour l'argent :

Le premier de 950 millièmes;

Le second de 800 »

Les fabricants peuvent employer à leur gré l'un des titres mentionnés ci-dessus, respectivement pour les ouvrages d'or et d'argent, quelles que soient la grosseur et l'espèce des pièces fabriquées. En pratique, les ouvrages en or sont généralement au troisième titre, les ouvrages en argent au premier titre, sauf la petite bijouterie qui est au deuxième.

* *
* *

La loi de Brumaire An VI n'avait pas assujéti au régime de la garantie les ouvrages en platine. La valeur de ce métal était alors inférieure à celle de l'or et son emploi dans la bijouterie assez restreint. L'introduction du platine dans les bijoux contrôlés était l'effet d'une tolérance de l'administration. La question se posa officiellement en 1829, et une décision ministérielle autorisa le platine dans la proportion de 3 0/0 du poids total, proportion élevée ultérieurement à 5 0/0. Le rapport joint à cette décision indique qu'en échange de cette bonne volonté de l'administration, les fabricants n'avaient élevé au-

cune objection au paiement du droit de garantie de l'or, d'après le poids total des objets, y compris le platine, malgré sa moindre valeur.

Dans sa séance du 14 Février 1887, la Chambre Syndicale de la B. J. O. (1) ayant mis à l'étude la question, soit de la suppression de tous droits sur le platine, soit de l'établissement d'un droit proportionnel à sa valeur intrinsèque, adopta le maintien du statu quo.

Puis, en 1904, elle demanda que les ouvrages composés d'or et de platine ne fussent frappés du droit que sur le poids de l'or. Une lettre du 27 Février 1904 du Directeur Général des Contributions Indirectes lui donne satisfaction, « sous la réserve que conformément aux prescriptions de l'article 17 du projet de réforme (autorisant l'emploi simultané dans un même objet de l'or et de l'argent, ou d'autres métaux), le platine employé extérieurement le soit avec sa couleur propre, et que les ouvrages soient revêtus suivant le cas, de la marque « métaux divers » « M. D. » « Bourré » ou « mécan ».

Dans le projet de révision de la loi de Brumaire, déposé en 1904, le contrôle du platine était inscrit. Cette importante modification au régime de la garantie n'a pas été consacrée sans de vives résistances des milieux intéressés. La Commission de contrôle de la Chambre Syndicale de la B. J. O. décidait à l'unanimité le 8 décembre 1906, de protester contre ce nouvel impôt pour des motifs techniques qu'il est intéressant de reproduire; elle demande que cet impôt soit repoussé, parce que :

« 1° Il est pratiquement impossible de définir l'alliage d'un « bijou composé de platine en tout ou en partie;

« 2° L'essai au touchau ne pouvant pas éclairer de façon certaine « la religion de l'essayeur, le fait de prélever une partie de l'objet « pour en faire l'essai à la coupelle aurait pour conséquence de « détériorer cet objet, qui ne pourrait être ressoudé sans que sa « construction générale et sa solidité en soient compromises, etc..., « d'où conséquences qu'il est aisé d'entrevoir : plaintes, indemnités « réclamées, etc...;

« 3° Les inconvénients mentionnés dans les paragraphes ci- « dessus seront d'autant plus grands que certains bijoux sont sou- « vent composés de platine de différentes espèces;

« 4° Que si les difficultés d'essai mentionnées dans les paragra- « phes 1, 2, 3, sont si sérieuses à Paris, elles le seront bien davan- « tage en Province, pour ne pas dire insurmontables, les chimistes « eux-mêmes n'étant pas d'accord sur la manière pratique de faire « les essais;

« 5° Le platine entrant dans la fabrication de bien d'autres in- « dustries telles que automobilisme, électricité, instruments de labo- « ratoire, il serait injuste de frapper la nôtre seule d'un impôt nou- « veau;

« 6° S'il est vrai que la mode actuelle est au bijou de platine, « le taux élevé de ce métal, sa densité, les recherches sérieuses sur « le point d'aboutir avec l'aluminium et l'acier, la perspective d'un « impôt nouveau ne pouvant qu'en précipiter la chute, il serait pré- « caire de faire état sérieux de cet impôt, d'autant que les frais d'ins-

(1) Chambre Syndicale de la Bijouterie, Joaillerie, Orfèvrerie de Paris et des industries qui s'y rattachent.

« tallation de fours oxhydriques et ceux de perception risqueraient
« fort d'en absorber le maigre rendement ;

« 7° Le Sénat, dans la loi de révision de la Garantie actuelle-
« ment pendante devant la Chambre des Députés a, sur le rapport
« de sa Commission, rejeté à l'unanimité, la proposition faite par
« l'administration des Contributions Indirectes, de frapper le pla-
« tine d'un droit quelconque. »

A l'Assemblée générale de la Chambre Syndicale du 12 novembre 1907, le Président annonçait que l'Administration, « estimant ne pas être actuellement en possession de procédés d'essai offrant une certitude absolue pour le contrôle du platine », avait demandé que le projet fût retiré, se réservant sans doute de le reprendre au moment opportun.

En réponse à l'objection tirée des difficultés d'essai, le Ministre répondait qu'il envisageait le droit sur le platine, non pas comme un droit de garantie, mais comme un droit fiscal. Le Président de la Chambre Syndicale redoutait avec raison les dangers du poinçonnage sans essai préalable reconnu impraticable par le Gouvernement. Ce poinçonnage aurait ouvert la porte toute grande, sous l'égide de l'Etat, à tous les fraudeurs, qui n'auraient eu aucune peine à créer une confusion : ce poinçon n'étant en l'espèce que la preuve du paiement des droits par le fabricant, le fraudeur en aurait fait une marque de garantie pour son acheteur (1).

Sur l'intervention de M. Puech, député, la Commission du budget vota la disjonction de la disposition du projet relatif au platine.

Le projet de contrôle du platine fut bientôt introduit de nouveau dans l'article 67 du projet de loi de finances pour 1910. Il ne s'agit plus d'un simple droit fiscal, mais d'un droit de garantie : l'article 67 applique aux ouvrages composés en tout ou partie de platine l'ensemble de la législation de la Garantie sur l'or et l'argent.

Convoquée en Séance extraordinaire le 26 octobre 1909, la Chambre Syndicale renouvelle ses protestations auprès de la Commission du budget. Elle revient sur l'impossibilité d'essayer au touchau le titre exact du platine. Elle ajoute que le prix élevé du platine est le résultat, peut-être éphémère, de la spéculation, et que la faveur dont il jouit ne sera pas forcément durable :

« Nous sommes absolument opposés, déclare-t-elle, au contrôle du platine pour la raison qu'actuellement la chimie ne possède pas de procédé d'analyse lui assurant la possibilité de nous garantir le titre de ce métal.

« Des renseignements que nous avons recueillis à ce sujet et que nous avons toutes raisons de croire exacts, il résulte qu'il est impossible par l'essai au touchau de garantir au-dessous de 950/000 la proportion des alliages introduits dans le platine.

« Nous nous hâtons de reconnaître qu'à l'heure actuelle, la question est sans grande importance, le platine n'ayant pu jusqu'ici être l'objet d'aucun alliage. Nous aurions donc peu d'objections à soulever si nous n'avions à redouter que dans l'avenir, la découverte

(1) Chambre Syndicale de la B. J. O., séance du 17 décembre 1907.

d'un alliage, dont aucun essai ne permettrait de déceler la présence, vienne favoriser une fraude qui causerait le plus grave préjudice à la fabrication loyale.

« D'autre part, le platine est encore un métal presque inconnu dans ses manipulations. Là où son alliage actuel est difficile peut-être trouvera-t-on demain une utilisation sous une forme différente et les joailliers français, enfermés dans le titre de 950, seront concurrencés par l'étranger.

« En outre, le prix de ce métal, uniquement basé sur la spéculation, peut demain être notablement inférieur à ce qu'il est aujourd'hui (il vient de monter de 600 francs par kilog. en un mois).

« On doit également noter qu'en raison des difficultés de traitement, ce métal revient à l'usage industriel à 1 fr. 50 de plus par gramme. L'introduction d'iridium en augmente le prix jusqu'à 500 francs le kilog., d'où une élévation considérable qui, augmentée du droit de contrôle, rendrait toute transaction impossible.

« Nous ajouterons qu'il est à craindre que l'importance considérable de ce droit de 500 francs ainsi que le prix particulièrement élevé du platine ne constituent une prime aux recherches des fraudeurs. Il est enfin à remarquer que ce métal qui depuis quelques années a remplacé l'argent dans ses applications à la joaillerie et qui jouit aujourd'hui d'une faveur qu'il serait difficile d'expliquer peut, d'un jour à l'autre, voir la mode se détourner de lui et l'abandonner complètement. »

Malgré les efforts de la Chambre Syndicale, la Chambre des Députés, puis, en dépit de l'intervention de M. Louis Martin, le Sénat, adoptèrent le contrôle du platine, dans les conditions du droit commun. L'article 67 du projet est devenu l'article 37 de la loi de Finances du 8 avril 1910, ainsi conçu :

« La loi de Brumaire An VI et les dispositions subséquentes relatives à la garantie des matières d'or et d'argent sont applicables, en tout ce qu'elles n'ont pas de contraire aux dispositions ci après, aux ouvrages d'orfèvrerie, de joaillerie et de bijouterie, composés en tout ou partie de platine.

Le titre légal des ouvrages ou parties d'ouvrages en platine est de 590/000.

« L'iridium associé au platine est compté comme platine.

« Le droit de garantie sur ces ouvrages est de 37 francs 50 par hectog., non compris les frais d'essai et de touchau. »

Il convient de remarquer que les faits ont condamné les prévisions de la Chambre Syndicale de la B.J.O. La vogue du platine n'a pas été de courte durée et son emploi s'est affirmé définitivement dans la joaillerie; par ailleurs, malgré les fluctuations dues à la spéculation, les cours du platine demeurent notablement supérieurs à ceux de l'or.

* * *

Le titre d'un ouvrage doit être homogène, c'est-à-dire que le métal constitutif doit ressortir dans toutes ses parties, à l'intérieur comme à la surface, sauf sur des points de soudure, au titre minimum, déduction faite de la tolérance légale.

L'insuffisance du titre à l'intérieur ne saurait être compensée par un rehaussement du titre à la surface (lettre de la Monnaie du 18 Novembre 1893).

Les ouvrages fourrés, c'est-à-dire contenant à l'intérieur des matières ou métaux différents du métal précieux constituant l'enveloppe sont brisés et confisqués.

Pour tenir compte des nécessités de la fabrication, les lois ou les circulaires de l'administration admettent des tolérances sur les titres, c'est-à-dire une proportion de métal fin dans l'alliage légèrement inférieure au titre légal ; mais les tolérances administratives ne constituent pas un droit comme les tolérances légales, et elles sont révocables en cas d'abus. La loi de Brumaire An VI autorise, pour les ouvrages pleins, une tolérance de 3 millièmes sur l'or et de 5 millièmes sur l'argent, (article V). Les bijoux creux et soudés, en or, bénéficient d'une tolérance administrative de 20 millièmes en vertu de circulaires de l'administration des Monnaies du 3 Mai 1838 et du 19 Juin 1894. Dans la pratique, la même tolérance de 20 millièmes est admise pour les bijoux creux et soudés, en argent. Quant aux objets mi-pleins, mi-creux, chaque partie jouit de la tolérance qui y correspond, sans qu'il puisse y avoir compensation (circulaire de la Monnaie du 20 Juin 1902). Pour que les bijoux creux et soudés bénéficient de la tolérance de 20 millièmes, il faut que le métal constitutif, c'est-à-dire la partie pleine sans soudure, soit au titre légal.

On assimile aux objets pleins les bijoux creux en or obtenus par le procédé de la charnière, qui sont soudés avant le rongement du cuivre par l'acide ; ils n'exigent d'une manière générale qu'une très petite quantité de soudure que l'on emploie d'ailleurs à un titre élevé. La tolérance de 3 millièmes est donc seule applicable à ces ouvrages (circulaire du 12 Mai 1906).

Toutefois, les bijoux qui ont des ornements soudés à soudure basse peuvent être admis pour l'ensemble à la tolérance de 20 millièmes.

La tolérance de 20 millièmes établie par la circulaire de 1838 a été maintenue : 1° — pour les bijoux à la charnière dont les maillons sont garnis de « paillettes » ou d'autres ornements soudés après coup à la soudure basse (décision ministérielle du 25 Novembre 1901). 2° — pour les chaînes à la charnière dénommées « chenilles » « rouleaux » « maïs » « pavé filet », creuses et formées de nombreuses soudures et, d'une manière générale, pour les diverses chaînes creuses en or fabriquées dans les mêmes conditions, c'est-à-dire ayant une grande ténuité, dressées après le rongement et nécessitant des soudures nombreuses à la soudure basse, (circulaire de l'administration des Monnaies du 20 Juin 1902).

Une décision ministérielle du 24 Février 1906 a étendu cette tolérance de 20 millièmes aux chaînettes formées d'un fil plein en or, dont l'épaisseur ne dépasse pas 4/10 et demi de millimètres et comportant une soudure au moins par deux maillons.

Une décision du Ministre des Finances du 11 Juillet 1887 a admis pour la carrure et le pendant des boîtes de montres d'or, la tolé-

rance de 20 millièmes comme pièces soudées. La décision ministérielle du 5 Juillet 1890 a étendu cette tolérance à toutes les parties des boîtes de montres d'or dont la fabrication exige l'emploi de la soudure pour les diverses pièces dont ces boîtes sont formées, mais à condition : 1° — que le plané de boîte (partie pleine ne comportant pas de soudure), soit toujours au titre légal avec tolérance de 3 millièmes ; 2° — que la boîte entière, soudure comprise, essayée après fusion, ressorte au titre minimum de 730 millièmes.

Dans les boîtes de montres composées de divers métaux, il suffit que l'un d'eux ne soit pas au titre pour que la montre soit brisée, après contre-essai, s'il y a lieu (circulaire de la Monnaie du 29 Août 1898).

Les soudures employées dans la fabrication des bijoux d'or et d'argent sont :

pour l'or, 1° — soudure au 2, composée d'une partie d'or au titre de 750 millièmes et d'une partie d'alliage, c'est-à-dire, titrant 375 millièmes ; 2° — soudure au 3, composée de 2 parties d'or à 750 millièmes et d'une partie d'alliage, c'est-à-dire titrant 500 millièmes ; 3° — soudure au 4, composée de 3 parties d'or, à 750 millièmes et d'une partie d'alliage, c'est-à-dire titrant 562 millièmes.

pour l'argent, 1° — soudure au 2, composée d'une partie d'argent fin et d'une partie d'alliage, c'est-à-dire titrant 500 millièmes ; 2° — soudure au 3, composée de 2 parties d'argent fin et d'une partie d'alliage, c'est-à-dire titrant 666 millièmes.

Pour les ouvrages en platine, il résulte des instructions adressées aux essayeurs des bureaux de garantie par le chef des services du laboratoire que le titre élevé du platine peut être reconnu à moins de 10 millièmes près. En conséquence, la circulaire du 8 Juin 1910 fixe à 10 millièmes la tolérance du titre applicable au platine. Il convient d'observer qu'à la différence de l'or et de l'argent, la tolérance pour les ouvrages en platine n'est pas fixée par la loi mais par une décision administrative.

*
* *

La loi de Brumaire An VI, article 4, distingue les titres légaux des ouvrages d'or et les titres légaux des ouvrages d'argent. A prendre ce texte au pied de la lettre, le législateur n'admettrait que les ouvrages composés exclusivement d'or ou exclusivement d'argent, et il interdirait implicitement d'associer dans la fabrication d'un même objet, soit l'or et l'argent, soit un métal précieux avec des métaux communs. Cette interprétation rigoureuse aurait paralysé tout progrès dans la fabrication des métaux précieux. Aussi l'administration s'est-elle montrée peu à peu moins sévère dans l'application de la loi de Brumaire en apportant progressivement des atténuations au régime primitif. Une décision du Ministre des Finances du 12 Janvier 1829 (article 4) a autorisé l'emploi, dans les bijoux d'or et d'argent, de ma-

tières accessoires, argent, or, ou platine; si le métal employé comme ornement ou accessoire n'excède pas la proportion de 3 0/0, le métal formant le corps principal est essayé et poinçonné et l'ouvrage taxé pour le poids total.

Par suite de l'évolution considérable de la fabrication, l'administration a été conduite à de plus larges tolérances. La limite de 3 0/0 est souvent dépassée dans la pratique, et l'usage s'est établi d'employer l'or et l'argent en toutes proportions. Le décret du 10 Décembre 1905 a créé un poinçon mixte, destiné à la marque des ouvrages de fabrication française, composés d'or et d'argent, dans lesquels le poids du métal accessoire dépasse la proportion de 3 0/0 du poids total des deux métaux. Cette empreinte ne garantit que le titre légal minimum, et, par suite, ne doit être apposée que sur les objets essayés au touchau (circulaire du 12 Mai 1906).

Quant au platine, il est très recherché dans la joaillerie, en raison de sa blancheur, de son inaltérabilité et des avantages qu'il présente pour sertir les pierres fines. On le tolère dans de très fortes proportions en le soumettant aux mêmes droits de garantie que l'or. Dès avant la loi du 8 Avril 1910, qui l'a imposé à la garantie à titre principal, le platine se trouvait ainsi frappé de la taxe comme accessoire dans les ouvrages d'or, imposés aux droits de garantie de l'or sur leur poids total, en vertu de la décision du 12 Janvier 1829.

Après avoir autorisé, dans les conditions qui viennent d'être exposées, l'association des métaux précieux entre eux, l'Administration a admis l'association aux métaux précieux de métaux communs dans des cas déterminés, sous réserve de mesures destinées à éviter les fraudes.

Une décision du Ministre des Finances du 22 Septembre 1896 a autorisé la fabrication et l'importation d'ouvrages de toutes sortes composés d'or ou d'argent et d'acier. Ce dernier peut être bruni, mais non doré ou argenté. Ces ouvrages doivent porter le poinçon « Métaux Divers »; s'il y a impossibilité absolue d'insculper ce poinçon on emploie l'abréviation « M. D. ». Le poinçon de garantie est juxtaposé à cette indication et les parties d'or et d'argent sont seules passibles du droit de garantie. S'il est impossible de connaître par les moyens ordinaires le poids du métal précieux employé, on procède, en présence du fabricant ou de son représentant et des trois employés du bureau, à une estimation approchée, en prenant un ouvrage semblable comme terme de comparaison.

L'emploi de l'acier pour les mécanismes et les ressorts destinés au fonctionnement de certains ouvrages d'or et d'argent est depuis longtemps toléré, sous la condition qu'il se justifie par des nécessités de fabrication; mais l'acier doit conserver sa couleur propre et ne pas être soudé au métal précieux. Les contrôleurs doivent veiller à ce que les parties en acier ne soient pas dorées ou argentées après le poinçonnage de l'ouvrage. Il est interdit de faire usage, pour les

mécanismes ou autres accessoires, d'un métal commun susceptible d'être confondu avec le métal précieux.

Dans les anneaux dits « à ressort », le ressort en acier doit être visible extérieurement, et son poids doit être limité, autant que possible, au 1/10 du poids total de l'anneau, sans excéder 3 décigrammes, à l'exception des anneaux dont le ressort acier ne pèse pas plus de 4 centigrammes (lettre de l'administration des Monnaies du 21 Septembre 1894).

Sur la demande de certains importateurs, le Ministre des Finances, par une note N° 431, du 24 Février 1906, a autorisé l'admission à la marque des bracelets en argent de provenance étrangère ou de fabrication nationale, affectant la forme d'un serpent et se composant de 2 enveloppes concentriques, en métal précieux, à l'intérieur desquelles se trouve placée une lame en acier flexible, dorée, et invisible extérieurement. La décision ministérielle spécifie que la lame d'acier doit porter, visiblement inscrite, en toutes lettres, la mention « Acier Doré », et que l'ouvrage lui-même doit être revêtu extérieurement du mot « Mécan », de telle sorte que les acheteurs soient exactement renseignés sur la composition de ces ouvrages.

La note N° 288 du 31 Juillet 1909, régularisant une tolérance de fait, admet au Contrôle « comme par le passé », les lettres, monogrammes, etc... en or ou en argent, munis de griffes en métal commun, à condition que, suivant la règle établie dans les cas analogues, ces objets aient été revêtus, par les soins des fabricants ou des importateurs, de la marque « M. D. » (métaux divers).

Une décision ministérielle du 16 Décembre 1909, rappelée dans la note N° 353 du 5 Février 1910, autorise l'admission à la marque des poignées de cannes ou de parapluies, en or ou en argent, renfermant une tige de fer, et, d'une façon plus générale, des objets de métaux précieux bourrés à l'intérieur d'une autre substance à la condition expresse que le fabricant justifie d'une nécessité de fabrication, et qu'il appose, à côté du poinçon de la garantie, le mot « bourré » visiblement insculpé et en toutes lettres.

L'Administration avait d'abord toléré l'utilisation des tiges en métal commun (cuivre ou maillechort) dans la monture de bijoux d'or et d'argent, ornés de perles ou de coraux, vrais ou d'imitation. Puis, estimant que ces pratiques n'étaient pas justifiées par des nécessités de fabrication, le Ministre a décidé, à la date du 1^{er} Mai 1909, de suspendre cette tolérance. Par suite, les ouvrages de l'espèce ayant une monture munie d'une tige en métal commun, ne sont plus admis au contrôle (note N° 267 du 13 Mai 1909).

Toutefois, la note N° 765 du 11 Juillet 1912, autorise l'adaptation aux broches et épingles en argent d'une tige d'acier doré ou argenté, à condition que cette tige soit simplement vissée ou goupillée, et non soudée, et que la dorure ou l'argenture ait été obtenue à l'aide d'un simple bain.

La décision ministérielle du 12 Janvier 1829 autorise la fabri-

cation de boîtiers de montres, comme de tous ouvrages, composés d'or, d'argent ou de platine. Elle admet aussi l'emploi de l'acier pour l'intérieur des boutons de montres à répétition. L'administration des Monnaies, par la circulaire N° 20 bis du 30 Décembre 1851 a toléré également l'emploi de métal commun pour les cuvettes intérieures des boîtes de montres, à la condition que ces cuvettes soient empreintes du mot « cuivre » « métal » ou « maillechort », suivant le cas. Elle a étendu cette tolérance aux couronnes de remontoir, en cuivre plaqué d'or, adaptées à des boîtiers de montres en argent, sous réserve de la même insculpation du mot « métal ».

Les porte-mines munis d'un tube extérieur en métal précieux et d'un tube intérieur en cuivre ou en acier sont admis à la marque; mais on ne doit tolérer qu'un seul tube de métal commun, indépendamment de l'enveloppe de métal précieux, de manière à pouvoir vérifier l'épaisseur de celle-ci (lettre de l'administration des Monnaies du 6 Septembre 1901).

Une décision ministérielle du 14 Août 1894 autorise le Contrôle de porte-mines ayant une monture en métal précieux et un tube extérieur en acier bruni à condition que le tube soit indépendant des parties formées de métal précieux et porte la désignation, en toutes lettres, du métal dont il est composé.

D'autre part, la lettre des Contributions Indirectes N° 132 du 22 Août 1896, a admis à la marque les porte-mines dans lesquels le tube formant la garniture extérieure est seul en argent, la partie intérieure, qui comporte le mécanisme, étant en cuivre, et la monture en cuivre doublé d'or. Le tube extérieur ne doit pas être doré; la monture doit être empreinte du mot « doublé » et, pour éviter que les acheteurs soient trompés, la mention « cuivre » y sera juxtaposée.

Les goupilles en métal commun ne sont admises que si elles sont indispensables à la solidité de la charnière. Les ressorts ou goupilles en cuivre ou laiton sont interdits pour les objets en or; et les goupilles en maillechort, pour les objets en argent (lettre des Contributions Indirectes, N° 7.224 du 21 Septembre 1894).

Signalons enfin pour en finir avec les tolérances à l'obligation du titre, deux décisions, générales et extrêmement importantes pour la fabrication, du Ministre des Finances, des 17 Juin 1915 et 15 Mai 1916; la première autorisant l'emploi de l'auto-soudure, la deuxième réglementant la fabrication des articles de métaux divers, bourrés ou contenant des mécanismes d'acier. Nous étudierons ces décisions au chapitre de l'exportation.

*
**

Après avoir défini les divers titres minima obligatoires, d'après la loi du 19 Brumaire An VI et la loi du 8 Avril 1910, précisé les tolérances admises par la loi, ou par l'administration, au taux du titre et les procédés de fabrication autorisés pour tempérer la rigueur

de la loi et faciliter l'industrie des métaux précieux, il convient pour préciser la portée du principe du titre, d'indiquer diverses exceptions aux taux du droit commun.

La frappe des médailles est en principe interdite aux particuliers, et réservée à l'administration, à moins d'une autorisation spéciale du gouvernement (Arrêté du 5 Germinal An XII). Les médailles, ainsi que les monnaies, échappent donc au régime de la garantie institué par la loi du 19 Brumaire An VI. Toutefois, à l'égard des Médailles frappées par l'industrie privée autorisée, une distinction doit être faite. Les Médailles avec bélière, munies d'un anneau ou entourées d'une ornementation soudée, sont assimilées à la bijouterie, notamment au point de vue du titre, et peuvent être frappées à l'un des titres prévus par les lois de l'an VI et de 1910. Au contraire, les médailles sans bélière doivent être au même titre que les médailles frappées par l'Administration des Monnaies, soit : pour l'or, 916 millièmes, avec une tolérance de 1 millième; pour l'argent, 950 millièmes, avec une tolérance de 2 millièmes.

La plus importante dérogation aux règles du titre posées par la loi du 19 Brumaire an VI a été apportée par la loi du 25 Janvier 1884; en vue de favoriser l'exportation des produits de l'industrie nationale, cette loi a créé un quatrième titre légal à 583 millièmes, pour la fabrication des boîtes d'or seulement destinées exclusivement à l'exportation (article premier).

D'autre part, l'article 2 de la même loi autorise les fabricants seuls d'orfèvrerie, joaillerie, bijouterie et boîtes de montres à fabriquer à tous autres titres des objets d'or et d'argent exclusivement destinés à l'exportation. Nous étudierons ces dispositions légales à propos du régime de l'exportation des ouvrages en métaux précieux.

Enfin, le taux légal du titre reste étranger à certaines nécessités de la fabrication et à certains procédés modernes de la technique. Nous avons exposé les conditions spéciales de titre auxquelles doivent répondre les soudures pour l'or et pour l'argent; nous avons montré les tolérances admises dans la combinaison des métaux précieux entr'eux ou avec les métaux communs. Une circulaire de la Monnaie du 23 août 1888 tolère l'emploi de l'argent à bas titre pour les supports de patins de boutons de manchettes, en vue de leur donner la solidité nécessaire. Ce métal doit être apparent, conserver sa couleur naturelle et peser au maximum 4 décigrammes. Une décision du 31 Décembre 1874 autorise la réunion dans un même objet de deux ou plusieurs parties mobiles, les unes en or, portant la marque de garantie, les autres en doublé, à condition : 1° que chaque partie, prise isolément, représente une unité indépendante, par exemple, un crochet et un pendant d'oreilles recevant chacun la marque qui lui est propre et pouvant se vendre isolément; 2° que les marchandises soient exposées en vente dans des vitrines à compartiments différents et que l'assemblage se fasse seulement sur le désir exprimé par l'acheteur.

D'autre part, l'obligation du titre n'interdit pas de fabriquer ou de vendre des ouvrages contenant une proportion d'or ou d'argent inférieure au titre légal. La loi de Brumaire, comme l'ancienne législation, autorise les ouvrages en doublé ou plaqué, c'est-à-dire dont la matière est en métal commun et seulement recouverte d'une feuille d'or. L'ouvrage, dans son ensemble, n'est donc pas au titre légal. Le fabricant, décide l'article 96, de la loi de Brumaire « peut employer l'or et l'argent dans telle proportion qu'il juge convenable ». Pour éviter des fraudes, les fabricants et marchands sont seulement soumis à certaines obligations, mais non à l'obligation de la marque, ni au droit de garantie. Les bijoux en doré et en argenté, c'est-à-dire dorés ou argentés à la pile, selon les procédés galvanoplastiques, peuvent comporter une dorure ou une argenture à bas titre.

*
**

L'étendue de l'obligation au titre étant ainsi précisée, il nous faut maintenant délimiter son domaine d'application, c'est-à-dire rechercher à quelles personnes et où s'impose l'obligation du titre, puis quelles exceptions sont admises à cette obligation.

Aux termes de l'article premier de la loi du 19 Brumaire An VI, « tous les ouvrages d'orfèvrerie et d'argenterie fabriqués en France doivent être conformes aux titres prescrits par la loi, respectivement suivant leur nature ».

Tous ouvrages d'orfèvrerie et d'argenterie : le texte est tout à fait compréhensif, et englobe à la fois tous les ouvrages en or, en argent et en platine (depuis la loi du 8 Avril 1910), ou composés de plusieurs métaux précieux, ou de métaux précieux associés à des métaux communs. C'est la matière précieuse de l'ouvrage qui détermine l'obligation du titre, quelle que soit sa nature, ouvrage d'orfèvrerie, de bijouterie, de joaillerie, d'horlogerie, soit accessoire, soit principal, par exemple, une montre ou une sertissure de pierre précieuse.

La loi de Brumaire, article premier, parle des ouvrages fabriqués en France. Ces mots, même largement interprétés, n'englobent pas tout le domaine de l'obligation au titre.

D'une part, ils laisseraient entendre que cette obligation ne s'applique qu'aux ouvrages, c'est-à-dire aux objets achevés ou en cours d'achèvement. Or, l'obligation du titre s'étend aux matières premières, c'est-à-dire aux lingots de métaux précieux, bruts ou affinés. Aux termes de l'article 114 de la loi de Brumaire, « L'affineur ne pourra recevoir que des matières qui ont été essayées et titrées par un essayeur public autre que celui qui devra juger les lingots affinés ». Les lingots remis à l'affineur doivent donc être déjà au titre légal. Une fois affinés, les lingots devaient (article 117) avant d'être rendus aux propriétaires, être portés au bureau de garantie pour y être essayés et marqués. L'article 118 prévoit un titre spécial

pour les lingots affinés : « Les lingots affinés apportés au bureau de garantie ne seront passés en délivrance que dans le cas où ils ne contiendraient pas plus de 5 millièmes d'alliage, si c'est de l'or, et 20 millièmes, si c'est de l'argent ». Toutefois, certaines dispositions de la loi de Brumaire relatives à l'affinage ont cessé d'être appliquées. Les poinçons pour les lingots établis en exécution du décret du 11 Prairial An XI, n'ont pas été renouvelés en 1809. Une circulaire de la Monnaie du 28 Décembre 1822 a décidé que les lingots d'argent dits de « tirage » devaient seuls être présentés au bureau de garantie; pour ces derniers même, la réglementation qui les concernait est tombée en désuétude (1).

D'autre part, l'expression « fabriqués en France » est inexacte à plusieurs points de vue. Nous avons vu que la loi du 25 Janvier 1884 a dérogé à la loi de Brumaire, en autorisant la fabrication à un quatrième titre des boîtes d'or des montres destinées à l'exportation, et la fabrication d'ouvrages d'or ou d'argent à tous titres, en vue de l'exportation. En second lieu, l'expression de la loi de l'An VI laissait planer un doute sur la situation juridique des ouvrages en métaux précieux importés de l'étranger en France. L'article 23 de cette loi assujettit bien ces ouvrages à la marque et au paiement des droits de garantie; mais il est muet sur l'obligation au titre et l'on pouvait concevoir à leur égard un régime de garantie exclusif de l'obligation au titre, à laquelle l'article premier ne les soumet pas. Cette incertitude permettait d'introduire en France des objets à bas titre dont le prix moins élevé permettait de concurrencer, malgré les droits de douane et les droits de garantie, les ouvrages français, astreints à un titre minimum.

La loi du 24 Mai 1824 a introduit dans un cas limité l'obligation du titre pour des ouvrages importés. Elle admet l'introduction en France des montres en or ou en argent dont l'importation était depuis longtemps interdite; mais elle soumet expressément ces objets à l'obligation du titre, comme les ouvrages d'origine nationale.

A partir de 1860, on a introduit dans les traités de commerce conclus par la France sous le Second Empire, puis sous la Troisième République, une clause stipulant que « les ouvrages d'orfèvrerie et de bijouterie en or ou en argent importés d'un pays contractant dans l'autre seront soumis dans le pays de destination au régime du contrôle établi dans ce pays et paieront la même taxe que les produits similaires de l'industrie nationale ».

Dès lors, les articles importés en France d'un des pays contractants durent être à l'un des titres français, tandis que ceux des autres pays restaient placés sous le régime mal défini de la loi de Brumaire. La loi douanière du 11 Janvier 1892 a mis fin à cette situation indécise, préjudiciable aux intérêts de l'industrie fran-

(1) DUCHARNE et VIALETES, Manuel de l'Orfèvre, p. 59.

gaise en étendant l'obligation du titre à toutes les provenances étrangères indistinctement.

En vertu d'une tolérance ancienne, les ouvrages importés n'étaient essayés à la coupelle ou par la voie humide que lorsqu'ils étaient à l'état brut; les ouvrages présentés à l'état fini ne devaient être essayés qu'au touchau. Le résultat approximatif donné par ce procédé d'essai entraînait de graves inconvénients : des bijoux fabriqués en Suisse avaient été marqué à leur entrée en France, puis reconnus bourrés de soudure à bas titre à une visite du contrôleur. Le commerçant fut traduit en police correctionnelle, et la confiscation prononcée, malgré la garantie du poinçon légal.

D'autre part, les ouvrages reconnus de mauvais aloi à l'entrée n'étaient pas brisés, mais rendus à l'importateur, qui pouvait essayer de les présenter à un autre bureau ou les vendre à l'étranger.

Sur le vœu émis par la Chambre Syndicale de la B. J. O. et la Chambre de Commerce de Paris, le 23 Mars et le 12 Mai 1886, une décision ministérielle du 19 Février 1894 est entrée dans la voie de l'assimilation des articles français et étrangers circulant en France. Elle a prescrit d'appliquer aux ouvrages étrangers les mêmes procédés d'essai qu'aux ouvrages similaires de fabrication nationale. Les objets reconnus inférieurs au plus bas titre légal doivent être brisés. Toutefois, en cas de contestation sur le titre déterminé par l'essayeur, les fabricants étrangers ou leur représentant peuvent, au préalable, demander un nouvel essai à l'Administration des Laboratoires du Ministère des Finances. Les prescriptions de l'article 65 de la loi de Brumaire, relatives à la confiscation des objets fourrés leur sont également applicables.

*
* *

L'obligation du titre, comme le contrôle et le droit de garantie, qui en sont les corollaires, est, en principe, une obligation pesant sur l'industrie et le commerce des métaux précieux, mais non sur les particuliers. Sans doute, elles se répercutent par incidence sur les consommateurs, qui ne trouveront chez les fabricants et chez les marchands en règle avec la loi que des objets au titre et supporteront, dans le prix d'achat, le droit de garantie. Mais les sanctions prévues par la loi de Brumaire n'atteignent que les fabricants et trafiquants d'or, d'argent et de platine. Un particulier n'encourrait aucune pénalité, s'il détenait un objet à bas titre, non poinçonné, ou en achetait un dans un magasin, chez un brocanteur, dans une foire. Des bijoux de famille peuvent régulièrement se transmettre par héritage sans être au titre, ni marqués.

Le même principe explique les règles spéciales appliquées aux ouvrages déposés dans les Monts-de-Piété ou exposés dans les ventes publiques. Aux termes des articles 74 et 75 du décret du 8 Thermidor An XIII (27 Juillet 1805), sur le Mont-de-Piété de Paris, qui a servi

de type pour les règlements en usage dans les autres établissements similaires, les contrôleurs de la garantie doivent apposer le poinçon de marque sur les nantissements entièrement composés, ou même seulement garnis d'or et d'argent (compris dans le rôle de la vente). Ces objets ne peuvent être remis à l'adjudicataire qu'après avoir reçu cette empreinte. C'est donc seulement à l'occasion de la vente que le titre est vérifié. Un particulier pourrait, sans contrevenir à la loi, engager au Crédit Municipal, un objet à bas titre ou non poinçonné, et le retirer lui-même après remboursement du prêt, sans être assujéti à la marque et au droit.

De même, les ouvrages d'or, d'argent et de platine compris dans une vente publique, ne sont assujéttis à la marque qu'après la vente. Des circulaires de l'Administration des Monnaies (N° 18 du 30 Mars 1811 et N° 2 du 16 Avril 1823) prescrivaient la saisie de tout ouvrage « exposé » dans les ventes publiques et non revêtu des poinçons. Les officiers publics chargés de procéder à ces ventes devaient être invités à faire apporter au bureau de garantie, avant la vente, tous les ouvrages d'or et d'argent destinés à être vendus publiquement. Ces instructions étaient en contradiction avec la décision ministérielle du 15 Novembre 1822, qui prescrit la marque « après la vente », des objets provenant des ventes après décès. Appelé à trancher la question, le Ministre des Finances décida, le 11 Juin 1823, qu'il suffisait d'exiger des Commissaires-Priseurs une déclaration des objets d'or et d'argent compris dans la vente et que l'essai, la marque et la perception du droit doivent se faire après la vente.

La décision ministérielle du 15 Novembre 1822, autorise en outre la marque au poinçon « E. T. » des nantissements à bas titre vendus par les Monts-de-Piété de Paris (article 3, étendu à tous les autres Monts-de-Piété par la décision du Ministre des Finances du 14 Juin 1824), et des ouvrages à bas titre adjugés à un ou plusieurs des héritiers dans une vente après décès (article 4). Dans le premier cas, il y a une tolérance destinée à sauvegarder les droits de l'emprunteur et du Mont-de-Piété, et d'éviter que le risque de destruction n'arrête les amateurs. Dans le second cas, il y a application du principe posé ci-dessus : juridiquement, l'opération ne s'analyse pas en une vente, puisque l'adjudication au profit d'un des co-héritiers vaut partage. D'autre part, on n'a pas voulu priver les héritiers ou les légataires d'objets qui peuvent présenter pour eux le caractère de souvenirs de famille. Au contraire, les objets à bas titre adjugés à un tiers étranger à la succession devaient être brisés, parce que, à son égard, l'adjudication vaut vente.

Une autre tolérance de titre est aussi admise pour les objets reconnus précieux par leur ancienneté ou leur cachet artistique provenant d'une vente publique, quel que soit l'adjudicataire, ou provenant du Mont-de-Piété ou trouvés chez un assujétti. Un expert spécial, désigné par l'Administration des Monnaies, en décide, et ils sont

marqués au poinçon « E. T. », qui indique que l'objet est en or ou en argent, mais ne garantit pas le titre.

Dispensés de l'obligation du titre, les ouvrages appartenant aux catégories que nous venons d'énumérer sont cependant soumis à l'essai et à la marque d'un poinçon spécial. Pour des raisons diverses, la dérogation aux règles de la garantie est plus complète pour certains ouvrages, qui échappent à la fois à l'obligation du titre, à l'essai, à la marque et aux droits de garantie. Ce sont :

1° Les objets d'or et d'argent appartenant aux Ambassadeurs ou Envoyés des puissances étrangères : il s'agit d'une considération de courtoisie et ces mêmes personnages échappent d'ailleurs aussi à tous les impôts ;

2° Les ouvrages d'or et d'argent à l'usage personnel des voyageurs, les ouvrages en argent servant à leur personne, pourvu que leur poids total n'excède pas 5 hectogrammes. Toutefois, si ces objets sont mis dans le commerce, ils sont soumis à la marque et aux droits ;

3° Les ouvrages désignés par l'arrêté du 1^{er} Messidor An VII, ainsi conçu : « Les ouvrages de joaillerie dont la monture est très légère et contient des pierres ou des perles fines ou fausses, des cristaux, dont la surface est entièrement émaillée, ou enfin qui ne pourraient supporter l'empreinte du poinçon sans détérioration, continueront à être seuls dispensés de l'essai, et du paiement du droit de garantie... Tous les autres ouvrages de joaillerie et d'orfèvrerie, sans distinction, ni exception, auxquels seraient adaptés, en quelque nombre que ce soit, des pierres ou des perles fines ou fausses, des cristaux, ou qui seraient émaillés, seront sujets à l'essai et au paiement du droit dont il s'agit, ainsi qu'il est prescrit par la loi du 19 Brumaire An VI ».



En résumé, l'obligation du titre, considérée directement et immédiatement, s'impose essentiellement aux fabricants et aux trafiquants d'or, d'argent et de platine. Elle se manifeste à l'égard des objets fabriqués ou vendus. L'opération commerciale de vente n'est pas indispensable, puisque les assujettis, soumis au droit de visite, doivent faire marquer tous les objets qu'ils ont fabriqués ou achetés en vue de la vente, même si ces objets viennent à se démoder et restent invendus. Toutefois, l'obligation du titre et de la marque n'existe qu'à l'égard des ouvrages sur le point d'être achevés. Les dispositions légales relatives aux lingots étant tombées en désuétude, un fabricant ou un marchand pourrait, sans fraude à la loi, détenir chez lui des matières d'or et d'argent à un titre inférieur au titre légal. Mais doivent être au titre légal et portés à la marque, tous ouvrages non terminés mais assez avancés, pour qu'en les finissant, les marques légales et les ouvrages ne subissent aucune altération.

Pour empêcher une fraude trop facile, il est dérogé ici au

principe d'après lequel l'obligation du titre ne concerne que les fabricants ou marchands : tous les ouvrages de métaux précieux détenus par eux-mêmes, même à leur usage particulier, et non destinés à la vente, doivent être au titre et poinçonnés (1); ils sont présumés affectés à l'exercice de leur profession. D'après un arrêt de la Cour de Cassation du 17 Septembre 1841, sont réputés dans le commerce les objets d'or et d'argent trouvés chez les orfèvres, bien qu'ils soient placés dans une partie non apparente du magasin.

L'obligation du titre, telle que nous venons d'en préciser la portée et le domaine, entraîne l'organisation de services administratifs chargés de constater officiellement, par des poinçons, après un essai et le paiement de certains droits, la conformité des ouvrages de métaux précieux aux dispositions de la loi. Elle conduit à soumettre les fabricants et marchands de ces ouvrages à certaines obligations sanctionnées par des pénalités, en vue de prévenir le Trésor et le Public contre les fraudes. Enfin, des règles spéciales édictées pour les importations et les exportations ont pour but de sauvegarder l'industrie nationale contre la concurrence étrangère et de favoriser son expansion à l'étranger.

(1) Cass. 27 Avril 1827.

CHAPITRE V

L'ESSAI DES OUVRAGES D'OR, D'ARGENT ET DE PLATINE

L'essai a pour objet de déterminer la quantité de métal fin contenue dans un objet d'or, d'argent ou de platine, c'est-à-dire de déterminer son titre. C'est l'opération initiale et fondamentale, sur laquelle repose tout le régime de la garantie. Le législateur estime nécessaire de donner aux particuliers une sécurité officielle sur la composition des ouvrages en métaux précieux en raison de l'impossibilité pour eux de s'en assurer personnellement. Il est naturel qu'il appuie cette garantie sur une reconnaissance officielle du titre faite par des agents offrant toute garantie de compétence et d'impartialité. Nous avons exposé le recrutement, le statut administratif et la responsabilité des essayeurs.

Tout ouvrage fabriqué en France et destiné à la consommation intérieure est soumis à l'essai; il en est de même des articles importés; nous étudierons plus loin les réserves à apporter à cette règle pour les ouvrages de provenance étrangère, ainsi que les dispositions relatives aux exportations.

Les ouvrages ne doivent être présentés à l'essai, décide l'article 48 de la loi de Brumaire An VI « que lorsqu'ils auront l'empreinte du poinçon du fabricant (le poinçon de Maître), et qu'ils seront assez avancés pour qu'en les finissant ils n'éprouvent aucune altération ». Le point de savoir si un ouvrage est assez avancé est une question de fait, qui échappe au contrôle de la Cour de Cassation; le Tribunal peut ordonner une expertise sur ce point (1). Quant à l'altération, un arrêt de la Cour Suprême a précisé qu'il s'agit d'une altération de poids (2).

L'essai est, de plus, obligatoire dans tous les cas où la marque n'a pas été apposée à ce moment : objets trouvés achevés chez un fabricant ou un marchand; objets introduits en France; objets non poinçonnés trouvés dans une vente publique, etc...

Les lingots non affinés peuvent aussi être apportés au bureau de garantie pour être essayés. L'essai est alors effectué sans autres frais que ceux d'essai. Les lingots, avant d'être rendus au propriétaire, sont marqués du poinçon de l'essayeur, qui, en outre, y insculpe son nom, les chiffres indicatifs du vrai titre, et un numéro particulier.

(1) Cass.: 16 Juillet 1824; 27 Octobre 1826.

(2) Cass.: 12 Décembre 1889.

L'essayeur fait mention de ces divers objets sur son registre, ainsi que du poids des matières essayées (art. 66).

L'essayeur qui contreviendrait à ces dispositions serait passible d'une amende de 100 francs pour la première fois, de deux cents francs pour la seconde fois, et la troisième fois, serait destitué.

L'arrêté du 1^{er} Messidor An VI dispense de l'essai et de la marque certains objets; le catalogue de 1838 en donne l'énumération. D'après la jurisprudence, la question de savoir si un ouvrage est ou non susceptible de recevoir la marque sans risque de détérioration est une question de fait, qui, en cas de contestation, relève de l'appréciation souveraine des Tribunaux du fond. Les dispositions de la circulaire du 2 Mai 1838 ne constituent, dès lors, que de simples indications (circulaire N° 791 du 27 Mars 1909).

Le fabricant a d'ailleurs la faculté de demander l'apposition de la marque sur n'importe quel objet.

Le fabricant doit présenter les objets à essayer après avoir poli et avivé la place où doit être insculpé le poinçon de garantie.

Les ouvrages provenant de différentes fontes doivent être envoyés au bureau de garantie dans des sacs séparés, et l'essayeur doit en faire l'essai séparément (art. 49 de la loi de Brumaire). Le fabricant ou marchand joint une note signée de lui avec nom, profession, quantité de pièces, et titre présumé. L'essayeur essaie les ouvrages suivant leur rang de réception. L'essai est fait sur un mélange de matières prises sur chacune des pièces provenant de la même fonte. Ces matières sont grattées ou coupées, tant sur les corps des ouvrages que sur les accessoires, de manière que les formes et les ornements n'en soient pas détériorés (art. 50).

Dans la pratique, on procède à un seul essai pour toutes les pièces réunies dans un même sac.

*
* *

Les procédés chimiques d'essai se divisent en deux catégories : le touchau, procédé approximatif, d'une part; d'autre part, des procédés précis qui constatent le titre exact. Ce sont : pour l'or, l'inquantation; pour l'argent, la coupellation et l'essai par la voie humide.

Le touchau ne peut certifier le titre aux tolérances légales près; il ne garantit que le titre légal minimum. Aussi, la coupellation doit-elle être employée toutes les fois qu'elle est possible, quels que soient la forme et le poids des ouvrages. Une décision ministérielle du 15 Novembre 1822 prescrit de n'essayer au touchau que les objets dont elle donne la nomenclature et généralement les bijoux dont la forme ou la délicatesse ne permet pas de faire une prise d'essai sans détérioration, ou qui ne peuvent être marqués des poinçons de titre.

Sont aussi essayés au touchau : les ouvrages d'or et d'argent

provenant des ventes publiques, des Monts-de-Piété de Paris (décision ministérielle du 15 Novembre 1822, art. 3) et des Départements (décision du 14 Juin 1824); les ouvrages d'or et d'argent provenant de ventes publiques après décès et adjugés à l'un ou plusieurs des héritiers (décision du 15 Novembre 1822, art. 4). Si l'adjudicataire de l'un ou plusieurs de ces ouvrages, trouvant trop faible le titre révélé par l'essai au touchau, se croit lésé par l'application du poinçon « E. T. », il peut exiger un autre essai à la coupelle à ses frais (art. 5).

L'essai au touchau utilise les propriétés de la pierre de touche ou pierre lydienne. C'est un silicate d'alumine et de fer, contenant des traces de magnésie, de charbon, de chaux et de soufre. Elle est inattaquable aux acides, et le contact de l'or ou de l'argent laisse sur elle une trace. Les touchaux sont des disques de forte épaisseur constitués avec des alliages de titres différents et connus, placés aux extrémités d'une étoile en métal, ou de tiges de laiton réunies à un pivot commun. Les touchaux doivent être de la même couleur, c'est-à-dire contenir du métal vulgaire de même nature que les objets à essayer. Après avoir gratté l'objet à essayer avec une lime douce ou un grattoir, pour enlever les corps gras ou les oxydes, on fait avec cet objet deux touches ou traits parallèles avec la pierre de touche; entre ces deux traits, on en insère un troisième avec un touchau au titre supposé de l'objet. Plus le titre est bas, et plus la couleur est foncée. A moins d'une grande différence dans les titres, les traits seront d'une couleur uniforme. Pour accuser la différence, on promène sur eux un agitateur en verre plein, préalablement trempé dans un liquide acide, destiné à dissoudre le cuivre de l'alliage soumis à l'essai et généralement composé, pour les essais d'or seulement, d'après la formule suivante :

98 parties d'acide azotique, à 37°;

2 parties d'acide chlorhydrique à 21°;

25 parties d'eau distillée.

(L'acide subissant l'influence de la chaleur, du froid et de la lumière qui modifient son action, doit être essayé chaque jour sur trois alliages d'or connus aux titres de 750, 730, 708 millièmes (1).)

Pour essayer l'ouvrage présenté, on change de touchau jusqu'à ce que l'on obtienne un trait de comparaison, qui, après l'application de l'acide, soit d'une couleur sensiblement égale à celle des touches faites avec l'objet; on déduit ainsi approximativement le titre de ce dernier. L'essai au touchau permet simplement de s'assurer si l'objet n'est pas au-dessous du titre minimum.

Pour les objets creux, ou parties creuses des bijoux, qui n'offrent pas une résistance suffisante pour fournir un trait sur la pierre de

(1) RICHE, Monnaies, médailles et bijoux.

touche, on procède de la manière suivante : on fait au bijou une légère entaille avec une lime fine; on y instille, avec un fil de platine, une goutte d'acide à toucher. Si l'or est au titre, l'acide reste incolore; dans le cas contraire, l'acide verdit et dégage des bulles de gaz.

Pour les ouvrages d'argent, on ne se sert des touchaux que dans les cas où il n'est pas possible de faire une prise d'essai suffisante. La comparaison des traits faits avec l'objet et les touchaux donne une première indication. Si elle n'est pas décisive, on continue l'opération, sans employer les acides qui attaquent à la fois le cuivre et l'argent. On gratte la surface de l'objet en un ou plusieurs points, où on laisse tomber quelques gouttes de sulfate d'argent. Si le titre est à 950 millièmes, aucune réaction ne se produit; s'il est à 800 millièmes, le point touché devient brun marron au bout de quelques instants, et la couleur est d'autant plus foncée que le titre est plus bas.

Pour s'assurer du titre exact des objets que la loi n'autorise à essayer qu'au touchau, il est nécessaire, dans les cas douteux, d'en faire fondre au chalumeau une pièce de chaque espèce, prise au hasard et d'essayer le bouton obtenu, au touchau, par les moyens ordinaires. Si le doute subsiste, le bouton est essayé à la coupelle (circulaire de la Monnaie du 2 Janvier 1813).

Les procédés précis de la deuxième catégorie comportent une prise d'essai obtenue en grattant les objets. Le premier grattage doit être laissé de côté, en raison des matières grasses et des oxydes qui pourraient se trouver à la surface et fausser l'évaluation du titre.

L'analyse par coupellation repose sur la propriété de l'argent de ne pas s'oxyder à l'air, à la température de la fusion et de ne pas donner de vapeurs sensibles à cette température, tandis que le cuivre s'oxyde totalement. La coupellation sépare ainsi le métal fin de l'alliage. Pour obtenir la séparation complète, on ajoute du plomb, qui, sous l'influence de la chaleur et de l'air, se transforme en litharge, douée de la propriété de dissoudre l'oxyde de cuivre. On chauffe au rouge l'alliage d'argent et de cuivre dans une petite capsule poreuse en phosphate de chaux appelée coupelle. L'oxyde de plomb formé par oxydation s'imbibe dans les parois poreuses de la coupelle, entraînant avec lui l'oxyde de cuivre formé, tandis que l'argent reste à l'état métallique à l'intérieur de la coupelle, sous forme d'une bulle liquide, qui, par le refroidissement, se change en un bouton. Le poids total du bouton comparé au poids total de la prise d'essai mise en œuvre, donne le titre de l'alliage essayé.

Pour coupeller l'argent, on s'assure d'abord de son titre approximatif à l'aide du touchau, car la quantité de plomb doit être d'autant plus forte que le titre est plus bas.

Le procédé d'essai de l'argent par coupellation soulève de nombreuses critiques. L'opération est très délicate; si elle n'est pas parfaitement conduite, le bouton de retour peut contenir des traces de plomb; un peu d'argent fin peut se volatiliser. D'autre part, le plomb natif contient toujours quelques traces d'argent; l'oxyde de plomb

entraînant à travers la coupelle l'oxyde de cuivre peut aussi absorber quelques parcelles d'argent.

Aussi l'évaluation du titre par ce procédé, tout en étant suffisante, n'est pas mathématique, et il est préférable de se servir pour l'argent du procédé, dit par la voie humide.

Ce procédé, inventé par Gay-Lussac, en 1828, et adopté en 1830, (ordonnance du 6 Juin 1830), est exclusivement destiné aux essais de l'argent. Il est basé sur l'insolubilité du chlorure d'argent et la solubilité du chlorure de cuivre dans l'eau, et dans les acides étendus. On dissout la prise d'essai, préalablement pesée avec soin, dans l'acide nitrique étendu, et on la traite par une liqueur titrée composée de chlorure de sodium et d'eau. On sait qu'il faut exactement : 0 gr. 5417 de chlorure de sodium pour transformer entièrement en chlorure d'argent un gramme d'argent fin. La quantité de chlorure de sodium nécessaire pour absorber le cuivre et précipiter totalement l'argent contenu dans la dissolution d'acide nitrique sera d'autant plus grande qu'il y a plus de cuivre dans l'alliage ; elle donnera le poids de l'argent fin correspondant et, par comparaison avec le poids de la prise d'essai, le titre cherché.

Ce procédé, plus précis que celui de la coupellation et utilisé de préférence, permet d'apprécier avec plus de certitude, à un demi-millième près, la quantité d'argent contenue dans un alliage.

La simple coupellation ne permet pas de reconnaître le titre de l'or. On procède à la coupellation par inquartation, opération qui consiste à ajouter à l'or du plomb et de l'argent. Plus le titre de l'or est élevé, plus il faut d'argent, et moins il faut de plomb.

On ajoute à la prise d'essai, pesée très exactement, l'argent et le plomb nécessaires, le tout étant enveloppé dans le plomb laminé. Le bouton de retour, composé d'or et d'argent, est brossé, recuit et laminé, puis porté à l'ébullition dans l'acide nitrique, lavé et recuit dans un creuset. Le cornet d'or, qui était devenu brun, poreux et fragile reprend sa couleur et ductilité primitives. On le pèse, on constate la diminution de poids et on en déduit le titre de l'or essayé.

*
**

Lorsque l'essai est terminé, et que les ouvrages sont à l'un des titres prescrits respectivement pour chaque métal, l'essayeur en inscrit la mention sur un registre destiné à cet effet, côté et paraphé par le Préfet ; il indique le titre en millièmes, les droits d'essai, et il remet ensuite lui-même les ouvrages au receveur, en y joignant un extrait de son registre. Il inscrit les droits d'essai sur la note du fabricant.

Les ouvrages qui sont à l'un des titres prescrits par la loi sont ensuite marqués, après perception du droit de garantie ; le poinçonnage met le fabricant ou marchand en règle avec la loi et à l'abri

de toutes poursuites. Il garantit officiellement à l'acheteur le titre de l'ouvrage.

Les ouvrages qui, sans être au dessous du plus bas des titres fixés par la loi, ne sont pas exactement à l'un d'eux, sont marqués au titre légal immédiatement inférieur à celui que l'essai a fait constater. Le propriétaire a cependant la faculté de les retirer après les avoir fait briser pour éviter le paiement des droits.

Si le titre d'un ouvrage est trouvé inférieur au plus bas des titres prescrits par la loi, il est brisé et remis à son propriétaire. Il peut être cependant procédé à un second essai, mais seulement sur la demande du propriétaire ; si le premier essai est infirmé par le second, et que celui-ci révèle un titre admis par la loi, l'objet est poinçonné au titre constaté, et le propriétaire n'a qu'un seul essai à payer ; si le second essai est confirmatif du premier, le propriétaire doit payer les deux droits d'essai et l'ouvrage lui est remis après avoir été brisé en sa présence (Loi de Brumaire art. 57).

En cas de contestation sur le titre, il est fait une prise d'essai sur l'ouvrage, pour être envoyée, sous les cachets du fabricant et de l'essayeur, à l'administration des Finances, qui la fait essayer dans son laboratoire, en présence de l'inspecteur des Essais. On ne peut pas recourir aux experts de droit commun : l'expert légal est le laboratoire du Ministère des Finances.

Pendant le temps de ce deuxième essai l'ouvrage demeure au bureau de la garantie sous les cachets de l'essayeur et du fabricant. L'ouvrage est définitivement titré et marqué conformément aux résultats de l'essai du laboratoire du Ministère des Finances. Les frais de transport et d'essai sont supportés par l'essayeur si c'est lui qui était en défaut, et par le propriétaire de l'objet dans le cas contraire.

Si l'essayeur soupçonne un ouvrage d'être fourré de fer, de cuivre, ou de toute autre matière étrangère, il le fait couper en présence du propriétaire. Si la fraude est reconnue, l'ouvrage est brisé et confisqué, et le délinquant est passible d'une amende de 20 fois la valeur de l'objet. Dans le cas contraire, le dommage est payé sur le champ au propriétaire, et passé en dépense comme frais d'administration. (art.65).

Si les ouvrages présumés fourrés ne contiennent qu'un excès de soudure, ils doivent être seulement brisés et rendus à leur propriétaire (1).

Les ouvrages fourrés peuvent aussi être saisis et brisés chez le fabricant ou le marchand, même s'ils sont déjà marqués du poinçon de garantie (2), mais non quand ils sont seulement en cours de fabrication (3).

(1) Cass. : 28 Juillet 1808.

(2) Cass. : 12 Août 1819; 26 Décembre 1885.

(3) Riom : 9 Juin 1820.

La façon des bijoux reconnus au titre et brisés pour être essayés à la coupelle est payée par le receveur, sur la présentation d'un certificat du contrôleur et de l'essayeur. Il en est de même pour les bijoux coupés soupçonnés à tort d'être fourrés; à condition que l'objet soit reconnu au titre par l'essai à la coupelle et qu'il ne contienne aucune matière étrangère (circulaire de la Monnaie du 10 Septembre 1813).

CHAPITRE VI

LES POINÇONS DE GARANTIE

La marque est le procédé par lequel est affirmée la conformité des ouvrages en métal précieux aux règles de la garantie. Elle a remplacé la contremarque apposée sous l'ancien régime par les Communautés d'Orfèvres, et elle est effectuée par un fonctionnaire, le contrôleur du bureau de garantie, au nom de l'Etat. Elle est assurée par des poinçons appliqués sur chaque pièce, ensuite de l'essai pratiqué par l'essayeur. La marque constitue ainsi l'opération fondamentale du système de la garantie. Elle est le certificat délivré au fabricant ou marchand de la régularité du titre de ses ouvrages. Elle donne aux marchands et au public la sécurité officielle et parfaite dans les transactions. Aussi, la loi a-t-elle pris les précautions les plus minutieuses pour que le poinçonnage des ouvrages soit absolument conforme au résultat de leur essai, et surtout pour que les poinçons ne puissent être frauduleusement détournés, ni contrefaits.

Le Contrôleur marque les objets en présence de ses deux collègues, essayeur et receveur. Il doit assister le plus souvent possible aux opérations d'essai, et rendre compte des remarques qu'il aurait pu faire à leur sujet, ainsi que des plaintes plus ou moins fondées des fabricants.

Le contrôleur ne doit jamais se dessaisir des extraits des registres d'essai à moins que les Tribunaux n'en demandent communication. Il vérifie chaque semaine le registre de l'essayeur, à la fin du mois, il y appose un visa (circulaire de la Monnaie de 1818). Il tient un registre, coté et paraphé par l'Administration départementale, sur lequel il doit transcrire l'extrait du registre de l'essayeur accompagnant chaque pièce à marquer.

Les poinçons de l'Etat sont fabriqués par les graveurs de la Monnaie, sous la surveillance de l'Administration des Monnaies qui en conserve les matrices (loi du 26 Frimaire An VI).

Toutes les fois qu'une boîte renfermant des poinçons est envoyée dans un bureau de garantie, les trois employés responsables doivent procéder à l'ouverture de la boîte, en présence du Directeur, remplir et signer le récépissé contenu dans la lettre d'envoi, et le retourner le jour même à la Monnaie avec une lettre indiquant le nombre et la nature des poinçons (circulaire de l'Administration des Monnaies des 5 et 6 Juin 1828 et du 18 Avril 1838). Les contrôleurs

sont munis de plaques de reconnaissance, strictement personnelles, sur lesquelles est inscrite l'empreinte de tout poinçon mis en activité, et à côté, une seconde empreinte du même poinçon lorsqu'il est défectueux et mis au rebut. Ils ont aussi des feuilles de service, sur lesquelles ils inscrivent, dans un tableau, les poinçons mis en activité et dans un autre tableau, les poinçons mis hors de service.

Les poinçons doivent être enfermés dans un coffre à trois serrures, aussitôt après les opérations de marque. Le contrôleur, l'essayeur et le receveur ont chacun une clé. L'ouverture du coffre et l'application des poinçons ne doivent se faire qu'en présence de ces trois employés (Loi de Brumaire An VI, art. 45 et 55).

Les états des pièces constatant le nombre des poinçons, la planche d'insculpation et la feuille de service doivent toujours être renfermés dans le coffre à trois serrures (circulaire de la Monnaie N° 24 de 1813).

Il est recommandé au contrôleur de ne pas se servir de poinçons dont la gravure serait entamée ou affaissée car l'emploi de poinçons usés ou détériorés a le grave inconvénient de compromettre l'authenticité de la marque, d'en rendre la vérification difficile et d'exposer à de regrettables erreurs. Les contrôleurs doivent dresser procès-verbal des fractures survenues aux poinçons ou aux bigornes. Le fragment, renfermé dans un papier scellé du cachet du bureau, est déposé dans le coffre à trois serrures, jusqu'au prochain envoi à l'administration des Monnaies.

Le procès-verbal est signé par les trois employés responsables et copie en est adressée à la Monnaie par le premier courrier (circulaire de la Monnaie, N° 4 du 21 Avril 1827).

La loi de Brumaire et le Code Pénal contiennent des dispositions pénales destinées à prévenir ou à réprimer l'usage frauduleux de poinçons. Les employés des bureaux de garantie qui calqueraient des poinçons ou qui en feraient usage sans observer les formalités prescrites par la loi seront destitués et condamnés à un an de détention (loi de Brumaire, art. 46).

Par ailleurs il est interdit sous peine de destitution de laisser prendre des calques, ou de donner une description, soit verbale, soit par écrit des ouvrages qui sont apportés au bureau (art. 47).

L'usage de poinçons même véritables par tout citoyen autre que les préposés à l'application des poinçons légaux, est puni de la réclusion (art. 140 modifié par l'art. 141 du Code Pénal).

L'article 140 du Code Pénal prononce la peine des travaux forcés à temps, dont le maximum sera toujours appliqué dans ce cas, contre ceux qui auront contrefait ou falsifié les poinçons servant à marquer les matières d'or et d'argent, ou qui auront fait usage de poinçons falsifiés ou contrefaits.

Tout poinçon, quel qu'il soit, est considéré comme contrefait par cela seul qu'il n'est pas celui qu'emploie le bureau de garantie pour la marque de l'or et de l'argent. Le poinçon calqué sur le véritable

est donc un faux-poinçon, et son emploi constitue le crime puni par l'article 140 du Code Pénal.

En outre, les faux-poinçons et les ouvrages et lingots qui en seraient marqués sont saisis et confisqués (loi de Brumaire art. 101 et 104).

Ceux qui gardent ou exposent en vente des ouvrages marqués de faux poinçons sont condamnés, la première fois, à une amende de 200 fr.; la deuxième, à une amende de 400 fr., avec affichage de la condamnation dans tout le département, aux frais du délinquant; et la troisième fois, à une amende de 1.000 fr. avec interdiction de tout commerce d'or et d'argent (loi de Brumaire An VI, art. 109). Les ouvrages marqués de faux-poinçons sont toujours confisqués. Dans le cas où la mise en vente d'ouvrages marqués de faux-poinçons se ferait sciemment, le délinquant serait passible de la réclusion (art. 141 du Code Pénal).

Le même texte punit de la même peine, et en outre, de la saisie et de la confiscation des objets, celui qui possède avec connaissance des ouvrages d'or et d'argent sur lesquels les marques des poinçons seraient entées, soudées ou contretirées en quelque manière que ce soit. L'enture consiste à détacher d'un objet contrôlé la partie revêtue de l'empreinte de la garantie, pour la greffer, l'enter, sur un autre objet qui ne sera pas présenté au contrôle. Contretirer, c'est reproduire une empreinte par un moulage spécial. Cette opération peut avoir pour but d'établir des coins destinés à la fabrication de faux poinçons.

En pratique, le parquet estime souvent que les faits d'enture n'ont pas une gravité suffisante pour motiver le renvoi des inculpés en Cour d'Assises; la plupart du temps il traduit les délinquants en police correctionnelle, en visant simplement la détention d'ouvrages non marqués (art. 107).

L'art. 463 du Code Pénal, qui implique le bénéfice des circonstances atténuantes, est applicable à toutes ces infractions.

Même en cas d'acquiescement pour un crime ou un délit, la Cour d'Assises peut prononcer la confiscation des objets marqués de faux poinçons saisis chez un détenteur de bonne foi (1), et condamner à des dommages-intérêts envers la Régie un bijoutier, déclaré non coupable du crime d'usage de faux-poinçons, si l'existence du fait matériel de l'usage de poinçons autres que ceux de l'Etat est établie (2).

*
**

Pour prévenir les conséquences des détournements ou des contre-façons des poinçons légaux, le législateur prescrit de temps en

(1) Cass. 1^{er} Juillet 1820.

(2) Cass. 6 Mars 1868; Cours d'Assises du Rhône 29 Juin 1904.

temps des recenses. Tous les objets déjà marqués, existant dans le commerce, sont à nouveau contrôlés; ils reçoivent gratuitement l'empreinte de poinçons dits de recense, qui annulent tous les poinçons précédents. De nouveaux types de poinçons sont ensuite mis en usage.

En raison de la liberté de fait, et du défaut de surveillance, qui existaient depuis la suppression des Communautés d'Orfèvres la loi de Brumaire An VI ordonnait aux fabricants et marchands orfèvres de faire apposer, dans les six mois, l'empreinte d'un poinçon de recense sur leurs ouvrages d'or, d'argent et de vermeil. Cette marque était gratuite pour les objets revêtus de l'ancien poinçon de décharge. Quant aux ouvrages non marqués, ou à ceux qui, après l'expiration du délai, ne seraient marqués que des poinçons anciens, ils devraient subir l'essai, recevoir le poinçon de titre, et payer le droit de garantie (art. 82 à 84).

La découverte de faux poinçons nécessita une recense générale, le 1^{er} septembre 1809, et l'application de nouveaux poinçons, créés par le décret du 2 Prairial An XII (31 Mai 1803). Les événements politiques ayant causé la disparition de quelques poinçons de titre et de garantie, l'ordonnance du 22 Octobre 1817 prescrivit la fabrication de nouveaux poinçons, qui furent mis en usage le 16 Août 1819.

L'ordonnance du 19 Septembre 1821 édicta une recense gratuite pour les ouvrages d'Horlogerie; elle eut lieu du 1^{er} Avril au 1^{er} Mai 1822.

La multiplicité des poinçons en usage rendait les vérifications difficiles et favorisait les contre-façons. Celles-ci devinrent si nombreuses qu'une recense nouvelle fut décidée par l'ordonnance du 30 Juin 1835, qui prescrivit la création de nouveaux poinçons dans le délai d'un an. Ce délai ayant été dépassé, la recense commença le 10 Mai 1838, d'après une ordonnance du 7 Avril 1838. De plus, cette ordonnance simplifie les systèmes des poinçons : elle supprime les poinçons spéciaux à l'Horlogerie créés par l'ordonnance de 1821; elle réunit en un poinçon unique les poinçons de titre et de bureau jusqu'alors distincts; elle supprime la classification des Départements en neufs régions pourvues de poinçons différents de petite remarque et de petite garantie affectés à l'or.

Enfin, à la suite d'une contre-façon de poinçons du bureau de Paris, l'ordonnance du 23 Décembre 1846 a modifié pour ce bureau la petite et la moyenne bigornes de contremarque, les poinçons de remarque et de petite garantie affectés à l'or.

En vue de rendre les faux poinçonnages plus difficiles, l'ordonnance du 1^{er} Juillet 1818 a apporté un perfectionnement très heureux dans la pratique de la marque : c'est le poinçon de contremarque qui n'a de commun que le nom avec les anciens poinçons des communautés d'orfèvres et des fermiers royaux des Aides.

Pour marquer les objets, on les fait reposer sur une enclume en acier, appelée bigorne; jusqu'en 1818, on se servait de bigornes polies.

L'ordonnance du 1^{er} Juillet 1818 prescrivit de graver la surface des pointes, ou cornes des bigornes, qui supportent les objets à poinçonner. Ces gravures, variées et très fines, s'impriment à revers et, par contre coup du coup de marteau sur l'objet. Elles représentent des dessins d'insectes si délicats et si compliqués qu'on peut dire que l'imitation en est pratiquement impossible. Comme la contremarque accompagne la marque de contrôle, toutes les fois que cela est possible, l'usage des faux-poinçons est rendu difficile et plus aisément reconnaissable.

Aux termes de la circulaire du 2 Mai 1838, il doit être fait usage de la contremarque, toutes les fois que les ouvrages pourront en supporter l'empreinte sans détérioration. Toutefois, en sont exempts certains objets destinés aux culles, aux usages médicaux, etc...

Modifiées par le décret du 30 Juin 1835, et, dans quelques détails, en 1847, les bigornes portent toutes des insectes gravés à leur surface, et assemblés par famille, dans des bandes séparées par des listels. Elles sont au nombre de trois : la grosse bigorne, à une corne, porte 16 bandes; la moyenne, à une corne, porte 16 bandes; la petite bigorne porte 2 branches ou cornes, employées suivant la forme de l'objet à poinçonner, l'une arrondie, à 17 bandes, l'autre méplate, à 21 bandes. Dans chaque bande, les insectes ne varient que par l'entrecroisement des pattes et des antennes. Ils sont représentés de profil, sur les bigornes de Paris, et de dos sur celles des départements. En outre, les listels des cornes de la petite bigorne du bureau de Paris portent l'indication de ce bureau.

*
**

LES POINÇONS DE GARANTIE

A. — *Poinçons en usage dans le régime intérieur.*

Aux termes de l'art. 8 de la loi de Brumaire An VI, chaque ouvrage d'or ou d'argent, reconnu, après essai, au titre légal, devait porter trois poinçons : le poinçon de fabricant ou de maître, insculpé par le fabricant avant la présentation à l'essai; le poinçon de titre, uniforme sur tout le territoire, portant pour empreinte un coq, avec l'un des chiffres 1, 2, 3, indicatifs du titre; le poinçon du bureau de garantie ayant, pour chaque bureau, un signe caractéristique particulier, déterminé par l'Administration des Monnaies.

La loi de Brumaire prévoyait deux petits poinçons, dits « petite garantie d'or » et « petite garantie d'argent », destinés aux ouvrages trop menus pour recevoir l'empreinte des poinçons de titre.

Elle instituait, en outre : un poinçon particulier pour les vieux

ouvrages dits de hasard; un autre pour les ouvrages venant de l'étranger; un troisième pour les ouvrages doublés ou plaqués d'or et d'argent; un quatrième dit poinçon de recense; enfin, un poinçon particulier pour marquer les lingots d'or et d'argent affinés, une forme pour toute la France.

Indépendamment des modifications apportées par les recenses successives aux figures des poinçons, la liste même des différentes catégories de poinçons établie par la loi de Brumaire a subi d'importants changements.

Le décret du 11 Prairial An XII n'a pas renouvelé les poinçons pour les lingots affinés, pour l'argue, pour l'horlogerie, et le poinçon de hasard pour les vieux ouvrages.

La suppression de ce dernier a été confirmée par l'art. 2 de l'ordonnance du 5 Mai 1819.

Contrairement aux dispositions uniformes de la loi de Brumaire, le décret de Prairial An XII a créé un poinçon de petite garantie d'or avec garniture, destiné à être apposé sur les pièces principales des ouvrages dont les parties accessoires ne pouvaient supporter la marque.

L'ordonnance du 22 Octobre 1817 donne à chacune des 9 régions qu'elle institue des poinçons différents de petite garantie d'or, d'argent, et de recense. Elle crée le différent, signe spécial à chaque département pour le poinçon commun de garantie, et y ajoute un numéro pour chaque bureau.

Elle supprime les poinçons de moyenne recense, et de petite garantie d'or avec garniture, ainsi que la moyenne garantie d'argent pour les départements.

L'ordonnance du 19 Septembre 1821 crée deux poinçons d'horlogerie : l'Ecrevisse pour l'horlogerie d'argent, et la Tête de Bœuf pour l'horlogerie d'or, qui devaient être appliqués avec les poinçons de titre et de contremarque.

L'ordonnance du 7 Avril 1838, qui édicte une recense générale, supprime ces deux poinçons et en crée un nouveau pour l'horlogerie importée. Elle crée un poinçon dit de remarque à apposer de décimètre en décimètre sur les chaînes, jaserons, et autres ouvrages en or du même genre, en vue d'empêcher l'introduction dans les ouvrages composés d'anneaux, de maillons, etc..., de pièces ajoutées et non contrôlées.

La même ordonnance réalise une simplification importante, en unifiant (art. 4) le poinçon de titre et celui du bureau de garantie : ils ne formeront plus qu'un poinçon unique, avec un signe particulier pour chaque bureau.

Depuis 1838, des textes importants ont créé ou modifié des poinçons, concernant les ouvrages introduits en France ou envoyés à l'étranger. Comme ces mesures se rattachent aux transformations subies par le régime de la garantie en matière d'importation et

d'exportation, nous renvoyons l'étude de ces poinçons à l'exposé d'ensemble de ces régimes.

Réservant pour un paragraphe ultérieur l'énumération des poinçons en usage dans le commerce international, voici la liste des poinçons actuellement en usage dans le service intérieur de la garantie.

Les poinçons de titre s'appliquent sur les objets susceptibles d'en supporter l'apposition, et essayés à la coupelle ou à la voie humide. Ils garantissent l'un des titres légaux, respectivement édictés pour l'or, l'argent et le platine. Ces poinçons sont communs pour toute la France. Le déferent ou différent est un signe spécial ajouté au poinçon, qui permet de reconnaître le bureau de garantie, d'où émane la marque. Les poinçons de Paris ne portent pas de différent.

Jusqu'en 1919, les poinçons de titre représentaient une tête de médecin grec, les poinçons de petite garantie, une tête d'aigle pour Paris, une tête de cheval pour les bureaux de province. Le décret du 21 Juin 1919 a réalisé l'unité du poinçon pour la marque des ouvrages d'or fabriqués en France. Cette mesure était depuis longtemps demandée par la corporation. Les poinçons sont tous désormais, pour l'or, à tête d'aigle.

Les poinçons de titre pour l'or représentent donc une tête d'aigle. Pour le premier titre, la figure est contenue dans un périmètre de 8 pans irréguliers, le numéro 1 devant le front. Le différent indiquant le département sous le menton.

Pour le second titre, le périmètre est un ovale tronqué; le N° 2 sous le menton, le différent derrière la nuque.

Pour le troisième titre, le périmètre est de 6 pans irréguliers, le N° 3 devant le nez, le différent derrière la nuque.

Pour la petite garantie, qui ne certifie que le titre minimum (ouvrages essayés au touchau), la tête d'aigle n'est pas entourée d'un cartouche, mais d'un double listel (double trait de contour), avec différent pour les départements.

Les poinçons de titre pour l'argent représentent une tête de Minerve. Pour le premier titre, le périmètre est formé de 8 pans irréguliers, le N° 1 devant le front, le différent sous le menton. Pour le second titre, le périmètre est un ovale tronqué, le N° 2 sous le menton, le différent devant le front.

Pour les départements, le poinçon ne contient pas de mèche de cheveux sur la tête de Minerve.

Le poinçon de petite garantie pour l'argent figure pour Paris une tête de sanglier découpée; pour les départements, un crabe, le différent entre les pattes.

Pour les ouvrages composés d'or et d'argent dans lesquels le poids du métal accessoire dépasse 3 0/0 du poids total, on applique la tête d'aigle et la tête de sanglier juxtaposées. C'est un poinçon de petite garantie, qui ne certifie que le titre minimum.

Le poinçon de titre pour le platine dont le titre est unique, repré-

sente une tête de chien à périmètre découpé. (Décret du 5 Décembre 1912.)

Les objets de composition mixte, or et platine juxtaposés, sont revêtus d'une seule empreinte du poinçon, apposée, autant que possible, à cheval sur les deux métaux (circulaire N° 834 du 11 Avril 1910).

Les poinçons de remarque, pour les chaînes d'or pleines et les jaserons en or, sont une tête de rhinocéros. Pour Paris, la tête est entourée d'un double listel, et la corne coupée; pour les départements, la corne est entière, et le périmètre du poinçon passe de la pointe de la corne à la pointe de l'oreille. Le différent pour les départements est placé entre la corne et le front.

Le poinçon E. T., créé par la loi de Brumaire pour les ouvrages importés de l'étranger, supprimé en 1817, rétabli en 1864, a été désaffecté par le décret du 29 Juin 1893. Il sert actuellement à marquer les ouvrages à bas titre non marqués trouvés au Mont-de-Piété, ou figurant dans les ventes publiques après décès et acquis par les héritiers ou légataires, ou provenant des ventes publiques et reconnus précieux par leur cachet artistique ou leur ancienneté.

Ce poinçon porte les lettres E. T. dans un rectangle; celui des départements a le différent sous les lettres, il existe un grand et un petit modèle suivant les dimensions des objets à marquer. Ce poinçon indique simplement que l'objet est en or ou en argent, mais il ne garantit pas le titre.

B. — *Poinçons en usage dans le régime international.*

1° Poinçons d'importation :

Le poinçon « Le Charançon » s'applique sur les ouvrages d'or et d'argent, les montres exceptées, provenant de pays qui ont conclu un traité de commerce avec la France. Il a la valeur des poinçons de titre et garantit le titre légal minimum. Son apposition implique, en cas de réexportation, le bénéfice de la restitution des droits de garantie perçus à l'entrée. Ce poinçon figure un charançon vu de profil, enfermé dans un ovale pour l'or, et, depuis le 29 Juin 1893 (circulaire N° 64 des Contributions indirectes du 12 Juillet 1893) dans un rectangle, pour l'argent. Pour les départements, le différent est placé sous le ventre, entre les pattes de devant et celles de derrière.

Il existe un grand et un petit modèle, suivant la grosseur des objets à marquer.

Les poinçons « le Hibou » et « le Cygne » ont été créés par le décret du 29 Juin 1893, à la suite de la loi des Douanes du 11 Janvier 1892, qui soumet tous les ouvrages d'or et d'argent importés aux mêmes conditions de titre que les ouvrages analogues de fabrication nationale.

Ils servent à la marque de l'horlogerie étrangère, quelle que soit son origine; ils ne donnent pas droit au remboursement des droits, en cas de réexportation. Ils sont employés aussi pour les

ouvrages aux titres légaux, trouvés au Mont-de-Piété ou dans les ventes publiques, sans marque de garantie, et sans poinçon de maître permettant de reconnaître leur origine.

Ces poinçons figurent pour l'or un hibou dans un ovale, le différent sur le ventre; pour l'argent, un cygne dans un ovale, le différent entre l'aile et le cou.

Le poinçon de retour, créé par le décret du 24 Décembre 1887, représente une tête de lièvre dans un périmètre à 8 côtés inégaux, le différent placé sous les oreilles. Il s'applique sur les ouvrages de fabrication française exportés en franchise ou sous le bénéfice du remboursement des droits, puis réimportés, pour être livrés à la consommation intérieure. On l'appose aussi sur tout ouvrage exporté ou non ayant reçu le poinçon d'exportation et destiné à la vente intérieure.

2° Poinçons d'exportation :

Les poinçons d'exportation, fabriqués en exécution de l'ordonnance du 30 Décembre 1839, et remaniés à la suite du décret du 27 Juillet 1878, servent à marquer les ouvrages français expédiés à l'étranger en franchise du droit de garantie, ou sous le bénéfice du remboursement du droit.

Ils représentent une tête de Mercure, avec indication du titre (1, 2, 3, pour l'or; 1, 2, pour l'argent) sous le cou, et, pour les bureaux de province, le différent sur le cou.

Pour les ouvrages d'or, la tête est découpée avec listel; pour les ouvrages d'argent, elle est enfermée dans un périmètre de 6 pans irréguliers pour le premier titre, et ovale tronqué pour le second titre.

Il existe pour les ouvrages qui n'ont pu être essayés qu'au touchau, des poinçons d'exportation de petite garantie; d'or (tête de Mercure découpée avec listel, sans numéro de titre) et d'argent (tête de Mercure dans un ovale régulier). La petite garantie n'atteste que le titre *minimum*.

Pour les boîtes de montre au quatrième titre (583 millièmes) dont l'exportation est autorisée par la loi du 25 Janvier 1884, le poinçon représente une tête égyptienne entourée d'un listel et portant sous le menton, le chiffre 4, indiquant le titré; le poinçon de petit modèle, destiné aux boîtes délicates, ne porte pas de numéro du titre. Ces poinçons doivent toujours être accompagnés du poinçon ellipsoïdal insculpé au centre des boîtes de montre portant les lettres « E. X. P. » et au-dessous l'indication « 583 M. ».

Les poinçons des mouvements de montre, institués par le décret du 2 Août 1892 (circulaire N° 42 des Contributions indirectes du 6 Octobre 1892), indiquent le paiement du droit complémentaire sur les mouvements de montres marqués « M. » (métal commun) ou « A » (argent), et transférés dans des boîtiers de métal plus précieux.

Le poinçon à employer dans le cas de transfert dans un boîtier en or, d'un mouvement de montre, portant les lettres A. ou M., figure les lettres « R. S. » entrelacées, enfermées dans une ellipse, le différent au-dessous des deux lettres.

Le poinçon à employer dans le cas de transfert dans un boîtier en argent, d'un mouvement de montre marqué « M. », figure une colombe aux ailes déployées, enfermée dans une ellipse, le différent entre les ailes et la queue.

Pour le platine, le poinçon des ouvrages destinés à l'exportation a pour emblème une tête de jeune fille; celui des ouvrages importés représente un mascaron. Le décret du 9 Février 1926 a créé un poinçon spécial pour la marque des ouvrages en platine importés des pays non contractants, ou dont l'origine française n'est pas démontrée.

CHAPITRE VII

LES RÈGLES DE LA MARQUE

En vue de déjouer les fraudes et de faciliter la tâche des agents de la marque et du service de surveillance, l'Administration des Monnaies a précisé les règles relatives au mode et aux points d'application des marques. Ces dispositions ont été insérées dans les ordonnances du 5 Mai 1810 et du 26 Décembre 1827. La Régie des contributions indirectes a publié (circulaire N° 172 du 2 Mai 1838), un catalogue de tous les ouvrages d'or et d'argent qui se trouvent dans le commerce, avec l'indication de l'emplacement qui doit recevoir le poinçon. Enfin, diverses décisions ont établi des procédés spéciaux de marque pour certaines catégories d'objets. Les plus intéressants sont le poinçon de remarque, institué par l'ordonnance du 7 Avril 1838, et la marque au poids imaginée par la circulaire du 29 Mars 1853, et généralisée par la décision ministérielle du 22 Juillet 1884.

Les points d'application de la marque ne sont naturellement pas invariables, et les contrôleurs ont la faculté de les modifier, quand ils estiment que l'objet à contrôler risquerait, faute de modification, d'être détérioré. D'autre part, en raison des variations constantes qu'imposent la mode et les progrès de la technique à la fabrication des ouvrages en métaux précieux, les méthodes de marque et les points d'application ne sauraient être considérés comme définitivement établis.

L'Administration distingue, au point de vue des règles de la marque, la menuiserie, c'est-à-dire les menus objets essayés au touchau, et la grosserie, c'est-à-dire les gros objets essayés à la coupelle ou à la voie humide, et marqués du poinçon de titre.

Les menus objets sont marqués du poinçon de petite garantie. Il doit être insculpé, autant que possible, sur la partie principale de l'objet. Si, en raison de la faiblesse ou de la texture de la partie principale, on est obligé d'appliquer le poinçon sur une partie accessoire, on le place aussi près que possible de la soudure, de manière que toute tentative d'enture le détériore.

Toute partie reliée à l'objet autrement que par une soudure est considérée comme indépendante et soumise à la marque, à l'exception : des appliques, motifs indépendants complétant la décoration d'un bijou (ex. : fleur goupillée sur une broche); des accessoires non soudés indispensables et invariables (ex. : tiges de boutons d'oreilles); des pendeloques trop nombreuses, trop peu importantes

ou trop fragiles pour être marquées individuellement; dans ce dernier cas, la partie principale est seule marquée « en garniture ».

Le poinçon « en coupé », c'est-à-dire en travers du sens de l'objet, est appliqué aux objets qui paraissent susceptibles de recevoir, après la marque, des parties complémentaires qui, soudées, feraient corps avec l'ouvrage et seraient couvertes par le poinçon, échappant ainsi frauduleusement à l'obligation du titre et à l'impôt. Les instructions données par l'Administration des Contributions indirectes dans des cas isolés : boutons de manchettes (Circulaire N° 147 du 19 Décembre 1895); médailles (Circulaire N° 334 du 27 Avril 1899) ont été étendues dans la pratique à tous les cas où cette fraude est à redouter : épingles sans tête; queues de broche, chaînettes de boutons de manchette en or, forçat de chaîne de montre, viroles de canne, etc.

La marque en garniture consiste en deux empreintes qui se suivent, faites avec un même poinçon. Elle s'applique aux objets comportant diverses parties ou des accessoires qui ne peuvent être marqués individuellement : ouvrages avec pendeloques nombreuses ou fragiles; boules adjointes comme ornement à une bourse en or; bracelets en joaillerie sans cliquet soudé; chaînes et bracelets pleins en argent; jaseron, forçat, etc.

Les gros objets doivent porter le poinçon de maître, et recevoir le poinçon de garantie sur toutes les pièces principales dont ils sont formés lors même que ces parties seront soudées entre elles (Circulaire de la Monnaie du 30 Juillet 1849). Toutefois, pour les objets comportant des pieds tels que cafetières, sucriers, salières, etc., il est d'usage de ne marquer qu'un des pieds.

Dans certains cas, l'apposition d'une seule marque de garantie sur un objet ne suffit pas à empêcher la fraude, et il a été nécessaire d'imaginer des combinaisons de marque. L'Ordonnance du 7 Avril 1838 crée le poinçon de remarque, à tête de rhinocéros, qui s'applique de 10 en 10 centimètres sur les jaserons et chaînes d'or pleines, pour éviter l'enture. Les jaserons et chaînes d'or pleines sont toujours marqués ainsi; mais les chaînes, sautoirs et bracelets creux en or, ne peuvent supporter ce poinçon. Pour les objets terminés par cliquet ou anneau plein, soudé, tels que les bracelets, chaînes, colliers, etc., on peut craindre que l'anneau ou le cliquet, après avoir été marqué, ne soit détaché pour être adopté à un bijou d'un poids plus élevé non marqué ou à bas titre. Avant l'institution de la marque au poids, les chaînes d'or qui ne pouvaient supporter le poinçon de remarque étaient marquées en garniture, avec la tête d'aigle, à Paris, la tête de cheval dans les départements, sur l'anneau soudé les terminant, suivant leur longueur. Par exemple, pour les chaînes de moins de 0 m. 20, deux coups en suivant, bec à nuque, de 0 m. 20 à 0 m. 40, deux coups bec à bec ou nez à nez, etc.

La marque au poids a remplacé, pour l'or, la marque à la longueur; celle-ci n'est plus appliquée qu'exceptionnellement, lorsque

la chaîne n'a pas d'anneau soudé, et qu'elle ne peut supporter sur ses mailles l'apposition du poinçon de remarque.

La marque au poids, plus précise que la marque à la longueur, déjoue mieux les fraudes. Appliquée au bureau de Paris par la circulaire du 9 Mars 1853, elle a été étendue, à la demande de la chambre syndicale, aux bijoux importés (lettre du Ministre des Finances du 28 Avril 1881). D'abord facultative pour les bureaux de province, elle a été rendue obligatoire dans tous les bureaux de garantie pour les ouvrages nationaux ou importés par la décision ministérielle du 22 Juillet 1884.

La marque au poids consiste à inscrire sur l'anneau soudé ou le cliquet qui terminent la chaîne ou le bracelet le poids de cette chaîne ou de ce bracelet, en accolant à côté du poinçon de titre, les empreintes combinées des poinçons de petite garantie et de remarque, disposées suivant des combinaisons conventionnelles.

Certains poinçons placés aux points 1, 2, 3, 4, 5 d'un anneau ou d'un cliquet soudés, représentent, suivant leur point d'application 1, 2, 3, 4, 5 grammes; ces mêmes poinçons renversés ou des poinçons différents placés aux mêmes points représenteront des dizaines, soit 10, 20, 30, 40, 50 grammes. Le numéro 1 est toujours à gauche du fil, et le numéro 5 à droite.

La marque au poids est exigée : pour l'intérieur et l'importation des pays contractants, par la décision ministérielle du 22 Juillet 1884; pour les objets importés de pays non liés par les traités de commerce, et pour les ouvrages de fabrication française, aux titres légaux, destinés à l'exportation (Circulaire N° 147 du 19 Décembre 1895).

Suivant la règle générale de la garantie, les objets soumis à la marque au poids sont poinçonnés avant d'être achevés. Pour tenir compte de la diminution de poids subie au finissage, après la marque, on marque sur l'anneau ou sur le cliquet le poids exact de l'objet de gramme en gramme jusqu'à 20 grammes seulement; de 20 à 50 grammes ou marque de 2 en 2 grammes, au-dessus de 50 grammes, de 5 grammes en 5 grammes, en choisissant le multiple de 2 ou de 5 immédiatement inférieur au poids réel. Par exemple :

Une chaîne de 25 grammes sera marquée 24 grammes;

»	»	»	49	»	»	»	48	»
»	»	»	50	»	»	»	50	»
»	»	»	54	»	»	»	50	»
»	»	»	55	»	»	»	55	»

Cette méthode empirique n'est pas équitable, comme le montre la lecture de ce tableau : une chaîne de 50 grammes et une chaîne de 54 grammes sont marquées au même poids. Il serait plus logique d'opérer une déduction uniforme, par exemple de 2 grammes entre 20 et 50 grammes, de 5 grammes au-dessus.

L'anneau ou le cliquet marqué au poids doit être soudé à la chaîne ou au bracelet : car s'il était mobile il serait trop facile de

le transporter, après la marque, sur une pièce similaire à bas titre.

Pour prévenir la fraude consistant à dessouder l'anneau et à lui donner un nouveau point d'attache, qui changerait la place et la valeur des poinçons, on donne ce qu'on appelle un coup de soudure : il consiste à insculper le plus près possible de la soudure, une empreinte en travers du fil, avec le poinçon employé pour les unités de grammes.

Pour la marque au poids des objets destinés à la vente à l'intérieur, on emploie la tête d'aigle pour les unités de grammes, la tête de rhinocéros pour les dizaines.

Lorsque le poinçon indicatif des dizaines se rencontre au même point que celui des unités (11, 22, par exemple), le premier se place dans le sens du fil, et le second en travers.

Deux empreintes du poinçon de remarque placées au même point, l'une dans le sens du fil, l'autre en travers, se multiplient, la marque en travers représentant 10 grammes. Par exemple, deux têtes de rhinocéros ainsi placées au point 1 représente : $10 \times 10 = 100$ gr. ; au point 2, $20 \times 10 = 200$ grammes.

Pour les ouvrages d'or importés de pays ayant conclu des traités de commerce avec la France, et bénéficiant de la restitution du droit de garantie, en cas de réexportation, on emploie le charançon pour la marque du poids : pour les dizaines, les pattes de l'insecte sont tournées du côté extérieur de l'anneau ou du cliquet ; pour les unités, elles sont tournées vers l'intérieur.

Pour les ouvrages d'or provenant de pays non contractants, le poinçon le hibou figure les unités dans toutes les positions qu'il occuperait s'il cheminait sur l'anneau ou le cliquet en partant à gauche du point de soudure, la tête en avant ; il représente les dizaines, dans le sens inverse.

La marque au poids des ouvrages français aux titres légaux, destinés à l'exportation se fait au poinçon de la tête de Mercure ; le profil de la tête tourné vers l'intérieur, figure des unités, vers l'extérieur des dizaines.

Le charançon, le hibou et la tête de Mercure ne se multiplient pas par eux mêmes, ils ne permettent de marquer que 150 grammes au maximum ; au-dessus de ce poids on porte le complément sur l'anneau situé à l'autre extrémité de la chaîne.

CHAPITRE VIII

LES POINÇONS DE FABRICANT

Les poinçons de garantie décrits dans le chapitre précédent ont pour objet de constater officiellement le titre légal ou le titre minimum des ouvrages d'or, d'argent ou de platine soumis à l'obligation du titre, ou, pour le poinçon « ET », la composition en métal précieux d'ouvrages à bas titre.

Indépendamment de ces poinçons inculpés par les agents du service public de la garantie, le législateur impose aux fabricants ou aux importateurs l'obligation d'apposer sur les ouvrages qu'ils confectionnent ou qu'ils introduisent un poinçon particulier, comparable à une signature, qui établit leur responsabilité.

*
**

Le poinçon de maître doit être apposé par le fabricant d'ouvrages en or, argent ou platine avant leur présentation au bureau de la garantie. (Loi de Brumaire An VI, article 48.) Il a pour origine le poinçon de maître fourni, sous l'ancien régime, par la cour des monnaies, le jour de l'admission de l'orfèvre à la maîtrise.

D'après la jurisprudence, sont réputés fabricants et comme tels assujettis à l'obligation du poinçon de maître, les ouvriers qui travaillent en chambre pour le compte des fabricants ou marchands ainsi que ceux qui possèdent des métiers ou établis propres à la fabrication des objets d'or ou d'argent, qui se livrent réellement à cette fabrication, et qui prennent des ouvriers ou apprentis, lors même qu'ils prétendraient ne travailler que pour le compte d'autrui sans payer patente (1).

Le ministre des finances a décidé, le 7 décembre 1841, que le poinçon de maître serait délivré aux ouvriers à façon, travaillant dans leur domicile particulier, et justifiant du paiement de la patente de sixième classe.

Quiconque se borne au commerce de l'orfèvrerie, sans entreprendre la fabrication, est dispensé d'avoir un poinçon (loi de Brumaire An VI, art. 73).

(1) Cass. 19 juin 1825 ; 24 septembre 1831 ; 27 août 1831 ; 23 juin 1865 ; AIX, 9 août 1888 ; rapport Cas. 7 avril 1866, S. 67 - I - 94.

D'après l'article 9 de la loi de brumaire, le poinçon de maître, que cet article appelle « poinçon du fabricant » porte la lettre initiale de son nom, avec un symbole ; il peut être gravé par tel artiste qu'il lui plaît de choisir, en observant les formes et proportions établies par l'Administration des monnaies. L'arrêté du 17 nivôse an VI décide que le poinçon aura la forme d'un losange, de proportions en rapport avec le genre d'ouvrages fabriqués.

Les fabricants ajoutent généralement à l'initiale de leur nom une deuxième initiale.

Le fabricant doit faire insculper son poinçon à la préfecture du département et à la mairie de la commune, avec son nom, sur une planche de cuivre à ce destinée. L'administration préfectorale veillera à ce que le même symbole ne soit pas employé par deux fabricants du même arrondissement (loi de brumaire article 72). Pour éviter toute confusion à cet égard, les fabricants doivent prendre l'avis du contrôleur de la garantie avant de faire procéder à la confection de leur poinçon.

A Paris l'insculpation se fait à la Préfecture de Police et au bureau de la garantie.

Aux termes de la circulaire N° 101 du 24 février 1835, il est dressé, dans chaque bureau de garantie, un état nominatif des fabricants de la circonscription assujettis à la garantie, mentionnant leur profession, leur demeure, ainsi que le signe particulier ou emblème qu'ils ont adopté et dont ils ont dû déposer l'empreinte.

L'empreinte du poinçon de maître doit être appliquée sur toutes les pièces soumises à l'essai et à la marque, préalablement à leur achèvement et à leur présentation à l'essayeur, entre autres, sur les bélières des croix, sur les cachets, les plaques des colliers, des bracelets, des chaînes de monnaies et autres pièces qui peuvent la supporter (Circulaire de l'Administration des monnaies du 15 octobre 1810).

Les fabricants sont responsables de tous les ouvrages qui circulent dans le commerce sous l'empreinte de leur poinçon. Il est de leur intérêt de veiller à l'usage qu'on peut en faire, car en cas d'abus, ils ne peuvent décliner cette responsabilité, soit au point de vue pénal, soit au point de vue dommage causé, sous le prétexte qu'ils n'ont pas fabriqué ou fait fabriquer ces ouvrages, ou qu'ils ont prêté leur poinçon à d'autres fabricants.

Ils doivent aussi veiller à la conservation de leur poinçon, s'assurer que les empreintes sont assez nettes pour attester sans confusion possible l'origine des ouvrages, et le remplacer, dès qu'il est usé ou détérioré, par un nouveau poinçon, insculpé aux mêmes administrations que le premier.

Si un orfèvre ou fabricant cesse le commerce, il remet son poinçon au bureau de garantie pour y être biffé devant lui ; s'il veut s'absenter pour plus de six mois, il dépose son poinçon au bureau de

garantie et le contrôleur fera poinçonner les ouvrages fabriqués dans ses ateliers pendant son absence (loi de brumaire, art. 91).

Lorsqu'un orfèvre meurt, son poinçon doit être remis, dans le délai de cinquante jours après le décès au bureau de garantie, pour y être biffé de suite. Pendant ce délai, le dépositaire du poinçon est responsable de l'usage qui en sera fait, comme le sont les fabricants en exercice (art. 90).

*
**

L'obligation du poinçon de maître est plus large que l'obligation du titre. Elle ne s'applique pas seulement aux ouvrages en métaux précieux aux titres légaux, mais à tous objets dans la composition desquels entre l'or ou l'argent. Les articles 14 et 97 prescrivent aux fabricants d'ouvrages doublés ou plaqués d'or et d'argent d'apposer sur ces ouvrages, non soumis à la marque de la garantie, un poinçon de maître.

Ce poinçon est d'une forme particulière, déterminée par l'Administration des monnaies. L'arrêté de cette administration du 17 nivôse an VI, art. 3, a adopté pour ce poinçon la forme d'un carré parfait, contenant un symbole choisi par le fabricant.

Comme les ouvrages en plaqué ne sont pas assujettis à la marque, le poinçon de maître remplace à leur égard à la fois ce poinçon de maître et le poinçon de garantie des ouvrages ayant titre légal : pour ces derniers, le poinçon de maître n'indique que la composition en métal précieux et le titre minimum prescrit par la loi. C'est le poinçon de garantie qui atteste le titre légal.

Pour les ouvrages en doré ou plaqué, toute la garantie émane exclusivement du fabricant; aussi englobe-t-elle l'ensemble de la composition de l'ouvrage. Le fabricant doit insérer dans le carré parfait portant son symbole le mot : « doublé », en toutes lettres et les chiffres indicatifs de la garantie d'or ou d'argent contenue dans l'ouvrage (loi de brumaire, art. 14). Par la seule insculpation du poinçon du fabricant, l'acheteur connaît aussi, mais sans garantie officielle, la composition exacte de l'objet.

Le décret du 26 mai 1860 a étendu aux fabricants d'ouvrages dorés ou argentés par les procédés galvaniques ou électro-chimiques les articles 14 et 95 à 100 de la loi de brumaire relatifs aux fabricants de plaqué. Ces ouvrages doivent être marqués des poinçons carrés, avec le symbole du fabricant; toutefois ce décret n'exige pas la mention « doré » ou « argenté », ni l'indication de la garantie d'or ou d'argent contenue dans l'ouvrage.

Le décret du 20 octobre 1926 a interdit l'insculpation du terme « plaqué » ou « doublé », complétée ou non par l'indication du métal précieux employé sur les ouvrages de fabrication nationale ou étrangère simplement dorés, argentés, ou platinés et prescrit l'empreinte des mots « doré », « argenté », ou « platiné ».

A la suite de ce décret des conversations ont eu lieu entre les représentants de la Chambre syndicale de la B.J.O., des fabricants en bijouterie, des fabricants d'horlogerie de l'Est, et des représentants des bijoutiers détaillants. Au cours d'un entretien en présence du directeur de la garantie, ils ont décidé de demander la substitution au décret du 20 octobre 1926, du texte suivant qui donnait satisfaction à tout le monde.

Art. — L'insculpation du terme « plaqué » ou « doublé » complété ou non par l'indication du métal précieux employé est interdite sur les ouvrages de fabrication nationale ou étrangère, dorés, argentés ou platinés.

Toutefois les boîtes de montres qui sont effectivement recouvertes d'une feuille de métal précieux pourront porter l'une des inscriptions « plaqué » ou « doublé » complétée par la désignation du métal précieux employé, et par un mot indicatif du procédé de fabrication, tel que « laminé », « galvanique », « électrique » ou autre.

Le décret du 20 octobre 1926, a été abrogé par le décret du 8 mars 1927, qui l'a remplacé par les dispositions suivantes.

Art. I. — Il est interdit d'insculper les termes « plaqué » ou « doublé » complétés ou non par l'indication du métal précieux employé sur des ouvrages de fabrication nationale ou étrangère, qui ne sont pas effectivement recouverts d'une feuille de métal précieux, ou qui ne laissent pas subsister une coquille après dissolution du métal commun.

L'insculpation des mots « doublé » ou « plaqué » doit dans tous les cas être suivie de la désignation du métal précieux, et du procédé de fabrication adopté.

Art. 2. — Un délai de dix mois à compter de la publication du présent décret, qui n'est pas applicable aux ouvrages fabriqués en France exclusivement en vue de l'exportation, est accordé aux fabricants et aux importateurs pour se mettre en règle avec les dispositions de l'article précédent.

* *

Des ouvrages en « doublé » et « plaqué », il convient de rapprocher les ouvrages comportant l'emploi de métaux communs, concurremment avec l'or, l'argent et le platine. Ces ouvrages doivent être au titre légal et marqués du poinçon de maître et du poinçon de garantie. Mais avant de les présenter à l'essai, le fabricant doit insculper à côté de son poinçon, une mention indiquant la présence de métaux communs :

« *Métaux Divers* » (ou « M D » pour les menus objets), sur les objets comportant l'emploi de l'acier bruni ou autres métaux communs en ornements ou garnitures avec des objets d'or, d'argent ou de platine (décision ministérielle du 22 septembre 1896).

« *Bourrés* », sur les objets de métaux précieux bourrés à l'intérieur d'une autre substance (note N° 353 du 5 février 1910).

« *Mécan* », sur les objets ayant un mécanisme en métal commun.

* *

L'article 23 de la loi brumaire, qui assujettit aux règles de la

garantie les ouvrages d'or et d'argent venant de l'Etranger n'imposait pas à leur égard l'insculpation d'un poinçon de fabricant. Une telle obligation, ne paraissait pas pouvoir être édictée à un fabricant vendant par hypothèse en pays étranger; à quel endroit aurait-il déposé l'empreinte de son poinçon conformément à l'article 14 de la loi brumaire?

Cette absence de poinçon de maître n'était pas sans inconvénients. Le poinçon de maître, certificat de composition des ouvrages délivré par le fabricant, engage sa responsabilité envers l'Administration de la garantie et envers les marchands ou particuliers acheteurs. Il ajoute à la sécurité de la marque officielle le droit de l'Administration et de la clientèle d'agir pénalement ou civilement, contre un fabricant qui aurait faussement affirmé la composition en métal précieux des ouvrages exécutés par lui. Du moment que le législateur admettait les ouvrages étrangers à concurrencer les produits nationaux sur le marché français, qu'il étendait leur assimilation à l'obligation du titre par les traités, puis par la loi douanière de 1892, il devait unifier parfaitement le régime de circulation de ces ouvrages en France, et quelle qu'en fût la provenance, assurer aux acheteurs les mêmes garanties.

A l'occasion de la discussion de la loi des finances de 1910, la Chambre syndicale de la B. J. O. réitérait sa demande tendant à l'obligation pour les importateurs d'un poinçon dit de responsabilité, équivalent au poinçon de maître. Le ministre des finances lui fit remarquer en réponse à cette suggestion « que les fabricants français ne lui paraissent pas devoir retirer de la mesure proposée le résultat qu'ils en attendent, les formalités relatives au poinçon de responsabilité devant être le plus souvent remplies par un représentant du fabricant étranger ou même par un agent en douane, qui agirait pour le compte de divers expéditeurs, en employant un poinçon unique, et qu'il serait dès lors difficile au fabricant français victime d'une contrefaçon d'en découvrir l'auteur ».

Sur cette observation le texte suivant, proposé par le Ministre des finances fut adopté par le Parlement, dans la loi de finances du 8 avril 1910 (art. 35).

« Tout objet en métal précieux fabriqué à l'étranger doit, avant d'être mis en vente en France, être frappé par le commerçant qui opère le premier cette mise en vente d'un poinçon, dit de responsabilité, qui est soumis aux mêmes règles que le poinçon français. »

Ce poinçon est régi par les mêmes dispositions que le poinçon de maître des ouvrages fabriqués en France (circulaire N° 834 du 11 avril 1910); il doit être insculpé à la préfecture du département et à la mairie de la commune du bureau de garantie sur lequel les ouvrages introduits sont dirigés.

Il doit être apposé avant la présentation des objets au contrôle (même circulaire).

Les ouvrages dispensés de la marque à l'entrée sont dispensés

aussi du poinçon de responsabilité: objets appartenant aux ambassadeurs et envoyés des puissances étrangères; bijoux et objets personnels des voyageurs, n'excédant pas 500 grammes.

De même peuvent être importés et mis en vente à l'intérieur sans être revêtus du poinçon de responsabilité, les ouvrages visés dans la circulaire N° 561 du 24 mars 1904, c'est-à-dire : 1°) les objets anciens ayant un caractère d'art ou de curiosité, dispensés de l'obligation du titre par les décisions ministérielles du 25 juin 1902 et 18 mai 1903; 2°) les objets antiques, dispensés du poinçonnage et du paiement du droit de garantie par une décision du 12 septembre 1903.

Comme au poinçon de responsabilité, les ouvrages importés sont assujettis aux diverses autres sortes de poinçons de fabricant dans les mêmes conditions que les ouvrages d'origine française: poinçons « *Métaux divers* », « *Mécan* », « *Bourrés* », pour les objets contenant des accessoires ou mécanismes en acier, ou bourrés de métaux communs; poinçon spécial pour les objets en doublé ou plaqué, ou dorés ou argentés. Pour les objets de cette dernière catégorie, le carré est remplacé par une sorte de carré dont un côté est déformé et figure un arc de cercle.

*
**

Les ouvrages fabriqués en France et exportés sont soumis à l'obligation du poinçon de fabricant, comme les ouvrages destinés à la vente à l'intérieur suivant les distinctions exposées ci-dessus entre les ouvrages au titre légal et les ouvrages en doublé, plaqué, dorés ou argentés.

Toutefois, l'ordonnance du 30 Décembre 1839, apporte une dérogation à la règle générale d'après laquelle les objets à essayer doivent être préalablement revêtus du poinçon de maître. La loi du 10 Août 1839 autorise (art. 16) l'exportation d'ouvrages d'or et d'argent, sans marque des poinçons français et en franchise du droit de garantie, sous certaines conditions, notamment l'essai et l'obligation du titre. L'ordonnance du 30 Décembre 1839 (art. 1^{er}), décide que la présentation à l'essai pourra dans ce cas se faire sans marque de poinçon du fabricant sous un engagement de celui-ci de rapporter les objets achevés dans un délai maximum de dix jours.

Enfin, sur les ouvrages à bas titre destinés à l'exportation, les fabricants doivent apposer un poinçon de maître spécial, ayant la forme d'un pentagone irrégulier, composé d'un carré surmonté d'un triangle équilatéral, et contenant à l'intérieur l'initiale du nom du fabricant, un symbole dans la partie supérieure et l'indication du titre, dans la partie inférieure (Décret du 6 Juin 1884).

L'indication du titre peut être exprimée soit en millièmes, soit en carats, suivant les exigences du commerce d'exportation, sous la condition que le nombre indiquant les karats sera suivi d'un « K. » et que celui désignant les millièmes sera suivi d'un « M. ». Toute autre indication du titre de l'or et de l'argent est interdite.

Le fabricant est tenu de faire insculper son poinçon à la préfecture et à la mairie, dans les conditions du droit commun, avant de commencer sa fabrication. Dès que les agents de la garantie estiment que les empreintes du poinçon ne sont plus suffisamment nettes, ce poinçon doit être mis hors d'usage et remplacé.

Sur ces ouvrages à tous titres fabriqués pour l'exportation, ce poinçon doit être appliqué dès que leur fabrication est terminée, et avant tout polissage ou brunissage (même décret, art. 4). Cette prescription, qui est d'ailleurs l'application du droit commun, est importante; il est essentiel que les objets soient marqués avant la dernière main-d'œuvre; sinon, leur prise en charge pourrait être indéfiniment ajournée, au gré du fabricant, puisqu'aucun indice ne permettrait de reconnaître à quel moment a été effectué le finissage.

CHAPITRE IX

LES DROITS D'ESSAI ET DE GARANTIE

L'essai des ouvrages assujettis aux règles de la garantie donne lieu à la perception de droits. La loi de Brumaire An VI en fixait les tarifs dans ses articles 62 et 64.

Art. 62. — Le prix d'un essai d'or, de doré et d'or tenant argent, est fixé à 3 francs (par 120 grammes) et celui d'argent à 80 centimes (seize sous).

Art. 64. — L'essai des menus ouvrages d'or par la pierre de touche sera payé 9 centimes par décagramme (deux gros 44 grains et demi environ) d'or.

La loi de Brumaire n'avait pas prévu le droit d'essai pour les ouvrages d'argent essayés au touchau. La Commission des Monnaies, par circulaire du 15 Février 1827, le fixait à 0,20 par hectogramme, jusqu'à 400 gr.; à partir de 400 grammes, le tarif des essais à la coupelle était appliqué.

Aux termes de la décision ministérielle du 15 Novembre 1822, pour les ouvrages d'argent, essayés à la coupelle, renfermés dans un même sac et déclarés provenir de la même fonte, le droit d'essai de 0,80 prévu par la loi est applicable à chaque pesée de 2 kilogr.

Les droits d'essai, fixés par le ministre des Finances dans ces limites maxima de la loi de Brumaire, n'ont pas varié jusqu'en 1926. Le Décret du 3 Août 1926 les a modifiés comme il suit :

Ouvrages en or ou en platine :

Essai au touchau par 10 gr. ou fraction de 10 gr.	0,30
Essai à la coupelle, par opération	9,00

Ouvrages en argent :

Essai au touchau par 100 gr. jusqu'à 400 gr.	0,60
Par objet de plus de 400 gr.	2,40
Essai à la coupelle ou par voie humide par opération.	2,40

A la différence du droit de garantie, le droit d'essai n'a pas un caractère fiscal. Il est seulement la rétribution du travail de l'essayeur. Nous avons vu que, dans le régime de la loi de Brumaire, ce droit était en principe son unique rémunération, et perçu par lui à son profit personnel. Depuis la loi du 26 Décembre 1908, le service des essais est, au contraire, rattaché au service des laboratoires du Ministère des Finances, au fur et à mesure des vacances, et les droits d'essai sont alors perçus au profit de l'Etat.

Dans un cas comme dans l'autre, les droits d'essai étant la représentation d'un service rendu, ne donnent jamais lieu à remboursement.

*
* *

Les droits de garantie ont, au contraire, un caractère fiscal. Nous

avons vu comment, au xvr^e siècle, ses créateurs les justifiaient, comme une compensation des « remèdes » accordés aux fabricants sur le titre; mais, bien que le taux des tolérances n'eût pas été élevé, le tarif des droits de marque fut progressivement augmenté sous Louis XIV et Louis XV. A ceux-ci s'ajoutaient les droits des essayeurs et des contrôleurs.

Sous le régime de la loi de Brumaire, les droits de garantie conservent le caractère d'impôts. La déclaration du Conseil des Cinq-Cents du 26 Vendémiaire An VI, pour justifier le rétablissement de la garantie, avoue que les droits à percevoir sur ces objets « sont indispensables au Trésor Public ». Ce caractère fiscal s'est accentué avec l'élévation des droits et leur produit fournit au budget de l'Etat une recette qui n'est pas négligeable.

La loi de Brumaire fixait les droits de garantie (art. 21) à 20 fr. par hectogramme d'or et 1 fr. par hectogramme d'argent.

Mentionnons pour mémoire d'autres droits prévus par la loi de Brumaire et depuis tombés en désuétude : aux termes de l'article 29, les lingots d'or et d'argent affinés devaient payer un droit de garantie de 8 fr. 18 centimes par kilo (ou 2 fr. par marc) pour l'or, et de 2 fr. 04 centimes par kilo (ou 10 sous par marc) pour l'argent. Les lingots dits de tirage payaient un droit de 82 centimes par kilo (ou 4 sous par marc). En outre (art. 138), les tireurs d'or et d'argent devaient payer aux argues nationales des droits sur les lingots pour y être dégrossis, marqués et tirés, soit : pour les lingots de doré, et lorsque les propriétaires auront leurs filières, 50 centimes par hectogramme, et lorsqu'ils n'auront pas de filières, 75 centimes; pour les lingots d'argent, 12 centimes par hectogramme lorsque les propriétaires auront des filières, et, quand ils n'en auront pas, 25 centimes.

Ces divers droits ont disparu avec l'arrêt du fonctionnement des services officiels de l'argue et avec la réglementation de l'affinage dont les dispositions ont cessé d'être appliquées.

Au contraire, les droits de garantie ont été augmentés depuis la loi de Brumaire. Les lois du 30 Mars 1872 et du 30 Décembre 1873 les avaient fixés aux chiffres suivants :

Pour l'or, en principal 30 fr. double décime $1/2$ 7,50, soit au total 37,50 par hectogramme; pour l'argent, en principal, 1,60 double décime et demi 0,40, soit au total 2 fr. par hectogramme.

Pour le platine, nous avons exposé le régime admis par tolérance administrative, avant la loi du 8 Avril 1910 : emploi du platine à titre accessoire à 3, puis 5 0/0 au maximum; perception du droit de garantie de l'or, sur le poids total de l'objet, puis, à partir de 1904, sur le poids de l'or seulement. La Loi de Finances du 8 Avril 1910, qui a soumis les ouvrages en platine, aux lois sur la garantie, leur a appliqué le même droit qu'aux ouvrages en or, soit 37,50 par hectogramme. Le projet de loi prévoyait une élévation du tarif de 37,50 à 50 fr, décimes compris.

Grâce à son intervention, la Chambre Syndicale de la B. J. O. réussit à obtenir la disjonction de cette dernière disposition de la loi de finances de 1910, puis de la loi de finances de 1912 où le Ministre des Finances l'avait à nouveau insérée dans son projet

« Nous avons l'impression bien nette (1), écrivait la Chambre Syndicale dans sa protestation à la Commission du Budget, que cette augmentation exorbitante constitue dans l'esprit du législateur un impôt somptuaire, et non, comme à l'origine, un droit perçu en vue de pourvoir aux frais d'entretien des services de la garantie.

« Or, cet impôt somptuaire — qui devrait être payé par le consommateur — aura le résultat peu démocratique ou simplement peu équitable, de peser à peu près exclusivement sur de petits fabricants dont, actuellement, notre corporation est composée dans une proportion que, sans exagération, on peut évaluer à 80 0/0 au moins.

« Et si nous examinons la situation qui va leur être faite, nous constatons que ces petits industriels, auxquels l'emploi de la totalité de leurs faibles ressources serait si utile à l'extension de leurs affaires verront leurs capitaux réduits de 1/5 par suite de la nouvelle augmentation qui les menace.

« Cette proportion de 1/5 est, en effet, celle qui existe, entre le chiffre de 2.650 fr., prix du kilo de métal or qu'ils mettent en œuvre et le droit de 500 fr. par kilo, dont ils devront faire l'avance à l'Etat pour le contrôle de toutes les marchandises qu'ils auront fabriquées.

« C'est donc, de ce fait, une réduction de 1/5 de leur force d'expansion commerciale.

« Nous pensons nécessaire de signaler à titre d'exemple, combien notre profession est frappée dans sa base même :

« Un bijoutier qui a 50 kilos d'or fabriqué dans son stock, 132.500 fr., avance à l'Etat 20.000 fr. à l'heure actuelle; demain, ce chiffre sera porté à 27.000 fr., car le droit principal est augmenté dans la pratique de 40 fr pour frais d'essai, etc...

« Nous devons, en outre, faire remarquer que les objets fabriqués n'étant vendus que dans une proportion qui peut être fixée aux 4/5, le fabricant aura versé en trop 1/5 du montant total de ces droits de contrôle, que l'Etat aura indûment perçus. »

Les droits de garantie établis en 1872 et 1873, sont demeurés les mêmes jusqu'à la Loi de Finances du 22 Février 1924, qui leur a ajouté le double décime dont elle frappait l'ensemble des contributions directes et indirectes en vigueur.

Enfin, le décret du 3 Août 1926, a arrêté le tarif des droits de garantie aux chiffres suivants, qui sont actuellement les chiffres appliqués :

Ouvrages en platine et métaux assimilés : le gramme.	2,25
» » or	2,25
» » argent	0,12

En résumé, les droits de garantie sont montés, par hectogramme, depuis la loi de Brumaire An VI :

Pour l'or, de 20 fr. à 37,50 (1872) et à 225 fr. (1926)

Pour l'argent, de 1 fr. à 12 fr. (1926).

*
**

L'augmentation des droits de garantie, de l'An VI à 1926, ressort

(1) Chambre Syndicale de la B. J. O., séance extraordinaire du 26 Octobre 1909.

donc à 11,25 fois pour l'or et à 12 fois pour l'argent. Comparons cette hausse à celle des métaux précieux au cours de la même période. La loi monétaire de Germinal An XI fixait à 3,10 la valeur légale du gramme d'or monnayé, à 0,20 la valeur légale du gramme d'argent monnayé, valeurs correspondant au prix des lingots sur les marchés à cette époque. A l'heure actuelle, le cours de l'or oscille aux environs de 17 fr. le gramme, celui de l'argent autour de 0,60 le gramme, soit une augmentation respective de 5,48 fois pour l'or et 3 fois pour l'argent.

L'élévation des droits de garantie a donc dépassé la hausse commerciale des métaux précieux. Cette observation accuse nettement le caractère de ces droits, beaucoup plus fiscaux que représentatifs du service rendu.

Pour le platine, au contraire, s'il a supporté pendant quelque temps, à titre d'accessoire, les mêmes droits que l'or, malgré sa valeur inférieure, la critique dont ce régime était susceptible s'est aujourd'hui renversée. Les ouvrages de platine supportent des droits égaux à ceux de l'or, bien que la valeur marchande du platine, après des oscillations de large envergure, se maintienne actuellement autour de 65 fr. le gramme, soit environ le quadruple de celle de l'or.

Le régime actuel des droits de garantie manque donc d'harmonie. En bonne logique, on ne conçoit que deux systèmes d'imposition : ou bien les droits représentent une « taxe », au sens précis de la science financière, c'est-à-dire la rémunération d'un service rendu. Ils devraient alors seulement couvrir les frais du service de la garantie, et se tarifier à l'unité d'opération de marque avec coefficient de poids et de valeur des objets ; ou bien les droits représentent un impôt proprement dit, une recette budgétaire. Ils devraient alors, sans suivre évidemment toutes les oscillations commerciales de la matière première, être assis à des taux, proportionnels ou progressifs, suivant approximativement les cours respectifs des métaux précieux. Il est conforme à la justice fiscale qu'une bourse en platine soit grevée de droits supérieurs à ceux portant sur une bourse similaire en or ou en argent.

Les intéressés, par l'organe de la Chambre Syndicale de la B.J.O. préconisent naturellement le système de la taxe, qui porte en lui-même un frein à l'élévation des droits de garantie, tandis que le second autorise une progression aussi élastique que les besoins financiers de l'Etat.

Le système de la taxe se justifie par la corrélation étroite entre la perception du droit et l'apposition de la marque : c'est bien parce que l'Etat constate par un poinçon officiel les titres des ouvrages en métaux précieux qu'il demande l'argent. La taxe retombe par incidence du fabricant qui l'avance sur le commerçant, puis sur l'acheteur, qui trouve dans le poinçon la sécurité de son achat.

Le caractère somptuaire des droits de garantie se heurte du point de vue du commerce et de l'industrie des métaux précieux, à l'objection générale que suscite tout impôt d'entraver l'essor d'une branche de l'activité économique. L'avance de l'impôt faite par le fabricant, puis par le marchand, oblige ceux-ci à incorporer dans leur entreprise un capital supplémentaire, alors que la valeur élevée des matières premières nécessite déjà un capital initial et des fonds de roulement considérables. Si les articles manqués restent invendus, se démodent, le droit reste à la charge définitive du fabricant.

A ce dernier inconvénient, des tolérances administratives, que nous étudierons plus loin, ont remédié dans une certaine mesure. Il ne reste pas moins contre l'impôt de la garantie une grosse objection, c'est d'être un impôt spécial qui atteint uniquement l'industrie et le commerce des métaux précieux, et auquel échappent les autres activités économiques. La marque donne, il est vrai, aux transactions sur les ouvrages de métaux précieux, une sécurité dont ne bénéficient pas les autres commerces et industries. C'est une réponse péremptoire à l'objection, mais à condition seulement que la corrélation soit maintenue entre le montant du droit et le service rendu. Le droit de garantie se rattache ainsi à l'obligation du titre et à la marque officielle. Cela condamne la conception du Ministre des Finances, qui, dans le projet de loi de Finances pour 1910, proposait un droit sur le platine, constaté par un poinçonnement des ouvrages sans garantie de titre. Cet impôt, de nature essentiellement somptuaire, aurait créé une confusion entre le poinçon de garantie des ouvrages d'or et d'argent et le poinçon des ouvrages de platine, auquel le public aurait attribué, à tort, mais très certainement, le même effet de garantie.

Dans le régime international, les droits de garantie sur les produits nationaux auraient rendu impossible aux fabricants français la concurrence des ouvrages étrangers exempts de droits sur le marché français si les ouvrages importés n'étaient assujettis aux mêmes droits. Quant aux ouvrages français exportés, nous verrons que la levée de l'obligation du titre et l'exportation en franchise ou avec remboursement des droits leur permettent aujourd'hui de lutter à armes égales avec les ouvrages étrangers sur les marchés de l'extérieur.

Si, du point de vue de l'industrie et du commerce des métaux précieux, nous passons à celui des acheteurs, sur lesquels, en définitive, retombent les droits de garantie, ceux-ci peuvent se défendre par les mêmes arguments qui justifient tous les impôts somptuaires : légitimes puisqu'ils frappent des choses superflues, ils doivent être toutefois calculés de manière à ne pas tarir les transactions économi-

ques de la matière imposable. Aux droits de garantie ainsi envisagés comme impôts somptuaires, on peut cependant faire une double objection. D'une part, ils frappent des objets atteints par ailleurs par la taxe de luxe : c'est donc un impôt somptuaire de superposition, qui n'atteint que certaines catégories d'objets de luxe, tandis que d'autres supportent exclusivement cette taxe, sans impôt supplémentaire (exemple : objets d'art, tableaux, meubles anciens, etc...).

D'autre part, sans sortir même de la catégorie des ouvrages en matières précieuses, n'est-ce pas une injustice fiscale de faire porter tout le poids des droits de garantie sur les objets d'or, d'argent et de platine et d'en exonérer des bijoux faits de diamants, de perles ou d'autres pierres précieuses?

Cette considération avait déterminé le dépôt à la Chambre des Députés par M. Adrien Veber, le 26 Novembre 1907, d'une proposition d'impôt sur les pierres précieuses. L'impôt devait être perçu sur la valeur moyenne de la pierre; le paiement était constaté par l'apposition, sur la monture du bijou, d'un poinçon spécial, valant quittance, mais non garantie.

Cette proposition n'a pas eu de suite, en raison de ses difficultés d'application pratique. Il eût fallu dresser une liste, forcément arbitraire, des pierres précieuses assujetties à l'impôt. La composition des pierres n'a pas l'uniformité des alliages d'or et d'argent; elles n'ont pas un « titre » susceptible d'être déterminé avec la même précision scientifique que celui de l'or et de l'argent et présentent de l'une à l'autre des différences de qualité, très difficiles à apprécier, et dont il eût été cependant juste de tenir compte. Le plus sérieux obstacle à l'imposition était l'impossibilité de marquer la pierre précieuse elle-même. Le poinçonnage de la monture aurait favorisé des fraudes au détriment du fisc et des acheteurs par substitution de pierres, et les acheteurs auraient été à tort tentés de considérer les poinçons comme une garantie officielle. Cette observation montre que ce n'est pas du côté d'une extension du régime de la garantie, mais d'une taxe indépendante, que peut être poursuivie l'égalité de traitement fiscal des ouvrages d'or, d'argent et de platine et de ceux composés d'autres matières précieuses.

*
* *

Enfin, après le point de vue des industriels et des commerçants et le point de vue des acheteurs, il importe de considérer celui du Trésor Public. L'intérêt que présente pour les finances publiques le droit de garantie ressort du tableau suivant, qui donne un aperçu du mouvement des recettes produites par cet impôt.

(Les chiffres du tableau ci-dessous sont empruntés : jusqu'à l'année 1907, à l'ouvrage de Duband Victor, les ouvrages d'or et d'ar-

gent; pour les années 1916 à 1926 incluses aux tableaux publiés chaque année au « Journal Officiel ».)

En l'An VI, époque du rétablissement des droits de marque, on évalua le produit brut, décimes non compris, à Fr. 500.000

Lorsqu'en 1813, le territoire de l'Empire avait sa plus grande étendue, le produit brut, y compris le décime, atteignit le chiffre de 1.490.538

Descendu en 1817, après la réduction du territoire aux 85 départements, à 629.310

Il se releva promptement et atteignit en 1825, la somme de 1.640.458

En 1860, le produit s'est élevé à 3.021.640

En 1870, » » » » à 2.042.917

En 1873, » » » » à 5.386.491

En 1874, » » » » à 5.465.575

En 1880, » » » » à 6.326.653

En 1890, » » » » à 4.818.075

En 1903, » » » » à 7.920.925

En 1904, » » » » à 6.748.206

En 1906, » » » » à 7.372.297

En 1907, » » » » à 7.802.043

En 1916, » » » » à 4.369.331

En 1917, » » » » à 5.642.680

En 1918, » » » » à 6.241.174

En 1919, » » » » à 14.411.961

En 1920, » » » » à 14.584.855

En 1921, » » » » à 11.960.442

En 1922, » » » » à 13.201.495

En 1923, » » » » à 12.259.872

En 1924, » » » » à 14.696.625

En 1925, » » » » à 15.133.058

En 1926, » » » » à 24.369.446

L'augmentation des produits se constate nettement au lendemain de l'élévation des droits : en 1873; en 1924 (deux décimes), en 1926.

*
* *

A la différence des droits d'essai, le remboursement ou la compensation des droits de garantie est prévu dans certains cas. D'abord, par la loi, en cas d'exportation, de manière à permettre aux produits français, de concurrencer les produits étrangers à l'extérieur. La loi de Brumaire prévoyait le remboursement des 2/3 des droits comme sous l'ancien régime la déclaration de 1749. La loi douanière de 1872 admet plus judicieusement le remboursement intégral.

Dans le régime intérieur, le droit de garantie est perçu à titre

défaillit sur tout ouvrage présenté à l'essai. L'administration admet cependant certaines tolérances. L'article détérioré après la présentation à la marque et avant le finissage, peut, à la condition d'être brisé, être remplacé par un article neuf et d'un poids identique : cet article est marqué sans paiement d'un nouveau droit.

Une circulaire des contributions indirectes N° 474 du 25 Avril 1887, autorise une tolérance analogue pour les ouvrages nouveaux qui ne pourraient se vendre. Pour bénéficier de cette tolérance, le fabricant doit tenir un carnet spécial, dont le bureau de garantie a un double, et sur lequel il indique :

1° La date de l'admission au contrôle de l'objet nouveau modèle, avec mention de la réserve exprimée par lui que cette admission est faite à titre d'épreuve;

2° La description détaillée de l'ouvrage;

3° Le délai demandé par lui pour s'assurer de l'acceptation ou de la non-acceptation de cet ouvrage par le public; ce délai ne peut excéder six mois.

Cette tolérance peut être retirée à l'intéressé en cas d'abus ou d'inconvénient.

Les restrictions et les formalités imposées par cette circulaire rendaient bien limités et peu pratiques les cas de remboursement des droits de garantie. Elle exigeait une déclaration préalable du fabricant, c'est-à-dire la prévision, peu naturelle de sa part, que les ouvrages lancés par lui ne se vendraient pas, dans un délai qu'il fixait lui-même et dont le maximum imposé de six mois était vraiment trop court. De plus, le remboursement n'était prévu que pour les nouveaux modèles. Il ne s'appliquait ni aux ouvrages invendus par changement de mode, ni aux articles laissés pour compte et sans emploi par suite des erreurs de commission ou de fabrication. Les fabricants n'avaient, dès lors, que l'alternative, ou de fondre ces objets, en perdant à la fois les droits et la façon; ou de les exporter en bénéficiant du remboursement des droits; mais c'était nuire à la réputation de l'industrie française, en encombrant le marché étranger de produits vendus en solde, avec une façon avilie, et à la vente d'articles nouveaux de bon goût; ou de les faire fondre à l'étranger et de réimporter le lingot.

La Chambre Syndicale de la B. J. O., dès 1888, avait demandé la faculté de faire contrôler sans frais d'autres ouvrages, en compensation d'ouvrages d'un même métal et d'un poids égal neufs et poinçonnés, terminés ou en cours d'exécution, et devenus hors de vente; ceux-ci auraient été remis à la garantie pour être brisés (1).

Le projet de révision de la loi de Brumaire voté par le Parlement, puis devenu caduc, prévoyait l'assimilation à l'exportation de la destruction des objets poinçonnés, démodés et non vendus, et les

(1) Chambre Syndicale de la B. J. O., séance du 29 Mai 1888.

faisait bénéficier du remboursement des droits, sous la déduction d'un dixième représentant les dépenses faites par l'Etat.

Les démarches réitérées de la Chambre Syndicale ont fini par être couronnées de succès. Une décision prise par M. Ribot, Ministre des Finances, le 15 Mai 1916, a accordé le bénéfice de la compensation des droits de garantie sur les objets démodés ou transformés, dans les conditions suivantes :

« Il est tenu compte, par voie de compensation et sous déduction d'un vingtième, dans les conditions stipulées à la circulaire C. I. N° 474, du 25 Avril 1887, des droits de garantie afférents aux objets démodés, présentés à l'état de neuf par les fabricants eux-mêmes dans un délai qui ne peut excéder trois ans à dater de l'admission au contrôle.

« Peuvent également bénéficier de la compensation du droit de garantie les ouvrages neufs auxquels les fabricants ou marchands déclarent vouloir faire subir une transformation. Ces ouvrages sont présentés à la garantie, où les marques sont oblitérées et le poids des objets relevé. La présentation des nouveaux ouvrages doit avoir lieu dans un délai qui sera fixé par le service sur la demande du fabricant; jusqu'à concurrence du poids primitif, déduction faite d'un vingtième, ces nouveaux ouvrages seront exonérés du droit de garantie, mais en aucun cas, l'opération ne peut donner lieu à un remboursement.

« Les contestations qui pourront s'élever entre le service et le fabricant sur le point de savoir si un ouvrage est neuf seront tranchées par le Directeur Général des Contributions Indirectes, qui statuera après avis d'un ou plusieurs experts assermentés près les Tribunaux ou Cours d'Appel. »

CHAPITRE X

LE RÉGIME DE L'EXPORTATION

Le régime de la garantie à l'égard des ouvrages de fabrication nationale destinés à l'exportation a subi, depuis l'An VI, d'importantes modifications.

La loi de Brumaire ne contenait que quelques dispositions sur l'exportation. Tous les ouvrages d'or ou d'argent fabriqués en France devaient être conformes aux titres légaux, sans aucune exception prévue pour les ouvrages destinés aux marchés étrangers. Ces derniers étaient donc soumis à l'obligation du titre dans les mêmes conditions que les objets destinés à la consommation intérieure. En cas de sortie des ouvrages neufs, les droits de garantie étaient restitués au fabricant, sauf une retenue d'un tiers (art. 25). Cette restitution devait être faite par le même bureau de garantie qui avait perçu les droits, sur la représentation d'un certificat de l'Administration des Douanes, constatant la sortie de France, rapporté dans le délai maximum de trois mois (art. 26). La sortie devait avoir lieu par des points désignés par l'Administration (art. 27).

Ce régime avait pour l'industrie française de nombreux inconvénients. La perception du droit de garantie au moment de la présentation des ouvrages au bureau de la marque obligeait les fabricants à faire l'avance de l'impôt, pour des sommes considérables dès que leur commerce d'exportation offrait quelque importance. La restitution limitée aux 2/3 laissait à leur charge 1/3 de l'impôt, qui s'ajoutait au prix de leurs ouvrages, et les mettait en état d'infériorité en face des concurrents des pays jouissant de la liberté complète. L'obligation du titre ajoutait une autre entrave à l'exportation : la France ne pouvait offrir à l'étranger que des objets de haute valeur, certes, et garantis dans leur composition par l'Etat, mais dont le prix élevé ne pouvait satisfaire qu'une clientèle réduite. La liberté du titre permettait à l'Allemagne, à l'Amérique, à l'Angleterre, à la Suisse, aux Etats-Unis, de fabriquer des ouvrages à bas prix, en grande quantité, qui trouvaient un débouché assuré dans toutes les classes de la population de ces pays, et notamment de l'Amérique du Sud et de l'Amérique Centrale.

Pour remédier à un régime légal de la garantie qui risquait de compromettre la prospérité d'une industrie imminemment française et pour lui permettre de lutter à armes légales avec les concurrents étrangers sur leur propre terrain, des lois importantes ont réalisé successivement : le système de l'exportation en franchise ; la resti-

tution intégrale du droit à l'exportation; enfin, et surtout, l'atténuation et même la suppression de l'obligation du titre pour les ouvrages exclusivement destinés à l'exportation.

I. — L'EXPORTATION EN FRANCHISE DES DROITS DE GARANTIE

La loi de Finances du 10 Août 1839 (art. 16) a donné une première satisfaction aux doléances du commerce d'exportation; elle autorise la sortie d'ouvrages d'or, sans marque des poinçons intérieurs français et sans paiement du droit de garantie. Les exportateurs ont trouvé dans cette nouvelle législation un double avantage : ne plus faire l'avance de la taxe; profiter du dégrèvement total, alors que restait en vigueur la disposition de la loi de Brumaire, limitant aux 2/3 la restitution des droits perçus.

La loi du 10 Août 1839 est encore en vigueur. Elle a perdu son second intérêt, depuis que la loi du 30 Mars 1872 (art. 2) a accordé la restitution de la totalité des droits, mais elle conserve le premier d'éviter aux fabricants l'avance des droits. D'autre part, elle a conservé sa raison d'être, même depuis la loi du 25 Janvier 1884, sur la liberté du titre d'exportation, car son domaine d'application ne comprend que des ouvrages au titre légal, soumis à l'essai, et à un poinçonnage spécial.

Aux termes de l'article 16 de la loi de 1839, après avoir été soumis à l'essai et reconnus au titre légal, les objets bénéficiant de la franchise « doivent rester déposés au bureau de la régie, ou placés sous la surveillance de ses préposés, jusqu'au moment où l'exportation en sera constatée ». Une ordonnance du 30 Décembre 1839 et une circulaire N° 237 du 11 Juillet 1840 édictent des règles minutieuses pour prévenir les fraudes consistant à écouler à l'intérieur des ouvrages poinçonnés qui n'auraient pas acquitté les droits.

Le fabricant peut présenter ses objets à l'essai, sans marque de poinçon de maître, après avoir souscrit une déclaration de leur nombre, espèce et poids, et un engagement de les apporter achevés dans un délai maximum de 10 jours. La déclaration ne doit être faite que lorsque les ouvrages sont assez avancés pour que la différence entre le poids des ouvrages bruts et achevés soit presque nulle, et déterminée seulement par le travail de dernière main-d'œuvre (polissage, brunissage, mise en couleur).

Les ouvrages sont marqués, suivant les règles ordinaires, du poinçon d'exportation à la tête de Mercure de grande ou de petite garantie, suivant le titre et le mode d'essai.

Plus rarement, les fabricants exportent en franchise suivant les mêmes règles, mais sans faire marquer les objets. Après essai, le poinçon est alors appliqué sur une petite métallique attachée par un

fil de soie, l'ouvrage étant disposé de manière qu'elle ne puisse être détachée. (Ordonnance du 11 Décembre 1839, art. 5.)

Au moment de la remise aux fabricants, les ouvrages marqués de l'une ou de l'autre manière sont pris en charge à son compte. La décharge s'opérera par la justification de l'exportation dans le délai de trois mois, ou par la prise en charge au compte d'un négociant, d'un commissionnaire, ou d'un marchand en gros (art. 6). Les manquants reconnus aux comptes, lors des recensements ou inventaires sont soumis aux droits de garantie (art. 7).

L'ordonnance de 1839 autorise l'achat des ouvrages déclarés pour l'exportation, pris en compte chez les fabricants, par des négociants, des commissionnaires ou des marchands en gros patentés en cette qualité. Avant d'en prendre livraison, ils doivent faire une déclaration descriptive au bureau de garantie et se soumettre à la prise en charge dans les mêmes conditions que le fabricant (art. 8).

Les fabricants et négociants exportateurs peuvent seuls avoir en leur possession des ouvrages marqués du poinçon d'exportation ou de marque volante. Il est interdit à toutes autres personnes faisant le commerce d'ouvrages d'or et d'argent, sous les peines de droit, d'en détenir; elles ne peuvent avoir que des ouvrages marqués des poinçons ordinaires de garantie (art. 8).

Les fabricants et négociants exportateurs doivent aussi souscrire une soumission d'exportation, qui, après avoir été visée à la sortie par la douane, est déchargée à leur compte. Elle mentionne le nombre et le poids brut des objets, le bureau de sortie et le pays de destination. Comme elle n'indiquait pas les numéros, marque et poids brut des colis renfermant les ouvrages, le service des douanes, pour vérifier la conformité du colis à la soumission, devait le faire ouvrir, d'où des retards préjudiciables au commerce. La circulaire N° 505 du 25 Février 1888, pour simplifier les vérifications autorise les exportateurs à faire constater ces indications sur la soumission par le bureau de garantie.

Les objets marqués du poinçon d'exportation et pris en charge peuvent être livrés à la consommation intérieure, mais ils doivent, au préalable, être présentés au bureau de garantie, et acquitter les droits. Ils sont marqués du poinçon de retour à tête de lièvre, comme les ouvrages réimportés sortis en franchise, ou avec remboursement de la taxe.

II. — REMBOURSEMENT DES DROITS DE GARANTIE SUR LES OUVRAGES EXPORTEES AVEC MARQUE DES POINÇONS COURANTS.

Le régime d'exportation en franchise établi par la loi des finances du 10 Août 1839 avait libéré d'une entrave fiscale le commerce d'exportation et rétabli l'égalité de la concurrence avec l'étranger. Son domaine d'application était toutefois assez limité, et, en dehors des

cas où jouait ce régime, les inconvénients de la loi Brumaire subsistaient. Seuls bénéficiaient de la loi de 1839 les fabricants, négociants ou marchands en gros, patentés en cette qualité, et l'apposition du poinçon d'exportation comportait une soumission d'exportation dans un délai de trois mois. La loi de 1839 n'intéressait donc que les commerçants exportateurs en cette qualité, que les ouvrages fabriqués en vue d'une exportation prochaine et certaine. Or, il arrive qu'un fabricant fasse des ouvrages sans les destiner dès leur exécution à l'extérieur ; qu'un marchand achète des objets pour les revendre en France, puis trouve à les vendre à l'étranger. Dans tous ces cas, les ouvrages avaient été présentés à l'essai et poinçonnés suivant les règles ordinaires, puisque les marchands ne peuvent détenir que des objets marqués des poinçons de garantie.

Le fabricant, qui avait dû payer les droits de garantie ou le marchand sur qui il les avait récupérés, se trouvait gêné pour exporter par le 1/3 du droit dont il supportait définitivement la charge. Pour donner tout son essor au commerce de l'exportation, il était équitable de lui accorder le remboursement intégral des droits. La loi du 30 Mars 1872 a réalisé cette réforme. Par compensation de la majoration sensible qu'elle apportait aux droits de garantie, elle a accordé la restitution de la totalité du droit à la sortie (art. 2).

La loi du 30 Mars 1872 complétait heureusement ainsi les dispositions de celle du 30 Août 1839. Elle libérait l'exportation de l'obstacle fiscal, du droit de garantie, dans les hypothèses où le bénéfice de la sortie en franchise ne pouvait jouer. Le remboursement intégral du droit, de même que la sortie en franchise, équivalait à une prime à l'exportation.

Malheureusement, les fraudes auxquelles donna lieu l'application de la loi du 30 Mars 1872 contraignirent bientôt l'administration à entourer son exécution d'un réseau de formalités extrêmement gênantes, pour les transactions d'exportation, et telles que les acheteurs étrangers hésitaient souvent à s'approvisionner en France.

La circulaire N° 266 du 18 Mars 1879 analyse en ces termes les motifs qui ont rendu nécessaire cette réglementation précisée par le règlement d'administration publique du 27 Juillet 1878, rendu d'accord avec les représentants des principaux centres industriels, à la suite d'études préparatoires concertées entre l'administration des finances et les industriels.

« Le but de cette disposition libérale de la loi de 1872 a été de favoriser notre industrie et de lui permettre de soutenir avec avantage la concurrence sur les marchés étrangers. Mais en même temps que le commerce régulier profitait, dans l'intérêt de son développement, de cette nouvelle concession, certains industriels en abusaient pour se créer, au préjudice du Trésor et de leurs confrères honnêtes, des bénéfices illicites. A la faveur de la restitution intégrale du droit, qui leur assure une prime très rémunératrice, ils ont organisé, en effet, une spéculation consistant à réintroduire clandestinement les articles de bijouterie exportés avec la marque des poinçons intérieurs. Une fois la frontière franchie, à leur retour en France, ces articles, qui ne portent aucun signe de nature à faire connaître qu'ils

ont bénéficié du remboursement de l'impôt, peuvent être livrés impunément à la consommation intérieure, ou même faire l'objet d'une nouvelle déclaration d'exportation donnant lieu à un second remboursement. Les efforts du service des Douanes pour combattre les réintroductions clandestines, les mesures préventives, prescrites sur différents points par l'administration, dans le même but, ont sans doute contribué à diminuer l'importance des fraudes dont il s'agit, mais non à les entraver complètement ».

La principale réforme inaugurée par ce règlement consiste dans l'obligation de revêtir d'un signe spécial tous les objets exportés avec remboursement du droit qui sont susceptibles de recevoir sans dommage l'application de cette marque. Une distinction nette et ostensible est ainsi établie entre les bijoux passés à l'étranger, après avoir donné ouverture à la restitution des droits précédemment acquittés, et ceux qui, restés en France, n'ont profité d'aucun remboursement.

L'Administration, d'accord avec les représentants du commerce intéressé, avait projeté tout d'abord en vue de couper court aux réimportations frauduleuses d'oblitérer dans tous les cas les marques intérieures apposées sur les ouvrages pour lesquels le remboursement des droits serait réclamé. Mais à la suite d'une enquête plus approfondie, il a été reconnu qu'une mesure aussi radicale deviendrait d'une exécution difficile, sinon impraticable, lorsqu'il s'agirait de menus articles qui, en raison de leur délicatesse et de leur ténuité, courraient le risque d'être détériorés par l'oblitération. Il était démontré d'ailleurs, que la fraude avait spécialement porté sur des objets d'un poids relativement élevé.

D'après cet ordre d'idées, l'article 2 du règlement prescrit la répartition en trois catégories des ouvrages d'or et d'argent, et subordonne la restitution des droits à des formalités différentes pour chacune d'elles :

1°. — Ouvrages de la première catégorie : oblitération des marques de poinçons de titre et de garantie et, à défaut de demande contraire de l'exportateur, apposition de l'empreinte du poinçon d'exportation ;

2°. — Ouvrages de la seconde catégorie : application de l'empreinte du poinçon d'exportation, sans oblitération de la marque des poinçons de titre et de garantie ;

3°. — Ouvrage de la troisième catégorie : conservation des empreintes existantes, sans addition de nouvelles marques.

La répartition des ouvrages par catégories a été effectuée par un arrêté ministériel du 5 Février 1879, de la manière suivante : (nous négligeons les détails et exceptions) :

1^{re} CATÉGORIE

1. — Tous les ouvrages en or du poids de 10 grammes et au-dessus à l'exception de ceux classés dans les 2^{me} et 3^{me} catégories ;

2. — Les montres en or, sans distinction de poids ;
3. — Les ouvrages en or et en argent des deux premières catégories et marqués du poinçon Le Charançon.

2^{me} CATÉGORIE

1. — Les bracelets, colliers et similaires en or, même d'un poids supérieur à 10 grammes, recevant la marque sur le cliquet du fermoir.
2. — Les ouvrages creux en or de 2 à 10 grammes.
3. — Les ouvrages en or, pleins, tels que chaînes, bagues, etc... de 1 à 8 grammes.
4. — Tous les articles d'orfèvrerie et de bijouterie en argent du poids de 10 grammes et au-dessus, sauf ceux portés dans la 3^{me} catégorie.
5. — Les montres en argent.

3^{me} CATÉGORIE

1. — Tous les objets en or creux de moins de 2 grammes, et pleins de moins de 1 gramme.
2. — Les ciseaux, poinçons de nécessaires, etc... en or.
3. — Les objets où l'or sert d'ornement ou de monture légère à des corps fragiles.
4. — Les pièces en argent de moins de 10 grammes ; les pièces en argent, quel qu'en soit le poids, où ce métal n'entre que comme garniture.
5. — Les manches de couteaux, de fourchettes, et pièces semblables montées en argent.

Le poids fixant la catégorie est déterminé, abstraction faite des pierres, cristaux, etc...

L'empreinte des poinçons d'exportation doit être essentiellement appliquée immédiatement à côté de celle du poinçon intérieur, oblitéré ou non.

Le travail d'oblitération et de marque étant parfois susceptible d'altérer le fini des ouvrages, l'exportateur peut être admis à les remporter après l'opération, pour les retoucher, sous condition d'une soumission spéciale et d'une nouvelle reconnaissance de l'assortiment. Une fois les objets vérifiés, il est délivré à l'exportateur une soumission reproduisant sa déclaration détaillée et signée. Les ouvrages sont emballés en présence du service. Le cachet du bureau est apposé sur l'enveloppe les renfermant, ainsi qu'en marge du certificat, mentionnant l'accomplissement de toutes les formalités, placé au bas de la soumission.

Le tout est ensuite remis à l'exportateur, qui doit justifier de l'exportation dans les délais prescrits.

La soumission est visée par les deux préposés qui ont assisté à la sortie ou à l'embarquement, puis renvoyée au contrôleur de la ga.

rantie qui l'a délivrée. La sortie ne peut avoir lieu que par l'un des bureaux de douane dont la liste est dressée par l'Administration.

Le remboursement des droits est de plus entouré de formalités. L'exportateur, prévenu de la rentrée de la soumission au bureau de garantie, est invité à fournir une demande de remboursement sur papier timbré, au plus tard le 30 de chaque mois. Il date et signe au verso de la soumission la mention indiquant qu'il réclame la restitution des droits. Si une soumission est égarée, il lui appartient de faire le nécessaire pour fournir en temps utile les justifications de sortie exigées par la loi en demandant un duplicata.

Dès que le remboursement est autorisé, l'exportateur en est prévenu. D'après la loi Brumaire (Art. 26), la restitution des droits devait être effectuée par le bureau de garantie qui les avait perçus. L'ordonnance du 30 décembre 1839 ne reproduisant pas cette restriction, les ouvrages empreints des marques légales, quelle que soit leur provenance, peuvent être admis pour l'exportation dans tous les bureaux indistinctement. Le remboursement est effectué par le receveur principal des contributions indirectes de la circonscription du bureau de garantie qui a délivré la soumission d'exportation.

Sont seuls admis au remboursement des droits, les ouvrages neufs, et non les ouvrages usagés et remis à neuf. En sont exclus : les montres marquées de la Chimère; les ouvrages poinçonnés au Hibou ou au Cygne, ou au poinçon E.T. Le bénéfice de la restitution s'applique aux ouvrages neufs fabriqués en France et envoyés à l'étranger ou aux Colonies Françaises (décision ministérielle du 25 Janvier 1815).

Il s'applique aussi aux ouvrages provenant des pays avec lesquels ont été conclus des traités de commerce entraînant, en cas de réexportation, le bénéfice de la restitution des droits de garantie perçus à l'entrée en France (décision ministérielle du 30 Mars 1869) et actuellement marqués du Charançon.

Avant le décret de 1878, le poinçon d'exportation insculpé sur les ouvrages exportés en franchise ou avec remboursement des droits, représentait une tête de Mercure, mais il était unique pour l'or et l'argent, et n'indiquait pas le titre du métal employé. Il ne garantissait donc en fait que le dernier titre.

Pour donner satisfaction aux réclamations du commerce et favoriser l'usage du poinçon spécial d'exportation, le décret du 27 Juillet 1878 a substitué au poinçon d'exportation en service de nouveaux poinçons, conservant l'effigie de la tête de Mercure, mais indiquant la nature et le titre du métal employé.

La marque d'exportation a ainsi, au point de vue du titre, la même valeur que la marque intérieure.

La question s'est posée de savoir si des bijoux marqués au poinçon d'exportation pouvaient être transportés par un voyageur ou confiés à un marchand à titre d'échantillons.

La commission de contrôle de la Chambre Syndicale de la B. J. O. suggérait, en l'absence d'un texte tranchant la question, le *modus vivendi* suivant : le fabricant doit à toute réquisition rendre compte des marchandises d'exportation qu'il a en charge; s'il ne les a pas chez lui, indiquer où elles sont, les faire rentrer chez lui au complet pour le moment qui lui sera fixé, et présenter les soumissions de marchandises cédées par lui à d'autres preneurs en charge; en un mot, se soumettre aux exigences de la surveillance indiquée par la loi de 1839.

Le fabricant, estimait la commission, peut, tout comme pour l'or à bas titre, faire circuler des bijoux exportation, lorsqu'il s'agit de les présenter comme échantillons destinés à amener des commandes (1).

L'administration a fait observer que l'ordonnance de 1839 interdisait formellement la circulation en France des marchandises marquées au poinçon exportation ailleurs que chez les fabricants et exportateurs. Toutefois, elle a admis la remise à chaque fabricant qui en ferait la demande d'un carnet à souche; chaque fois qu'un fabricant confie des marchandises de cette espèce à un marchand, il adjoint à sa facture conditionnelle, une souche détachée du carnet, relatant la marchandise contrôlée « exportation », à charge par lui de la faire contrôler « France » si elle se trouve vendue, ou de payer les droits s'il y a empêchement commercial de la régulariser. Cette tolérance peut être retirée en cas d'abus. (2)

III. — LA LIBERTÉ DU TITRE A L'EXPORTATION.

(LOI DU 25 JANVIER 1884).

Grâce à la franchise admise par la loi du 10 Août 1839 et au remboursement intégral autorisé par la loi du 30 novembre 1872, l'industrie française était en mesure d'écouler ses produits dans les pays étrangers, sans avoir à redouter la majoration de prix résultant des droits de garantie français. Le système de poinçon d'exportation introduit par le règlement de 1878 conférait même à ses ouvrages l'avantage sur ceux des pays de libre commerce des métaux précieux, d'une attestation officielle du titre sans aucun droit à payer.

Si avantageux que fût pour l'industrie nationale d'exportation de métaux précieux ce régime d'immunité fiscale, il ne la plaçait pas sur un pied d'égalité parfaite avec l'industrie étrangère : les hypothèses d'exportation en franchise demeuraient limitées; le remboursement des droits impliquait, sans parler de l'avance du montant de ces droits faite par le fabricant, de longues formalités, des pertes de temps. Enfin et surtout, l'obligation du titre, si elle

(1) Chambre Syndicale de la B. J. O., séance du 21 Octobre 1890.

(2) Chambre Syndicale de la B. J. O., séance du 20 Octobre 1891.

maintenait le renom à l'étranger de l'orfèvrerie, de la joaillerie et de la bijouterie françaises, réservait au pays de libre fabrication le vaste débouché des objets à bas titre et à bas prix.

L'industrie allemande en particulier, depuis qu'elle avait obtenu la liberté de fabriquer à tous titres, avait pris un essor remarquable et sa production, négligeable au début du XIX^e siècle, avait accusé vers 1872 une progression qui la rapprochait de la production française, beaucoup plus lente dans son développement.

Dans les seules villes de Pforzheim, Hanau, Gmünd, Stuttgart, la fabrication qui, en 1810, au titre uniforme de 18 carats, ne dépassait pas 21 ateliers, et une valeur d'un million de francs, atteignait, 60 ans après, avec la liberté du titre, 475 ateliers et une valeur de 130 millions.

Dans un rapport présenté le 16 Décembre 1879, à la Chambre Syndicale de la B. J. O., M. Labouriau communiquait les renseignements suivants, (extraits pour la plupart des statistiques de la Chambre de Commerce de Pforzheim), sur les progrès de la production dans cette ville :

ANNÉES	VALEUR DE L'OR TRAVAILLÉ	NOMBRE DE FABRIQUES	NOMBRE D'OUVRIERS
1810	180.000 fr.	»	1.000
1838	1.000.000 »	56	2.000
1854	»	82	3.000
1869	25.000.000 »	185	1740
1871	46.000.000 »	278	9.000
1873	»	425	»

Monsieur Vever tenta de dresser la statistique comparée de la production française d'après les statistiques publiées par la Chambre de Commerce de Paris, et constata les chiffres suivants :

ANNÉES	VALEUR DES OBJETS FABRIQUÉS	NOMBRE DE FABRIQUES	NOMBRE D'OUVRIERS
1847	60.888.834 fr.	485	4.989
1860	67.854.300 »	701	5.700
1867	77.662.368 »	1.342	»
1869	82.331.880 »	1.333	»
1871	55.998.432 »	1.318	»
1872	91.491.120 »	1.252	7.350
1876	87.956.820 »	1.258	»
1878	96.179.832 »	1.318	10.971

Enfin, M. Soufflot, dans son rapport à la Chambre Syndicale du 22 Juin 1880, soulignait le grave fléchissement des exportations françaises, en trois années, d'après les indications fournies par le Courrier du commerce et de l'industrie.

	1877	1878	1879
Bijouterie avec pierres précieuses perles, etc.	849.982 fr.	283.640 fr.	128.884 fr.
Bijouterie avec pierres courantes et tout or	35.062.610 fr.	27.794.905 fr.	25.978.073 fr.

La question de la liberté du titre à l'exportation avait déjà été soulevée, sans résultat, en 1838 et 1864. En 1871, M. Tirard déposait sur le bureau de l'Assemblée Nationale un projet tendant à modifier la loi de Brumaire et, notamment, à autoriser la liberté du titre pour les ouvrages exclusivement destinés à l'exportation.

La Chambre Syndicale de la B. J. O., saisie de la question, se prononça pour le maintien du titre à l'intérieur, mais réclama « pour le commerce extérieur, la liberté la plus absolue, la faculté de travailler l'or à tous les titres sans contrôle, sans aucune autre garantie que celle du producteur ». (1)

Prise en considération par l'Assemblée Nationale, et objet d'un rapport favorable de Commission, la proposition Tirard fut rejetée en 1874.

Malgré cet échec, la Chambre Syndicale continue sa campagne en faveur de la liberté d'exportation. Dans une communication du 16 Décembre 1879, M. Labouriau présente les statistiques mentionnées plus haut. Il signale les dangers de la concurrence étrangère, l'abandon de la place de Paris par les acheteurs, et il demande la liberté du titre pour l'exportation. La commission nommée par la Chambre Syndicale, à la suite de cette communication, conclut dans le même sens, sur le rapport de M. Soufflot, en Février 1880. Une Assemblée Générale de la corporation est convoquée le 5 Mai pour discuter la question. L'Assemblée, tout en écartant la liberté du titre à l'intérieur, l'adopte pour l'exportation. Une pétition en ce sens recueille 516 signatures en faveur de cette mesure contre 67 opposants.

Signalons en passant, les objections soulevées par l'opposition, auxquelles M. Soufflot répondit dans son rapport du 22 Juin 1880.

Comment pourrait être combinée la fabrication à tous les titres pour l'étranger avec l'interdiction de vendre en France des bijoux à ces mêmes titres? Par un compte de prise en charge des articles à bas titre et de décharge de ces articles exportés, le fabricant étant responsable des manquants. Par quelle dénomination éviter la confusion entre l'or au titre de 18 carats et le métal à bas titre? On appellerait celui-ci de l'or, comme dans les pays où la fabrication à tous titres est autorisée, mais le fabricant serait obligé d'indiquer le titre sur sa facture. Le Trésor ne serait-il pas lésé? Non, puisque déjà

(1) Rapport de Falize Ainé, Président, à l'Assemblée Générale de la Chambre Syndicale de la B. J. O. du 15 Avril 1872.

l'exportation au titre légal n'est pas soumise aux droits de garantie. Si les fabricants français sont autorisés à vendre à l'étranger de l'or à bas titre, la France ne sera-t-elle pas obligée, par réciprocité, de recevoir de l'étranger de mêmes articles? Le Ministre du Commerce a répondu que le Gouvernement ne pourrait accorder aux étrangers des droits supérieurs à ceux qu'il donne à ses nationaux. Donc, en aucun cas, les étrangers ne pourront vendre en France des produits que les Français ne pourraient pas vendre chez eux.

Enfin, la liberté du titre ne favorisera-t-elle pas les usines et les manufactures importantes au détriment des petits ateliers? Un tel fait ne s'est pas produit en Allemagne et n'aura pas à se produire en France. D'ailleurs, tous les fabricants pourront continuer à faire des objets de 18 carats comme auparavant (1).

En Octobre 1880, la pétition fut remise à M. Spuller, député, qui la déposa, le 5 Février 1881, sur le Bureau de la Chambre des Députés. Une proposition de loi fut déposée à la Chambre en 1882, par MM. Viette, Ordinaire, Gaudy et Lockroy, soutenue par M. Tirard, Ministre des Finances; elle fut votée par la Chambre, sur le rapport de M. Viette, le 3 Juillet 1882.

Le 25 Décembre, M. Dietz Monin, rapporteur de la Commission du Sénat, demanda son avis à la Chambre Syndicale, sur les deux points suivants :

1° La liberté absolue du titre à l'intérieur comme à l'extérieur, avec poinçonnage facultatif;

2° La création d'un quatrième titre légal à 14 carats avec poinçon obligatoire, demandée pour les boîtiers de montre par la Chambre Syndicale de l'Horlogerie de Besançon.

La Chambre Syndicale de Paris repoussa ces deux propositions, estimant que le texte voté par la Chambre des Députés lui donnait satisfaction. Sur la première question d'ailleurs, les intéressés étaient eux-mêmes très divisés.

La proposition votée par la Chambre des Députés rencontra au Sénat une assez vive opposition, malgré l'avis favorable du rapporteur de la Commission. Toutefois, le 13 Novembre 1883, le Sénat adopta le principe de la liberté du titre à l'exportation, sur un texte différent de celui de la Chambre des Députés. Il admit de plus le quatrième titre légal pour les boîtes de montres.

Le 25 Janvier 1884, la Chambre des Députés vota le projet du Sénat, dans le texte même adopté par la Haute Assemblée, avec l'addition relative au quatrième titre.

*
**

Le vote de la loi une fois acquis, la Chambre Syndicale entre.

(1) Rapport de M. Soufflot, Assemblée générale de la Chambre Syndicale du 5 Mai 1880.

prit des démarches pressantes auprès de l'administration et de la commission d'enquête pour obtenir la promulgation rapide du règlement d'administration publique prévu pour la mise en application de la loi et pour que les formalités de justification d'exportation imposées ne fissent pas perdre aux fabricants et exportateurs le bénéfice de la loi. Ce règlement, rendu le 6 Juin 1884, ne répond pas aux espoirs de la Chambre Syndicale, et il est aujourd'hui très critiqué.

La loi du 25 Janvier 1884 crée (art. 1^{er}) « pour la fabrication des boîtes de montres d'or seulement, destinées exclusivement à l'exportation, un quatrième titre légal à 583 millièmes, lequel sera obligatoire ».

Ces boîtes de montres sont soumises à l'essai à la coupelle (Circulaire des Monnaies N° 10 du 29 Janvier 1884) et à la marque dans les conditions ordinaires, en franchise du droit de garantie; le fabricant supporte les droits d'essai.

La garantie impose un poinçon spécial, la tête d'Egyptienne, décrit plus haut, indicatif du titre et de la destination à l'étranger.

La circulaire N° 468 du 19 Février 1887 autorise l'exportation sans marque de garantie ni de fabrique, sous le régime de l'ordonnance du 30 Décembre 1839 : déclaration de fabrication; engagement de rapporter les boîtes de montre achevées dans les dix jours; expédition immédiate sous plomb ou cachet du bureau de garantie du colis accompagné de la soumission réglementaire.

La liberté du titre pour l'exportation est proclamée par l'article 2 de la loi du 25 Janvier 1884 :

« Par dérogation aux dispositions du dit art. 4 (de la loi de Brumaire), et en dehors de celles énoncées à l'article 1^{er} ci-dessus, les fabricants seuls, d'orfèvrerie, joaillerie, bijouterie et boîtes de montre sont autorisés à fabriquer à tous autres titres des objets d'or et d'argent, exclusivement destinés à l'exportation. »

Les objets ainsi fabriqués à tous titres ne reçoivent, en aucun cas, l'empreinte des poinçons de garantie, mais ils doivent être marqués, aussitôt après l'achèvement, avec un poinçon de maître spécial, que nous avons décrit, et auquel sa forme a fait donner le nom de poinçon « Obus ».

Le poinçon doit indiquer en chiffres le titre de l'alliage, lequel sera reproduit sur la facture (art. 2).

Pour pouvoir user des facultés accordées par la loi du 25 Janvier 1884, les fabricants, négociants et commissionnaires exportateurs, doivent faire une déclaration à la Préfecture de leur Département et à la Mairie de leur Commune; à Paris, à la Préfecture de Police et au bureau de la garantie (art. 3).

Ils sont soumis aux visites des employés des contributions indirectes dans les conditions du droit commun, et à toutes les dispositions, non contraires à celles de la présente loi, de la législation qui régit le commerce des matières d'or et d'argent (art. 4 et 5).

La liberté du titre n'étant accordée que pour l'exportation, la loi du 1884 a édicté des pénalités pour empêcher que les ouvrages à bas titre ne soient livrés à la circulation intérieure. L'article 7, interdit formellement « de livrer à la consommation intérieure, sous aucun prétexte, les ouvrages d'or et d'argent dont la présente loi n'autorise la fabrication qu'en vue de l'exportation ». Ceux de ces ouvrages qui seraient trouvés chez des fabricants, négociants ou commissionnaires, n'ayant pas fait la déclaration prescrite par l'art. 3, ou dont la mise en vente à la consommation intérieure sera constatée, seront saisis et donneront lieu aux poursuites devant le Tribunal Correctionnel. Les détenteurs des objets saisis en encourront la confiscation sans préjudice des peines prononcées par l'article 9 (art. 8).

Les contraventions aux dispositions de la loi et à celles du règlement d'administration publique sont sanctionnées par la confiscation des ouvrages et par une amende qui sera, pour la première fois, de dix fois la valeur des objets confisqués; pour la seconde fois, du double proportionnel de la première, avec affichage de la condamnation aux frais du délinquant; la troisième fois, l'amende sera quadruple de la première, et le commerce ainsi que la fabrication des ouvrages d'or et d'argent seront interdits au délinquant sous peine de confiscation et de tous les objets de son commerce.

En cas de manquant constaté lors des inventaires ou de sorties non justifiées, l'amende sera de 75 fr. par hectogramme, s'il s'agit d'objets en or, et de 4 francs par hectogramme s'il s'agit d'objets en argent (art. 9).

Le règlement du 6 Juin 1884 prescrit des formalités minutieuses pour assurer la bonne exécution de la loi.

Au fur et à mesure que les ouvrages à bas titre sont poinçonnés, le fabricant est tenu de les inscrire sur un registre coté et paraphé par le directeur, que l'administration des contributions indirectes lui remet gratuitement. Le registre doit être représenté à toute réquisition aux agents de surveillance, qui le visent, et y inscrivent les résultats de leur recensement.

Le même registre sert aux commissionnaires entrepositaires, pour les bijoux à tous titres, qu'ils reçoivent des fabricants en vue de l'exportation (Circulaire N° 398 du 7 Juin 1884).

L'inscription au registre mentionne la nature des objets par espèce de métal (or ou argent); leur nombre, leur titre, leur poids brut, et, pour les objets composés de pièces rapportées de métaux différents, le poids de chaque espèce de métal. Le fabricant est tenu d'inscrire également, après le polissage, le poids net des mêmes objets, pour servir de base à la prise en charge (art. 4 du Décret du 6 Juin 1884).

Comme il peut s'écouler un certain temps entre les deux opérations, et que les relevés de fabrication sont arrêtés chaque mois, il est nécessaire, pour la régularité des écritures, d'établir les charges

d'après le poids brut déclaré, et de suivre les opérations en inscrivant successivement le poids net des objets après leur finissage.

Sauf les dispositions spéciales indiquées ci-dessus, les comptes des fabricant sd'objets à tous titres sont tenus de la même manière que ceux des fabricants aux titres légaux travaillant pour l'exportation en crédit des droits de garantie.

Les charges du compte présentent les objets fabriqués sur place et les objets reçus du dehors en vertu de soumissions régulières.

Tout excédent constaté à la suite d'un recensement est saisi et ajouté aux charges.

L'existence, dans les magasins d'un fabricant, de bijoux achetés, non marqués du poinçon de maître spécial ou non inscrits au registre de fabrication, le constituerait en contravention.

Le compte est successivement déchargé :

1° Des objets régulièrement expédiés soit à l'étranger, soit à l'intérieur à d'autres fabricants ou entrepositaires. L'apurement des titres de mouvement est opéré suivant les mêmes règles que pour les objets aux titres légaux exportés en remboursement des droits;

2° Des objets que le fabricant déclare vouloir remettre en fabrication et qui sont préalablement détruits en présence des agents de l'Administration;

3° Des manquants constatés par inventaire dans les conditions prévues par l'art. 9 de la loi du 25 Janvier 1884.

C'est sur le poids net seulement des objets pris en charge que porte la constatation des manquants, à moins que le déficit ne ressorte sur le nombre des objets aussi bien que sur le poids.

Le premier de chaque mois, le fabricant doit remettre au bureau de la garantie un relevé, certifié par lui, des objets inscrits sur ce registre pendant le mois précédent, ou un état négatif, s'il n'en a fabriqué aucun.

Dans les magasins des fabricants, commissionnaires ou marchands exportateurs, les boîtes de montres d'or au quatrième titre et les objets d'or et d'argent à tous titres ne peuvent être confondus avec les bijoux destinés au commerce intérieur. Des emplacements distincts doivent leur être réservés, avec les inscriptions suivantes, en caractères fixes et apparents (Décret du 6 Juin 1884, art. 5) :

« Exportation. — Boîtes de montres d'or au quatrième titre. »

« Exportation. — Objets d'or et d'argent à tous titres. »

La circulation à l'intérieur des boîtes de montres d'or au quatrième titre et des objets d'or et d'argent à bas titre est interdite. Toutefois, l'article 6 du Décret du 6 Juin 1884 autorise les envois de fabricants à fabricants, et de fabricants à marchands exportateurs ou inversement.

Ces envois, de même que ceux à destination de l'étranger, sont effectués en vertu de soumissions délivrées sur la déclaration des expéditeurs, et leur engagement de les rapporter dans un délai de

trois mois, revêtues, suivant le cas, soit d'un certificat de prise en charge, au compte du destinataire, soit d'un certificat de la douane constatant la sortie du territoire français (Décret du 6 Juin 1884, art. 6).

Les envois à destination de l'étranger ne peuvent se faire qu'en caisses scellées et plombées après vérification des agents du contrôle de la garantie. A cet effet les caisses doivent être présentées par les soins et aux frais des exportateurs au bureau de garantie, ainsi que cela se pratique pour les objets aux titres légaux exportés avec franchise ou remboursement des droits (art. 6).

Sur l'instante demande de l'industrie des grands centres, l'art. 6 admet une exception à la nécessité du titre de mouvement pour les simples échantillons de bijoux, destinés à être présentés d'urgence au choix des commissionnaires ou acheteurs étrangers de passage dans ces centres. Cette tolérance, destinée à faciliter les transactions commerciales avec l'étranger, ne peut avoir qu'un caractère local et temporaire, et il appartient aux services d'en surveiller l'usage (Circulaire 398 du 7 Juin 1884).

IV. — RESULTATS DE LA LOI DU 25 JANVIER 1884. (RÉFORMES ULTÉRIEURES).

Les résultats économiques de la réforme introduite par la loi du 25 Janvier 1884 n'ont pas répondu aux espérances de ses promoteurs à la Chambre Syndicale et au Parlement. L'exportation de la bijouterie française s'est sans doute développée, mais suivant une progression beaucoup moindre que l'importation, et le développement de la production nationale n'a suivi que de loin celui de la fabrication allemande; aussi, dès 1889, la Chambre Syndicale demandait-elle la modification de la loi de 1884, dans le sens d'une liberté complète de l'exportation. Le projet voté par les Chambres a réformé radicalement le régime de l'exportation. Mais devenu caduc, il a laissé subsister les inconvénients de la loi de 1884.

Dans son rapport présenté le 21 Février 1893, au nom de la Commission extra-parlementaire chargée de préparer un projet de loi sur la garantie, M. Paul Dislère, Conseiller d'Etat, constatait la situation peu satisfaisante des industries d'exportation des métaux précieux en comparant le mouvement des entrées et des sorties avant et après 1884 :

« L'exportation de l'orfèvrerie a augmenté surtout pour l'orfèvrerie d'or, mais on ne saurait se dissimuler que l'importation a subi la même marche ascensionnelle beaucoup plus rapidement même, car si de 1800 à 1890, la valeur de nos exportations est passée de 2 millions 1/2 à 3 millions 800.000 francs, soit une augmentation de 32 0/0, celle des importations s'est élevée de 670.000 à 1.100.000 fr., ce qui correspond à une augmentation de 65 0/0, le double du chiffre constaté à l'exportation.

« La situation est encore moins satisfaisante pour la bijouterie: pendant que les étrangers envahissent peu à peu notre marché, l'exportation diminue: elle tombe de 23 millions 400.000 francs en 1880 à 19 millions de francs en 1891.

« Il n'en est pas de même, heureusement, pour l'horlogerie; ici notre exportation paraît avoir pris depuis 10 ans, un essor remarquable: la valeur constatée par les tableaux de commerce s'est élevée rapidement de 900.000 francs à 5.400.000 francs, tandis que les importations, après être passées de 2 millions 600.000 à 4 millions de francs, retombaient en 1891 à 3 millions 500.000 fr. Mais il y a lieu de remarquer que l'accroissement de notre exportation a porté surtout sur les boîtes d'argent et de métaux autres que l'or et peut-être pour la plus grande part sur ces dernières.

« En résumé, il est incontestable que l'ensemble de l'industrie mettant en œuvre les métaux précieux est dans une situation peu satisfaisante; que notre exportation, même en y comprenant les boîtes de montres en nickel et autres métaux communs n'a augmenté que de 5 0/0, tandis que l'importation s'est accrue de 31 0/0 de 1880 à 1891, ainsi que l'indique le tableau suivant :

DÉSIGNATION	EXPORTATION				IMPORTATION			
	en milliers de francs)			p. 100	(en milliers de francs)			p. 100
	1880	1891	Différence		1880	1891	Différence	
Orfèvrerie or	495	1634	+1139	+ 230	2	188	+ 146	+ 348
Orfèvrerie argent. . .	2138	2221	+ 83	+ 9	631	924	+ 293	+ 46
Bijouterie or	21275	14052	-7223	- 34	4744	4546	- 198	- 4
Bijouterie argent . .	2168	4920	+2752	+ 127	1106	1756	+ 650	+ 59
TOTAL.	25976	22827	-3149	- 12	6523	7414	+ 891	+ 14
Montres à boîtes :								
d'or	313	745	+ 432	+ 138	426	766	+ 340	+ 79
d'argent	255	4310	+4085	+1600	1399	2733	+1334	+ 95
Boîtes seules	»	»	»	»	»	23	+ 23	+ 93
TOTAL.	568	5085	+4517	+ 836	1825	3522	+1697	+ 93
TOTAL GÉNÉRAL.	26544	27912	+1368	+ 5	8348	10936	+2588	+ 31

L'exportation même des objets à titre bas, loin de se développer, est tombée très rapidement : (En grammes.)

	1885	1890	1891
Orfèvrerie d'or	2.467	3.100	681
» d'argent	11.112	9.600	»
Bijouterie d'or	181.697	79.200	78.247
» d'argent	79.127	23.000	11.944

De 1893 à 1913, les statistiques de la garantie accusent une progression des importations bien supérieure à celle de la production pour la consommation intérieure :

(En kilogrammes.)

	1893		1903		1913	
	Or	Argent	Or	Argent	Or	Argent
Production	7.216	81.146	9.250	116.965	13.656	118.035
Importation	871	6.169	1.554	13.102	3.304	20.909

« Ainsi (1), tandis qu'en 20 ans, la production pour la consommation nationale n'arrivait pas à doubler, l'importation, pour les articles en or, quadruplait presque, et celle des articles en argent dépassait le triple. L'importation, qui n'était que de 1/8 de la production en 1893, arrive au 1/4 en 1913 pour l'or; pour l'ensemble, elle passe du 1/12 en 1893 à 1/5 en 1913.

« La même industrie a continué de prendre au contraire chez nos concurrents allemands, un développement considérable; on compte à Pforzheim :

En 1873,	425	fabriques		
En 1800,	494	»	occupant	16.200 ouvriers
En 1900,	494	»	occupant	16.200 ouvriers
En 1907,	572	»	»	24.000 »
En 1912,	700	»	»	35.000 »

« La production annuelle représente une valeur de 250.000.000 de francs, dont les 3/4 sont exportés. Les exportations françaises, d'après les chiffres de la garantie, représentent une valeur de 15 à 20 millions, soit à peine le 1/10 de l'exportation allemande. »

L'une des raisons essentielles de l'échec de la loi de 1884, c'est la complication des formalités imposées, sous prétexte d'éviter les fraudes, par le décret du 6 Juin 1884, pour la mise en application de la loi : « La loi, observe, dès 1889, la Chambre Syndicale, autorise bien à fabriquer à tous les titres pour l'exportation : mais ici, que de règlements, que d'entraves! Ce que la loi a accordé en principe, le règlement annexé à cette loi le supprime en partie; les formalités nécessaires à la livraison, à l'expédition, à la sortie de France, des marchandises à bas titre, fatiguent l'acheteur, et l'éloignent de notre marché; tandis que l'Allemagne met tout en œuvre pour lui fournir non seulement le 14 carats qu'il lui demandait seul jadis, mais encore le 18 carats que la France continuait à lui servir ». (2).

Dans son rapport précité, au nom de la Commission Extra-Parlementaire, M. Paul Dislère se faisait l'écho des mêmes doléances du commerce contre les formalités exigées par le règlement du 6 Juin 1884 :

« La nécessité d'établir des soumissions d'exportation, de soumettre le plombage des caisses à une vérification, l'impossibilité de se servir des colis postaux pour l'expédition, sont des cause de retard éminemment préjudiciables aux transactions; le remboursement tardif des droits après exportation constitue une perte appréciable; enfin (et ce sont là surtout les causes des préoccupations de notre industrie), si l'obligation d'insculper un poinçon portant la mention du titre constitue pour les étrangers qui veulent acheter chez nous une gêne qu'ils ne trouvent pas dans les marchandises venant de Suisse ou d'Allemagne, l'apposition des cachets de garantie sur les caisses expédiées de France appelle d'une manière particulière l'attention des douanes que les importateurs préféreraient souvent, paraît-il, ne pas provoquer. Sans insister sur ces considérations, nous ne pouvons que signaler l'intérêt de placer nos exportateurs exactement dans les mêmes conditions que leurs concurrents, au point de vue de l'apparence des envois à faire aux négociants étrangers.

(1) Note adressée au Ministre des Finances le 3 Novembre 1915, par M. Paul Ettlinger, Président de la Commission du Contrôle de la Chambre Syndicale, au nom du Conseil de la dite Chambre.

(2) Rapport de M. Vincent-Garce, au nom de la Commission de révision de la Loi de Brumaire à la Commission Extra-Parlementaire (1889).

« Enfin, pour les ventes effectuées dans nos magasins, il y a le plus grand intérêt à ce que les acheteurs puissent prendre immédiatement livraison des objets qu'ils désirent emporter hors de France, avec eux. »

*
* *

La Commission Extra-Parlementaire proposait des dispositions nouvelles, en vue de concilier la liberté du commerce d'exportation et la nécessité d'empêcher les produits non contrôlés d'entrer dans la consommation intérieure :

« La surveillance de la garantie repose presque exclusivement sur la règle qu'on ne doit jamais trouver chez un fabricant ou un négociant un objet terminé et non poinçonné; c'est ce principe que nous avons maintenu, mais en substituant, quand il s'agit de l'exportation, au poinçon d'Etat, un poinçon spécial, facile à reconnaître pour tout le monde. Ce poinçon portera en toutes lettres le mot « Export »; les acheteurs seront prévenus que les objets ainsi marqués ne sont pas contrôlés et cette crainte, jointe à l'obligation pour les négociants s'occupant de ce commerce, de faire une déclaration et de renfermer les objets dans une armoire spéciale suffira, pensons-nous, pour empêcher le public français d'acheter ces objets dépréciés : au poinçon de garantie, nous opposons en somme le poinçon de non-garantie. »

Au cours de l'enquête poursuivie par la Commission Extra-Parlementaire, les délégués des chambre syndicales ouvrières de la B. J. O., reçus le 1^{er} Juillet 1890, par le Bureau de la Chambre Syndicale de la B. . O., bien loin de se montrer favorables à une extension de la liberté d'exportation, réclamaient, au contraire, l'abrogation de la liberté du titre et le retour au droit commun de la loi de Brumaire. Ils estimaient que les résultats donnés par la liberté du titre étaient des plus médiocres; qu'elle ne pouvait contribuer qu'à avilir la profession et que les fabricants français n'étaient pas bien placés pour faire de la bijouterie à bas titre; qu'avec le retour au régime ancien, on reviendrait à fabriquer des ouvrages dont la façon serait mieux rémunérée.

Dans les milieux patronaux, au contraire, la liberté complète pour l'exportation, constatait M. Vincent-Garce (1), ne rencontrait plus aucun adversaire. La Commission Extra-Parlementaire, tout en tenant compte de l'argument de la chambre syndicale ouvrière pour la consommation intérieure, estimait qu'il ne présentait plus la même valeur pour l'exportation. « Nous ne sommes pas maîtres du goût du consommateur; nous ne pouvons pas imposer certaines limites à ses préférences. Ce qui doit nous guider, c'est la concurrence étrangère, qui, grâce à ses bas prix, accapare tous les marchés. Mieux vaut produire des objets d'une valeur moindre, entraînant une main-d'œuvre moins rémunérée, que tarir notre commerce et, par suite, l'aliment de notre main-d'œuvre. » (2).

Le projet de révision de la loi de Brumaire voté par les Chambres

(1) Rapport précité.

(2) Rapport précité de M. Paul Dislère.

sur des textes différents, étant devenu caduc, la Chambre Syndicale de la B. J. O. agit à nouveau la question du régime de l'exportation. Dans une note adressée le 3 Novembre 1915 au Ministre des Finances au nom de la corporation, M. Paul Ettlinger, Président de la Commission de contrôle, proteste contre la réglementation étroite qui paralyse l'essor de la bijouterie, de la joaillerie et de l'orfèvrerie françaises : « Aucune liberté, nécessité de se conformer strictement, et sans tenir compte des goûts divers de la clientèle, aux règles établies pour les bijoux destinés à la consommation française; formalités infinies pour la marque et l'expédition des bijoux destinés à l'étranger : boîtes cachetées à la Monnaie, soumissions visées aux frontières, comptes spéciaux d'exportation, comptes spéciaux pour le bas titre, etc... Nos concurrents, au contraire, et principalement nos concurrents allemands, jouissent d'une liberté absolue et peuvent ainsi fabriquer et exporter leurs articles au gré des clients. Cette liberté d'expédition est d'une telle nécessité que certains expéditeurs français sont obligés, pour satisfaire aux exigences des règlements actuels, de se faire adresser les commandes françaises, en Allemagne, pour, de là, profitant de la liberté absolue qui y existe, faire les réexpéditions dans les pays d'outre-mer, suivant leurs nécessités.

« Il est inutile d'ajouter que peu de maisons se plient à ces complications et aux frais supplémentaires qui en résultent et qu'elles prennent bientôt l'habitude de donner leurs commandes à Pforzheim, ce qui leur évite tout ennui, mais ce qui nous fait perdre un chiffre formidable d'affaires. »

La Chambre Syndicale réclamait avec insistance l'adoption immédiate des dispositions du projet de 1904. « La liberté du commerce d'exportation, ce dont le Parlement, d'accord avec l'Administration, avait reconnu l'absolue nécessité augmenterait nos exportations peut-être d'une centaine de millions et ramènerait en France une grande partie des salaires (37 millions 1/2) que l'Allemagne paie à ses ouvriers bijoutiers. »

L'action persévérante de la Chambre Syndicale a été enfin récompensée, en 1915, et en 1916, par d'importantes mesures réalisées par un décret du 31 Décembre 1916 et deux décisions dues à M. Ribot, Ministre des Finances.

Le décret du 31 Décembre 1916 satisfait aux réclamations du commerce d'exportation, en autorisant l'Administration à accorder des dispenses individuelles et renouvelables de certaines des formalités édictées par le règlement du 6 Juin 1884.

Le Décret du 31 Décembre 1916 est ainsi conçu :

« Art. I. — L'article 6 du Décret du 6 Juin 1884, portant règlement d'Administration publique pour l'exécution de la loi du 25 Janvier 1884 sur la fabrication des bijoux à tous titres pour l'exportation est complété ainsi que suit :

« Les fabricants et marchands-exportateurs qui en font la demande peuvent être dispensés par autorisation individuelle et numérotée de l'Administration, des formalités prévues au paragraphe 4 du présent article, sous réserve :

« 1° Qu'ils inscrivent sur le registre tenu en exécution de l'article 4 ci-dessus, au fur et à mesure des livraisons, le titre, le nombre par espèce d'objets semblables et le poids net des ouvrages expédiés à l'étranger ou à un autre marchand jouissant de la même autorisation, avec indication du nom et de l'adresse du destinataire et que ces indications soient reproduites sur le relevé mensuel fourni au bureau de garantie, en exécution du dit article 4.

« Pour les expéditions à l'étranger, ces indications sont complétées par celle de la valeur des ouvrages;

« 2° Que chaque livraison faite par un fabricant ou marchand-exportateur muni de l'autorisation sus visée à un autre marchand-exportateur également muni de cette autorisation, donne lieu à l'échange d'un avis de livraison et d'un accusé de réception, signés et datés le premier par l'expéditeur et le deuxième par le destinataire. Chacune de ces pièces reproduisant les mentions prescrites par le paragraphe précédent et que les intéressés soient tenus de présenter ces pièces, pendant le délai d'un an à toute réquisition du service de la garantie.

« Les autorisations accordées en exécution du présent article sont renouvelables au 1^{er} Janvier de chaque année.

« Elles sont révocables en tout temps. »

De cette réforme résulte la faculté de faire parvenir aux clients les articles d'or, d'argent et de platine fabriqués à tous titres pour l'exportation, en choisissant le mode d'expédition et de livraison, sans avoir à se soumettre aux formalités antérieurement obligatoires : présentation à la garantie, boîtes cachetées, établissement de soumissions déchargées au passage à la frontière, etc...

La garantie du titre des objets fournis est assurée par le fabricant lui-même et sous son entière responsabilité, sous le régime du droit commun des fraudes (lois de 1905 et 1908).

En portant cette importante modification à la connaissance de la corporation, la Chambre Syndicale invitait les intéressés à « remplir avec la plus grande conscience et la plus grande exactitude, les prescriptions de ce décret, qui implique une véritable confiance de l'Administration dans la corporation, et les Syndicats intéressés à prévenir tout abus.

« En 1927, onze ans après sa mise en vigueur, le Décret du 21 Décembre 1916 n'avait donné lieu à aucun abus, et l'administration n'avait pas encore eu l'occasion de relever la moindre irrégularité chez les bénéficiaires (1). »

Ceux-ci ont usé avec un vif empressement des facilités données par le décret du 31 Décembre 1916, comme en fait foi le tableau comparatif des exportations pratiquées sous l'ancien et sous le nouveau régime (2).

(1) Lanllier, l'action de la Chambre Syndicale de la Bijouterie, de la Joaillerie et de l'Orfèvrerie de Paris.

(2) ID.

Exportations.

SOUS L'ANCIEN RÉGIME				SOUS LE RÉGIME DU DÉCRET DU 31 DÉCEMBRE 1916			
ANNÉES	NOMBRE D'OBJETS	POIDS			NOMBRE D'OBJETS	POIDS	
		OR (kgs)	PLATINE (kgs)	ARGENT (kgs)		OR (kgs)	ARGENT (kgs)
1917	952.976	199,801	0,069	1.065,723	750.206	418,139	1.456,250
1918	160.582	170.432	2,286	3.423,053	1.580.459	544,275	4.072,529
1919	262.935	429,273	5,884	5.780,601	2.048.820	828,675	9.025,468
1920	241.932	478,522	9,532	7.250,413	2.467.159	1.609,423	8.413,434
1921	180.830	277,981	5,893	5.478,476	2.246.783	949,574	6.597,551
1922	125.641	205,123	3,244	5.031,007	1.473.039	888,293	3.669,878
1923	113.032	168,446	3,810	5.128.828	1.511.761	801,420	4.070,289
1924	131.301	161,502	3,821	5.622,302	2.042.618	890,038	4.159,366
1925	139.937	184,018	5,040	6.590,106	2.667.740	1.556,892	5.124,420

Le 6 Juillet 1921, à la suite des démarches faites par la Chambre Syndicale, un décret a étendu aux médailles, jetons, ou pièces de plaisir, en or, argent, ou platine, les dispositions des décrets du 6 Juin 1884 et du 31 Décembre 1916, qui ne s'appliquaient précédemment qu'aux bijoux et aux pièces d'orfèvrerie.

*
**

Les fabricants d'objets en métaux précieux adressaient au régime de la garantie un second ordre de griefs qui intéressait à la fois la fabrication en vue de la consommation nationale, et l'exportation. Si la loi de 1884 autorise la fabrication d'ouvrages d'or ou d'argent à tous titres, pour l'exportation, les autres dispositions de la loi de Brumaire An VI leur restent applicables. Or, cette loi n'a prévu que les objets en or, en argent ou en platine, sans juxtaposition des métaux divers et l'Administration appliquait ces dispositions avec une rigueur excessive, sans tenir compte des progrès de la technique et des changements incessants de la mode. Cette sévérité empêchait les fabricants français de toucher la clientèle nationale par des ouvrages à plus bas prix et surtout de concurrencer à l'étranger les articles à bon marché fabriqués sous un régime de liberté. Voici quelques exemples des doléances qui affluaient auprès du Président de la Chambre Syndicale : (1)

« Un bijoutier voulait faire des bracelets extensibles en argent dont il avait la vente assurée par milliers. Les ressorts, par suite de leur très petite dimension, ne pouvaient se faire qu'en acier ou en maillechort. La garantie, s'appuyant sur la loi de Brumaire qui interdit l'emploi des métaux communs avec les métaux précieux, exigea que les ressorts fussent en argent, ce qui contraignit le bijoutier à renoncer à sa fabrication.

« Des exportateurs prouvèrent par leur comptabilité, qu'ils achetaient annuellement plusieurs centaines de mille francs d'articles creux, extra-légers, et, par conséquence, d'un prix peu élevé. Les fabricants étrangers remédiaient au peu de solidité du métal précieux par un bourrage de ciment ou de gomme laque. Les bijoutiers français s'apprêtaient à exécuter des commandes de ces articles, où toute la valeur est dans la main d'œuvre et qui non seulement devaient leur rapporter un bénéfice appréciable, mais leur permettre de donner un travail très rémunérateur à leurs ouvriers, lorsque la garantie, gardienne implacable de la loi de Brumaire, exigea que le métal fut suffisamment épais pour rendre le bourrage inutile. Dans ces conditions, le prix du métal seul était de trois ou quatre fois supérieur au prix total de l'article léger étranger et il fallut encore renoncer à cette fabrication pour conserver intangible le principe d'une loi plus que centenaire.

(1) Lanllier, op. cit.

« Un joaillier voulait faire des articles extrêmement riches où il mêlait de la façon la plus heureuse, l'acier, l'or et les pierres précieuses. Cette fabrication spéciale l'obligeait à souder quelques parties d'or et d'acier. La garantie le lui interdit et lui fit perdre ainsi un chiffre d'affaire important ».

Les quelques fissures tolérées par l'administration et que nous avons analysées au chapitre de l'obligation du titre, étaient considérées par de hautes autorités (1) comme « d'une légalité douteuse », et d'ailleurs très insuffisantes. Le projet de 1904, les régularisait et les développait. Il admettait l'emploi de l'or et de l'argent en toutes proportions, mais au titre minimum au moins, pour chaque métal.

Pour le mélange à des métaux monétaires (2), de métaux communs, le projet faisait une distinction :

1° — Les métaux communs sont apparents : c'est ce qui arrive par exemple, quand on les emploie comme effet de coloris décoratifs ; dans ce cas, l'inscription obligatoire « métaux divers » mettra le public en garde contre les fraudes qui pourraient être commises. Si l'or ou l'argent entrent dans la composition pour une très faible part, on n'en tiendra pas compte ; aucun poinçonnage de la garantie ne sera exigé ; si au contraire, ils sont employés dans des proportions telles que l'ouvrage puisse être assimilé à ceux constitués par des métaux précieux, 5 0/0 pour l'or, 15 0/0 pour l'argent, le poinçon de la garantie sera insculpé.

2° — Les métaux communs ne sont pas apparents. En dehors du plaqué ou du doublé, il se présente bien des cas où il est indispensable de s'en servir ; pour les mécanismes intérieurs par exemple, on est obligé de fabriquer des objets fourrés, sans qu'il y ait tentative de fraude ; la commission avait pensé que la meilleure solution était de faire déclarer le mode de fabrication par le fabricant lui-même et avait prescrit d'insculper sur les ouvrages ainsi constitués soit le mot « fourré » soit les lettres « MECAN ». L'acheteur est, par suite, prévenu qu'une certaine quantité de poids de l'objet n'est ni de l'or, ni de l'argent. Le poinçon de garantie est apposé ou non dans les mêmes conditions que lorsque les métaux communs sont apparents.

Dans une note au Ministre des Finances du 9 Octobre 1915, la Chambre Syndicale a demandé l'adoption de ces dispositions et elle a obtenu du Ministre, par décisions du 17 Juin 1915 et du 15 Mai 1916, des facilités de fabrication importantes.

La première décision admet au contrôle les ouvrages d'or ou d'argent, comportant l'emploi de l'auto-soudure, uniquement pour les ouvrages constitués par du fil étiré, tels que chaînes, chaînettes,

(1) Dislère, rapport précité.

(2) Le projet de 1904 n'étendait pas au platine le régime de la garantie.

et ouvrages du genre tissu, et à condition que chaque partie de l'ouvrage (chaque maillon pour les chaînes) ressorte dans l'ensemble au titre légal.

Cette décision est extrêmement importante pour l'industrie de la chaîne d'or et d'argent et de la cote de maille. Par l'emploi du fil souduré, elle a permis de substituer la fabrication mécanique à la fabrication à la main. Le nouveau procédé de fabrication, dont l'emploi dans l'industrie étrangère, nous avait mis depuis quelques années en état d'infériorité, a donné un nouvel essor à une branche importante de la bijouterie et lui a permis de reconquérir à l'étranger le terrain perdu depuis quelques années (1).

La décision ministérielle du 15 Mai 1916 a autorisé en dehors de la compensation des droits de garantie pour les objets démodés ou transformés, que nous avons étudiée au chapitre des droits de garantie, les procédés de fabrication suivants.

« 1°. — Peuvent être employés concurremment avec l'or, l'argent et le platine, pour la confection des ouvrages soumis à la législation de la garantie, l'acier et tous autres métaux ayant une couleur nettement distincte des métaux précieux, pourvu que le métal commun visible extérieurement conserve sa couleur propre et que les objets portent lisiblement insculpé à côté du poinçon de Maître ou de responsabilité la marque « métaux divers » ou pour les pièces de petite dimension l'abréviation « M. D. ».

« 2°. — Les ouvrages en or, en platine ou en argent peuvent être munis de mécanismes ou ressorts de tous métaux ou alliages lorsque ces accessoires sont nécessaires pour leur fonctionnement.

Les ouvrages fabriqués dans ces conditions doivent être revêtus par les soins du fabricant ou de l'importateur de la marque « mécan » apposée à côté du poinçon de maître ou de responsabilité.

« 3°. — Le bourrage des articles en or, platine ou argent au moyen de substances autres que des métaux est autorisé à la double condition que les fabricants justifient d'une nécessité de fabrication et que leurs ouvrages soient revêtus par leurs soins indépendamment du poinçon de Maître de la marque « bourré ».

« Cette double condition n'est pas exigible, à l'égard des ouvrages fabriqués à tous titres pour l'exportation sous le régime établi par l'article 2 de la loi du 25 Janvier 1884.

V.— ECHANGE DES BIJOUX ET OBJETS PRECIEUX PAR LA VOIE POSTALE

Un décret du 29 Mars 1889 a admis, sous le régime du remboursement des droits de garantie, les échanges de bijoux et objets précieux par la voie de la poste et dans des boîtes avec valeur déclarée, entre la France (y compris l'Algérie) et les colonies ou établissements français desservis par des paquebots-postes français, ainsi que de colonie à colonie par l'intermédiaire des services métropolitains (Art. 1°).

Les droits de garantie et de douane exigibles à l'importation en France et en Algérie, et, le cas échéant, les droits de garantie à

(1) Lanllier op. cit.

restituer à l'exportation de France et d'Algérie seront perçus ou remboursés conformément à la législation en la matière (Art. 12).

La réexpédition sur la colonie d'origine ou sur une autre colonie participant à ce régime d'une boîte de l'espèce non distribuée en France ou en Algérie, donne lieu à l'inscription au débit de cette colonie de la taxe d'essai perçue à l'entrée en France (art. 13).

Diverses conventions postales postérieures ont étendu ce régime aux échanges entre la France et un certain nombre de pays.

L'exportateur vers l'étranger ou la colonie doit présenter les objets au bureau de garantie, accompagnés d'une déclaration descriptive et contenant engagement signé d'acquitter le droit de garantie remboursé, au cas où les ouvrages, refusés par le destinataire, feraient retour en France.

Les objets sont vérifiés et emballés; puis la boîte les renfermant est scellée du cachet du bureau de garantie et remise à l'expéditeur avec sa déclaration sur laquelle le contrôleur énonce, en toutes lettres, le montant du droit de garantie à restituer.

Le tout est remis par l'intéressé au receveur des postes, qui certifie l'exportation au bas de la déclaration et la renvoie au bureau de garantie.

Si la boîte fait retour, les objets ne sont restitués à l'expéditeur qu'après l'acquittement des droits.

L'envoi par la voie postale est admis aussi pour les ouvrages marqués en franchise du poinçon d'exportation. La déclaration est faite verbalement. Le certificat du receveur des postes vaut apurement de la soumission.

CHAPITRE XI

LE RÉGIME DE L'IMPORTATION

Indépendamment des droits de douane qui protègent les produits nationaux contre la concurrence étrangère, les ouvrages de métaux précieux importés sont assujettis au même régime de garantie que les objets d'origine nationale. Cette assimilation est nécessaire, elle évite au public, qui généralement achète de confiance, d'être induit en erreur sur la composition des ouvrages en métal précieux, dans son impossibilité de fait de distinguer les objets de provenance étrangère des ouvrages d'origine nationale; elle impose aux produits étrangers les mêmes conditions de concurrence, avec le même régime fiscal, qu'aux produits français.

Aux termes de l'art. 23 de la loi de brumaire « les ouvrages d'or et d'argent venant de l'étranger devront être présentés aux employés des douanes sur les frontières de la République, pour y être déclarés, pesés, plombés et renvoyés au bureau de garantie le plus voisin, où ils seront marqués du poinçon « E. T. » et paieront des droits égaux à ceux qui sont perçus pour les ouvrages d'or et d'argent fabriqués en France ».

Les ouvrages étrangers peuvent être importés soit bruts, soit achevés. Toutefois s'ils ne présentent pas un degré d'achèvement suffisant, ils doivent être refusés (décisions ministérielles des 10 décembre 1888 et 31 mai 1889).

Malgré les dispositions de l'article 23, l'assimilation des ouvrages importés aux ouvrages français n'était pas formellement prononcée par la loi de brumaire. Ce texte ne parle que de la marque et des droits. Un doute subsistait sur l'application aux objets étrangers de l'obligation du titre, car le texte fondamental de la loi de brumaire, l'art. 4, ne parle que des ouvrages fabriqués en France. En conséquence, une tolérance s'était établie de n'essayer à la coupelle ou à la voie humide que les ouvrages importés à l'état brut; les ouvrages achevés étaient essayés au touchau, qui ne garantit que le titre minimum.

De cette incertitude résultait une inégalité qui favorisait les objets étrangers au détriment des objets français. Nous avons vu que cette inégalité a disparu progressivement avec des textes qui ont exigé l'obligation du titre : loi du 2 Juillet 1836, pour les montres, qu'elle admet à l'importation jusqu'alors interdite; traités de commerce conclus à partir de 1860, pour les ouvrages d'or et d'argent provenant des

pays contractants (1); enfin loi douanière du 11 Janvier 1892, pour tous les ouvrages d'origine étrangère sans exception.

En conséquence, la décision ministérielle du 12 février 1894 a prescrit d'appliquer aux ouvrages importés les mêmes procédés d'essai qu'aux ouvrages de fabrication nationale. Les objets trouvés à bas titre ne sont plus rendus à l'importateur, comme auparavant, mais brisés en sa présence et, s'ils sont reconnus fourrés, confisqués.

Ainsi disparaissent des inégalités de traitement contre lesquelles la Chambre syndicale avait avec raison protesté.

Il en subsistait une autre que la loi des finances de 1910 a fait disparaître, nous l'avons vu, en imposant l'obligation du poinçon de responsabilité, qui fait peser sur l'importateur comme son nom l'indique la même responsabilité de garantie de droit commun que le poinçon de maître impose au fabricant français.

Les modifications successives introduites dans le traitement des articles étrangers, en ce qui concerne l'obligation du titre, ont nécessité des remaniements dans les poinçons. Les montres étaient marquées du poinçon la chimère (ordonnance du 7 avril 1838) qui constatait le titre, conformément à la loi du 2 juillet 1836. Pour tenir compte des plaintes du commerce, une décision ministérielle du 20 octobre 1860, avait autorisé l'application du poinçon de petite garantie sur le fond de la cuvette des montres importées, lorsque l'exigeraient les circonstances, appréciées par le service.

Sur les ouvrages autres que les montres, était appliqué le poinçon le charançon, qui ne garantissait pas le titre, puisque l'essai se faisait au touchau et que l'obligation du titre était douteuse.

A la suite des traités de 1860, qui imposaient cette obligation aux ouvrages provenant des pays contractants, il fallut distinguer la marque de ces ouvrages et celle des ouvrages des autres pays. Le décret du 1^{er} Janvier 1864, changea le périmètre du charançon, qui eut son grand et son petit modèle. Il lui donna la valeur d'un poinçon de titre, et le réserva, en conséquence aux objets provenant des pays contractants.

L'apposition du charançon impliquait, en outre, le remboursement du droit de garantie, en cas de réexportation.

Pour les objets provenant des autres pays, le décret du 1^{er} Janvier 1864 créait un poinçon rectangulaire, portant les lettres « E. T. », il indiquait seulement que l'objet était en or ou en argent, sans certifier le titre.

Depuis la loi du 11 Janvier 1892, qui a généralisé l'obligation du

(1) La clause commune de ces traités est ainsi libellée : « Les articles d'orfèvrerie et de bijouterie en or, en argent, platine ou autres métaux, importés de l'un des deux pays, seront soumis dans l'autre, au régime de contrôle établi pour les articles similaires de fabrication nationale et paieront, s'il y a lieu, sur la même base que ceux-ci les droits de marque et de garantie » (Circulaire N° 6 du 24 Mai 1869).

titre, le poinçon « E. T. » devenait insuffisant. Le décret du 29 juin 1893 lui a réservé une autre affectation : ouvrages provenant des ventes publiques et des Monts de Piété. Il a créé deux poinçons nouveaux pour les ouvrages à importer d'un pays non contractant : le hibou, pour l'or, le cygne pour l'argent. Ils certifient le titre comme le poinçon le charançon, mais à sa différence, ils n'impliquent pas la restitution des droits en cas de réexportation.

Le décret de 1893 a supprimé le poinçon la chimère pour l'horlogerie importée, à laquelle il applique les poinçons nouveaux le hibou et le cygne.

À l'heure actuelle, l'Italie et le Portugal sont les deux seuls pays qui n'aient pas conclu de traité de commerce avec la France, en ce qui concerne les ouvrages de bijouterie ou d'orfèvrerie. En étudiant les poinçons, nous avons mentionné les poinçons « R. F. » et la « colombe », créés par le décret du 2 août 1892, en exécution de la loi du 11 janvier 1892, en vue d'éviter l'introduction dans des boîtiers sans valeur de mouvements de prix, pour les transférer après leur entrée en France, dans des boîtes d'or ou d'argent. Le transfert d'un mouvement portant les lettres M(étal) ou A(rgent) dans les boîtiers d'un métal plus précieux ne peut se faire qu'après paiement du droit de douane complémentaire et apposition à titre d'acquit du poinçon spécial « R. F. » ou la « colombe ».

Les dispositions relatives aux ouvrages dans lesquels entrent de l'or et de l'argent, ou un métal commun, aux ouvrages en plaqué, doublé, doré ou argenté, sont applicables à l'importation comme dans le régime intérieur.

L'importation des médailles frappées à l'étranger est interdite. Une décision ministérielle du 3 octobre 1899, applique cette interdiction aux boîtiers de montres dont le fond est constitué par des médailles fabriquées à l'étranger et aux médailles montées en bijoux.

Sont exemptes de la prohibition : les médailles historiques et artistiques ayant manifestement le caractère d'objets de collection et, en vertu d'une décision du 7 mars 1874, les médailles de sainteté en or ou en argent, de petit module et à bélière, ainsi que les décorations et estampages étrangers provenant des pays avec lesquels ont été conclus des traités de commerce.

*
**

La loi de brumaire (art. 23) admet l'importation en franchise : des objets d'or et d'argent appartenant aux Ambassadeurs et Envoyés des puissances étrangères; des bijoux d'or à l'usage personnel des voyageurs, et des ouvrages en argent servant également à leur personne, pourvu que leur poids total n'excède pas 5 hectogrammes.

Cette limite ayant paru peu compatible avec les facilités qu'il convient d'accorder aux étrangers venant momentanément résider en France, le Ministre des Finances a décidé, le 5 septembre 1832, que

l'argenterie importée en France par des étrangers, sera admise en franchise, à charge de réexportation dans un délai qui ne pourra excéder trois années et moyennant la consignation, au bureau des douanes, du montant des droits d'entrée et de garantie dont cette argenterie aura été reconnue passible.

A l'expiration du délai déterminé, les sommes consignées seront définitivement acquises au Trésor, si la réexportation n'a pas été effectuée.

La décision ministérielle du 28 août 1862 a dispensé l'argenterie de ménage en cours de service de la consignation du droit d'entrée et elle n'exige plus que le dépôt du droit de garantie.

Les directeurs des douanes sont autorisés à accorder des prolongations de délai, lorsque le renvoi à l'étranger n'a pu être effectué dans le délai fixé (circulaire N° 604 du 24 août 1859).

Une décision ministérielle du 31 juillet 1817 avait autorisé l'administration des douanes à admettre en franchise l'argenterie des particuliers français rentrant sur le sol natal, sous réserve que cette argenterie servait à leur usage personnel, et était marquée du poinçon en usage en France depuis l'an VI.

Les ouvrages étaient soumis par les employés des douanes à la vérification des contrôleurs de la garantie, qui les leur retournaient avec un certificat indiquant si l'argenterie était marquée des poinçons en usage, des poinçons antérieurs à l'an VI, ou non marquée et d'origine étrangère.

L'admission en franchise était subordonnée à une autorisation ministérielle, dans le second cas; refusée dans le troisième cas. L'acquit du droit et le poinçonnement n'avaient lieu que lorsque l'interdiction d'entrée en franchise était notifiée aux contrôleurs de la garantie par une seconde vérification.

Ce mode d'opérer, qui occasionnait des pertes de temps et motivait des réclamations, a été modifié par une décision du 2 février 1854. Tous les bureaux de douane peuvent d'office expédier sur les bureaux de garantie, l'argenterie de ménage importée, soit par des Français, soit par des Etrangers venant s'établir en France.

Après examen par la Garantie, les pièces marquées des poinçons français antérieurs ou postérieurs à l'an VI, sont remises en franchise des droits de douane et de garantie. L'argenterie de fabrication étrangère est poinçonnée et soumise au droit de garantie, puis remise en franchise du droit de douane, ainsi que les parties d'argenterie de ménage primitivement expédiées de France sous le poinçon d'exportation. Si le propriétaire refuse de payer le droit de garantie, les pièces sont réexportées ou brisées.

Les importateurs demeurent libres d'effectuer l'introduction, soit à titre provisoire, sous consignation des droits, soit à titre définitif, sous l'accomplissement des formalités ci-dessus (circulaire N° 185 du 13 février 1854).

Lorsque les ouvrages introduits en franchise en vertu de l'arti-

cle 23 de la loi de brumaire, sont mis dans le commerce, ils doivent être portés au bureau de garantie pour y être marqués, et acquitter le même droit que ceux fabriqués en France (loi de brumaire, art. 24).

L'importation par voie postale des bijoux et objets précieux est admise des colonies et de certains pays étrangers avec lesquels existent des conventions postales.

Les boîtes avec valeur déclarée de l'une de ces provenances sont centralisées par les bureaux de douanes des villes désignées, où existe également un contrôle spécial de la garantie.

Le service des douanes procède à la reconnaissance du contenu de la boîte, puis les pièces sont soumises immédiatement à l'essai et à la marque. La boîte refermée et scellée du cachet du bureau de garantie, est remise avec un bulletin indicatif des droits d'essai et de garantie, au service des postes qui les acquitte.

Si la boîte ne peut être distribuée en France, l'Administration des postes la renvoie au bureau de garantie qui a perçu les droits; il vérifie le contenu et oblitère les marques, puis il remet la boîte refermée et scellée au service des postes, contre un certificat constatant la réexportation. Le contrôleur, restitue immédiatement le droit de garantie; la taxe d'essai n'est jamais remboursée.

CHAPITRE XII

RÉIMPORTATION ET RÉEXPORTATION

Les ouvrages d'origine française poinçonnés, bénéficient, au moment de leur sortie, du remboursement intégral des droits (loi du 30 Novembre 1872). Il en est de même des ouvrages importés de pays avec lesquels la France a conclu des traités.

En vertu du décret du 27 Juillet 1878, un ouvrage étranger importé et marqué du charançon à l'entrée en France recevait, s'il était exporté sous le bénéfice du remboursement des droits, le poinçon tête de Mercure. Un ouvrage français, exporté en franchise, était marqué de la tête de Mercure à la sortie et du charançon, en cas de réimportation.

Il en résultait que les ouvrages français et étrangers ayant passé deux fois la frontière dans ces conditions, se trouvaient inculpés des mêmes poinçons, ce qui ne permettait pas de distinguer leur origine.

Pour obvier à cet inconvénient, le décret du 24 Décembre 1887 a créé le poinçon de retour, représentant une tête de lièvre dans un octogone irrégulier, destiné aux objets français qui, exportés et marqués de la tête de Mercure, sont réimportés pour être livrés à la consommation intérieure.

Le poinçon « le Charançon » est désormais réservé à la marque des objets provenant de pays avec lesquels il existe des traités de commerce.

La réimportation des ouvrages exportés est soumise au paiement des droits de garantie dans les conditions ordinaires. Le décret du 27 Juillet 1878 autorise la réimportation en franchise dans les cas suivants :

1° Ouvrages des deux premières catégories revêtus des poinçons d'exportation, moyennant la prise en charge au compte d'un fabricant ou commissionnaire exportateur, sans addition d'une nouvelle marque, lorsqu'ils sont destinés à être ultérieurement exportés;

2° Mêmes ouvrages revêtus de l'empreinte des poinçons courants sans addition de celle d'exportation ou revêtus de l'empreinte non oblitérée du charançon ou de l'empreinte du poinçon de retour;

3° Les montres marquées de la chimère, les objets en or marqués du hibou, les objets en argent marqués du cygne, les ouvrages poinçonnés « E. T. »;

4° Les ouvrages de la troisième catégorie qui ont fait l'objet

d'une déclaration d'exportation avec réserve de retour dans les six mois et pour lesquels l'exportateur a déclaré renoncer au remboursement des droits (décret de 1878, art. 4).

Pour bénéficier de cette dernière franchise, l'intéressé doit souscrire une déclaration descriptive des ouvrages au bureau de garantie, avec mention de sa marque telle qu'elle est inscrite sur les ouvrages.

Après vérification et identification des objets, le colis est scellé du cachet de la garantie. La soumission mentionne la réserve de retour et la renonciation au remboursement des droits. Elle doit être rapportée, avec les certificats de la douane justifiant la sortie, dans le délai de trois mois.

A la réimportation, les ouvrages sont dirigés par la douane, sous plomb et avec acquit à caution, sur le bureau de garantie qui a reçu la déclaration; après reconnaissance des ouvrages, ils sont remis en franchise à l'exportateur.

Le décret de 1878 ne prévoit la soumission avec réserve de retour que pour les ouvrages de la troisième catégorie. Elle est, en fait, admise, sur demande, pour ceux des deux premières. Pour les montres en or ou en argent, la soumission doit décrire les mouvements et mentionner leurs numéros, pour éviter qu'on introduise en France, en les logeant dans des boîtiers français réimportés et poinçonnés, des mouvements d'origine étrangère, qui échapperaient au droit de douane (lettre N° 5563 du 10 Septembre 1896).

Les ouvrages français, importés ou réimportés, sont dirigés par la douane sur un bureau de garantie placé sous la direction d'un contrôleur spécial où il est procédé à l'essai et à la marque.

CHAPITRE XIII

LES OBLIGATIONS DES ASSUJETTIS

En vue d'assurer l'exécution des dispositions relatives à la Garantie, de prévenir les fraudes et de faciliter la surveillance des assujettis, la loi de brumaire a imposé aux fabricants et aux marchands d'articles en métaux précieux un certain nombre d'obligations, et prévu des sanctions pénales. Nous avons déjà rencontré plusieurs de ces obligations, il convient d'en dresser un tableau d'ensemble.

Aux termes de l'article 72 de la loi de brumaire an VI, quiconque se propose d'exercer la profession de fabricant d'ouvrages d'or et d'argent est tenu d'en faire la déclaration à la Préfecture du département et à la Mairie de la commune où il réside, et de faire inscrire dans ces deux administrations son poinçon particulier avec son nom, sur une planche de cuivre à ce destinée.

A Paris, la déclaration et l'inscription sont faites au bureau de la Garantie et à celui de la Préfecture de Police.

En étudiant le poinçon de maître, nous avons précisé quelles catégories de professions la jurisprudence englobe sous le vocable « fabricants » et assujettit à la double obligation de l'article 72; nous avons décrit la forme que doit revêtir le poinçon de maître, et mentionné les obligations spéciales en cas de cessation de commerce et de décès.

Les marchands non fabricants sont dispensés d'avoir un poinçon; ils sont tenus à une seule déclaration à la Mairie de leur commune (article 73).

L'article 81 assimile aux marchands d'ouvrages d'orfèvrerie, et leur applique les articles 73 à 76, 78 à 80, les « fabricants et marchands de galons, tissus, broderies, ou autres ouvrages en fil d'or ou d'argent ».

La déclaration royale du 24 Janvier 1749, article 14, avait déjà précisé le sens des mots trafiquant d'or et d'argent, au point de vue des obligations dérivant du régime de la garantie. Cette disposition, remise en vigueur par l'arrêté du 16 Prairial An VII et l'ordonnance du 19 Septembre 1821 est encore en vigueur. D'après l'article 14 et l'interprétation de la jurisprudence de la Cour de Cassation sont compris dans les termes de l'article 73 de la loi de Brumaire : les bijoutiers, les horlogers et tous ceux qui vendent, travaillent ou raccommode les montres; les brocanteurs qui achètent et vendent

des montres et des bijoux (1); les couteliers, s'ils achètent toutes montées les garnitures d'or ou d'argent qu'ils adaptent à leurs couteaux; les monteurs, les quincailliers, opticiens, tabletiers, fourbisseurs, chapeliers, colporteurs, etc... et, en général, tous ceux qui, dans leur profession, achètent des bijoux et ouvrages d'or ou d'argent (ou de platine) pour les revendre, soit en l'état, soit en lingots, à l'intérieur ou à l'étranger, ou sur une place publique, alors même qu'ils n'auraient pas de patente (2). La loi du 25 Juin 1884 a assimilé aux fabricants et marchands : les négociants et commissionnaires exportateurs (3), estampeurs (4), ciseleurs ou graveurs (5), les sertisseurs (6), qui se bornent à ajouter des pierres à des bijoux confectionnés. Les changeurs de monnaie ne sont pas soumis aux obligations imposées aux fabricants et aux marchands.

Tous les fabricants et marchands d'or ou d'argent (ou de platine depuis la loi de 1910) ouvrés ou non doivent tenir un registre coté et paraphé par le maire de la commune, ou par le commissaire de police de leur quartier dans les grands centres. Ce registre est dispensé de la formalité du timbre (loi du 20 Juillet 1837, art. 4).

Ils inscrivent sur ce registre, jour par jour, la nature, le nombre, le poids et le titre des matières et ouvrages de métal précieux qu'ils achètent ou vendent avec les nom et demeure de ceux de qui ils les ont achetés (loi du 19 Brumaire, an VI, art. 74).

Ils ne peuvent acheter que de personnes connues ou ayant des répondants à eux connus (art. 75). Les usages du commerce des métaux précieux permettent de considérer que le vœu de la loi est suffisamment rempli par le paiement du prix de vente au domicile du vendeur, mais à la condition que le vendeur et l'acheteur se soient trouvés en rapport direct, et que rien dans les conditions de la vente ne paraisse suspect (7).

L'inscription au registre doit être faite au jour le jour, au moment même où les objets sont achetés, apportés en réparation ou vendus (8). En fait, une certaine tolérance est accordée par les employés de la garantie; mais s'il n'est pas tenu compte d'un premier rappel à l'observation de la loi, ceux-ci doivent verbaliser. Les Tribunaux ne peuvent admettre cette tolérance comme excuse et renvoyer le prévenu des poursuites (9).

L'article 16 de la déclaration de 1749, encore en vigueur, dispense les fabricants et marchands d'indiquer le titre sur le registre

(1) Cass. 15 Avril 1808.

(2) Cass. 21 Mars 1823, 20 Mai 1825.

(3) Trib. Corr. Seine, 25 Novembre 1890.

(4) Cass. 23 Août 1822.

(5) Cass. 9 et 17 Janvier 1843.

(6) Id.

(7) Trib. comm. Seine, 13 Mars 1902, Gaz. des Trib., 25 Avril 1902.

(8) Cass. 20 Février et 17 Décembre 1812; 2 Août 1821.

(9) Cass. 19 Mai 1838.

pour les objets en dépôt et leur prescrit de rayer les ouvrages inscrits à mesure qu'ils les rendent. Dans le cas où ils ne rendraient pas en même temps tous les ouvrages contenus dans un même article, ils feront mention, en marge, des pièces qu'ils auront rendues, par espèce, poids et qualité, et ils représenteront aux employés, lors de leur visite, le surplus des pièces restant entre leurs mains, ou indiqueront les ouvriers auxquels ils les auront données pour les raccommoder.

La tenue du registre des achats et des ventes est imposée aussi aux joailliers (loi de Brumaire, art. 86) et aux affineurs (art. 116). Ces derniers doivent inscrire, jour par jour et par ordre de numéro, la nature, le poids et le titre des matières qui leur sont apportées à affiner et de celles qu'ils rendent après affinage.

Les fabricants et marchands sont tenus de présenter leur registre à l'autorité publique, toutes les fois qu'ils en sont requis (art. 76).

L'art. 78 prescrit aux marchands de mettre dans le lieu le plus apparent de leur magasin ou boutique, un tableau énonçant les articles de lois relatifs au titre et à la vente des ouvrages d'or et d'argent.

Ils doivent remettre aux acheteurs des bordereaux, préparés d'avance et fournis par l'Administration, énonçant l'espèce, le titre et le poids des ouvrages qu'ils leur vendent, en spécifiant si ce sont des ouvrages neufs ou vieux. Le vendeur y écrit à la main la désignation de l'ouvrage vendu, soit en or, soit en argent, son poids et son titre; il ajoute le nom de la commune où se fait la vente, avec la date et sa signature.

Cette disposition prévue par l'art. 79 de la loi de Brumaire est tombée en désuétude, l'Administration ayant cessé de fournir ces bordereaux (1).

*
*
*

L'obligation essentielle des fabricants et marchands est de porter leurs ouvrages d'or, d'argent et de platine, pour y être essayés, filtrés et marqués, au bureau de la garantie dans la circonscription duquel ils se trouvent (art. 77).

Cette présentation doit être faite avant que les ouvrages soient terminés et lorsqu'ils sont assez avancés pour qu'en les finissant, les marques légales et les ouvrages eux-mêmes ne subissent aucune altération (art. 48).

Le fabricant doit présenter au contrôle l'ouvrage complet, les accessoires avec les parties principales et non les parties isolées qui doivent le constituer (2). L'ouvrage doit être revêtu du poinçon de

(1) Pandectes française V^e matières d'or et d'argent n^o 116.

(2) Cass. civ. 12 Décembre 1910 (en l'espèce, un chapelet).

maître, et la partie destinée à recevoir l'empreinte des poinçons doit être avivée et polie pour que l'empreinte ressorte nettement.

Les ouvrages sont présentés dans des sacs ou dans des boîtes, avec une note signée du fabricant ou marchand, mentionnant ses nom et profession, et la désignation exacte et par fonte du nombre, de l'espèce, du poids et du titre présumé des pièces composant l'envoi. Les ouvrages provenant des différentes fontes sont envoyés dans des sacs séparés.

Les marchands doivent s'assurer que tous les ouvrages qu'ils achètent sont bien revêtus de l'empreinte des poinçons en cours de service, et ne pas accepter ceux qui en seraient dépourvus, pour se mettre à l'abri des poursuites.

Les ouvrages d'occasion non marqués des poinçons courants doivent être envoyés au bureau de garantie dans les 24 heures de l'enregistrement de l'achat, ou être brisés à l'instant même.

Notons cependant que l'arrêté du 1^{er} Messidor An VI dispense (nous l'avons vu au chapitre de l'obligation du titre) de l'essai et du paiement du droit de garantie, certains menus objets non susceptibles d'être marqués.

La circulaire N° 172 du 2^e Mai 1838 les énumère, mais sa nomenclature ne constitue que de simples indications : d'après la jurisprudence, le juge du fond apprécie souverainement si un ouvrage est ou n'est pas susceptible de supporter les marques sans détérioration (Circulaire N° 791 du 27 Mars 1909).

Les fabricants et marchands ne peuvent conserver chez eux, sans être marqués, que des ouvrages non achevés, ou dispensés de la marque. Tous les ouvrages finis en leur possession doivent être revêtus de l'empreinte des poinçons courants. Les fabricants ou marchands sont en contravention s'ils ont chez eux, à un moment quelconque, des ouvrages d'or, d'argent ou de platine achevés et non marqués. L'art. 107 de la loi de Brumaire est formel à cet égard : « Tout ouvrage d'or ou d'argent, achevé et non marqué, trouvé chez un marchand ou fabricant, sera saisi et donnera lieu aux poursuites devant les tribunaux de police correctionnelle. Les propriétaires des objets saisis encourront la confiscation de ces objets, et en outre les autres peines portées par la loi ».

La question de savoir si un ouvrage saisi et non marqué est ou non achevé, est une question de fait qui rentre dans l'appréciation souveraine du juge du fond, et échappe au contrôle de la Cour de Cassation (1).

Tous les objets achevés et non marqués sont saisissables, qu'ils soient ou non exposés en vente dans le magasin, l'atelier ou dans tout autre endroit du domicile du fabricant ou du marchand, alors même qu'ils serviraient exclusivement à son usage personnel.

(1) Cass. 22 Avril 1875.

La saisie peut également être pratiquée lorsque les objets achevés et non marqués sont présentés au bureau de garantie.

Le prévenu ne peut prétendre, pour échapper aux poursuites, qu'au moment de la saisie, les ouvrages venaient d'être achevés, et qu'il n'avait pas eu le temps de les porter au bureau de garantie. Il ne peut pas non plus invoquer, pour excuse, l'empêchement causé par une maladie, car il n'est pas obligatoire que le fabricant aille en personne au bureau de garantie.

*
**

Indépendamment des obligations ci-dessus énumérées, communes à tous les marchands d'ouvrages d'or, d'argent et de platine, les marchands ambulants ou forains sont tenus, à leur arrivée dans une commune, de se présenter à l'administration municipale, et de lui montrer les bordereaux des orfèvres qui leur auront vendu les ouvrages de métaux précieux dont ils sont porteurs (loi de Brumaire An VI, art. 92).

Les commis-voyageurs (1) et les colporteurs sont de véritables marchands ambulants et soumis, à ce titre, aux mêmes obligations.

La municipalité fait examiner les marques des ouvrages dont les marchands ambulants sont porteurs par des orfèvres ou, à défaut, par des personnes connaissant les marques et poinçons, afin d'en constater la légitimité (art. 93).

Elle fait saisir et remettre au tribunal de police correctionnelle les ouvrages non accompagnés de bordereaux, non marqués ou marqués de poinçons qui paraissent contrefaits (art. 94).

Les attributions données par les articles 93 et 94 à l'administration municipale n'excluent pas la surveillance générale des employés de la garantie; elle a pour but de leur venir en aide dans les cas nombreux où ils seraient mal placés pour remplir cette tâche (Circulaire des Monnaies du 13 Germinal An X).

Les marchands ambulants sont tenus aux obligations ordinaires des marchands domiciliés : tenue du registre des achats et ventes; achats exclusifs à des personnes connues d'eux, ou ayant des répondants à eux connus; présentation à la garantie des ouvrages non marqués, et interdiction de détenir des ouvrages achevés non poinçonnés. Un marchand ambulant ne peut échapper aux peines encourues pour défaut de marque, sous prétexte que, depuis qu'il a acheté les objets non marqués, il n'a passé dans aucun lieu où il y eut un bureau de garantie. En cette matière, la loi n'admet pas comme excuse la présomption de la bonne foi (2).

(1) Cass. 6 Novembre 1822.

(2) Douai, 2 Juillet 1818.

*
**

Le régime de la garantie n'est pas applicable aux objets en plaqué, doublé, doré, argenté ou platiné. Toutefois, la loi de Brumaire a assujéti les fabricants et marchands de plaqué et de doublé à des obligations analogues à celles qui régissent les fabricants et marchands d'ouvrages précieux, en vue de prévenir des tromperies sur la nature de la marchandise.

Tout fabricant de plaqué, doublé, doré, argenté ou platiné doit, avant de commencer l'exercice de cette profession, faire une déclaration à la mairie, à la préfecture et au bureau de garantie et déposer son poinçon particulier (article 95).

Chacun de ses ouvrages est marqué de ce poinçon de forme carrée et contenant un symbole choisi par lui. Pour les ouvrages en doublé, le mot « doublé » est insculpé en toutes lettres à l'intérieur du carré, ainsi que les chiffres indicatifs de la quantité d'or ou d'argent contenue dans l'ouvrage (art. 97).

Le marchand est astreint à une seule déclaration à la mairie. Il doit transcrire, jour par jour, les ventes qu'il a faites sur un registre coté et paraphé par le maire ou le commissaire de police de sa commune. Il est tenu de remettre à tout acheteur un bordereau fourni par l'Administration, daté et signé par lui, et portant la désignation de l'ouvrage, son poids et la quantité d'or et d'argent qu'il contient (art. 98). Cette dernière prescription est, comme nous l'avons vu plus haut, tombée en désuétude. Il ne doit acheter de matières ou ouvrages d'or ou d'argent que de personnes connues ou ayant des répondants de lui connus.

Il est dispensé de l'affichage du tableau de la loi de Brumaire relatif aux titres et à la vente des matières d'or et d'argent (art. 100).

La loi du 8 Avril 1910 a ajouté une obligation nouvelle à celles de la loi de brumaire. Aux termes de son article 34 « les personnes qui fabriquent ou mettent en vente en même temps et dans le même local, des objets en métaux divers, doublés, plaqués, dorés, argentés ou non, sont tenues d'indiquer de façon apparente dans les vitrines d'exposition, sur les catalogues et emballages, ainsi que sur les factures qu'elles délivrent aux acheteurs, la nature réelle de ces derniers objets ».

*
**

Les obligations fixées par ces dispositions de la loi de Brumaire An VI et la loi du 8 Avril 1910 s'imposent aux trafiquants d'ouvrages en métaux précieux en France quelle que soit l'origine française ou étrangère de ces ouvrages : le régime de la garantie s'applique, en effet, aux articles importés comme aux articles de fabrication nationale. Notamment, un marchand ne pourrait avoir

en sa possession des bijoux étrangers qui auraient été introduits en France frauduleusement sans avoir été poinçonnés et sans avoir acquitté le droit de garantie.

L'assimilation de traitement a été complétée, nous l'avons vu, par l'application aux articles d'importation de l'obligation du titre et de l'essai à la coupelle ou par la voie humide. La loi du 8 Avril 1910 y a ajouté l'obligation pour le commerçant qui opère le premier la mise en vente en France d'un article importé, de le marquer, avant la présentation à l'essai, de son poinçon de responsabilité, qui est soumis aux mêmes règles que le poinçon de maître (art. 35).

Les obligations relatives aux ouvrages d'or, d'argent et de platine exportés varient avec les divers régimes auxquels ils peuvent être soumis au point de vue de la garantie. En vue de l'exportation, il peut être fabriqué et vendu des ouvrages à titres légaux ou à bas titre. Pour les ouvrages au titre légal, le fabricant et le marchand peuvent se soumettre au régime intérieur et aux obligations du droit commun, puis demander le remboursement des droits, qui implique les formalités décrites au chapitre de l'exportation; ou bien le fabricant peut demander la sortie en franchise des droits après essai, sans marque des poinçons de l'Etat, dans les conditions prévues par la loi du 10 Août 1839 et l'ordonnance du 30 Décembre 1839. Les objets sont présentés à l'essai sans empreinte du poinçon du fabricant, et doivent être rapportés achevés dans les dix jours.

Dans l'un et l'autre cas, l'exportation doit se faire dans le délai maximum de trois mois.

Les ouvrages marqués du poinçon d'exportation ne peuvent être en possession que des fabricants, négociants commissionnaires ou marchands en gros patentés en cette qualité, qui les ont régulièrement pris en charge. Toutes autres personnes faisant du commerce d'ouvrages d'or et d'argent ne peuvent avoir que des ouvrages marqués des poinçons ordinaires de garantie.

Enfin, la loi du 25 Janvier 1884 autorise la fabrication, exclusivement pour l'exportation, de boîtes de montre en or au quatrième titre de 583 millièmes et d'objets d'or et d'argent à tous titres. Les règles du droit commun sont maintenues en ce qui concerne la fabrication et la vente des boîtes de montre au quatrième titre.

Quant aux ouvrages à bas titre, ils ne sont pas assujettis à l'essai, à la marque et aux droits de garantie; cependant, la loi du 25 Janvier 1884 impose aux fabricants, négociants et commissionnaires exportateurs de ces ouvrages, des obligations analogues à celles que la loi de Brumaire exige des fabricants d'objets d'or et d'argent. Ils doivent faire une déclaration de profession à la préfecture et à la mairie (à Paris à la préfecture de police et au bureau de garantie). Ils sont tenus de marquer ces ouvrages aussitôt après leur achèvement avec un poinçon de maître, insculpé à la préfec-

ture et à la mairie au moment de la déclaration préalable, et mentionner le titre en millièmes ou karats.

Il doivent inscrire les ouvrages, au fur et à mesure qu'ils sont poinçonnés, sur le registre de fabrication fourni par l'Administration, en mentionnant la nature des objets par espèce de métal, le nombre, le titre, le poids brut, puis, après polissage, le poids net.

Un relevé mensuel est adressé au bureau de la garantie. Le registre doit être présenté à toute réquisition des agents du service.

L'existence chez l'exportateur ou fabricant de bijoux achevés et non inscrits le constituerait en contravention.

Les boîtes de montre en or au quatrième titre et les objets à tous titres ne doivent pas être confondus dans les magasins avec les articles destinés à la vente à l'intérieur, mais disposés dans des emplacements différents avec des inscriptions apparentes.

Enfin, leur circulation à l'intérieur est interdite, sauf de fabricant à fabricant, de fabricant à marchand exportateur et inversement, et sauf une tolérance pour les échantillons.

Les soumissions doivent être apurées par l'exportation ou la prise en charge au compte du destinataire, dans un délai de trois mois.

*
* *

Pour dresser le tableau complet des obligations dérivant du régime de la garantie, mentionnons enfin les règles spéciales aux ventes publiques et aux ventes de nantissement des Monts-de-Piété.

Les commissaires priseurs et autres officiers publics chargés de procéder à une vente publique doivent déclarer au bureau de la garantie les ouvrages d'or et d'argent qu'ils se proposent de mettre en vente; ces ouvrages sont essayés et marqués après l'adjudication (décision ministérielle du 11 Juin 1823). Ces règles sont applicables aux ventes faites par les Domaines, et à celles des objets confisqués (art. 104 de la loi de Brumaire) faites par la régie des contributions indirectes.

Pour les ventes faites à l'Hôtel Drouot, les règles suivantes ont été adoptées le 26 Mars 1885, à la suite d'une entente entre le service de la garantie et la Chambre des Commissaires-Priseurs.

Tout commissaire-priseur doit joindre aux objets d'or et d'argent dont il est chargé d'opérer la vente, un état détaillé de ces objets, qui seront à la disposition du service de la garantie dans chaque salle, le matin de la vente de 9 h. 1/2 à 11 h. 1/2. Les ventes sont effectuées autant que possible en présence du service de la garantie. A défaut, le commissaire-priseur indique sur sa feuille si les objets non en règle sont envoyés au contrôle ou brisés.

Il ne sera vendu d'objets non détaillés dans la feuille que par exception, et quand l'argenterie et les bijoux n'auront pas été livrés par avance au commissaire-priseur.

Les officiers publics chargés de procéder à des ventes dans des maisons particulières sont tenus de faire une déclaration préalable des ouvrages d'or et d'argent qu'ils veulent mettre en vente, et ne doivent livrer ces objets que lorsque le droit a été acquitté, ou qu'ils ont été brisés. L'inobservation de ces formalités les expose à de simples peines disciplinaires (1).

(1) Cass, 25 Février 1837.

CHAPITRE XIV

LE CONTENTIEUX DE LA GARANTIE

L'institution de la garantie, pour atteindre son double objet, protéger la sécurité des transactions et sauvegarder les intérêts du Trésor, comporte un mécanisme délicat et complexe, destiné à prévenir ou déjouer les fraudes. Nous en avons eu la preuve en analysant les conditions de son fonctionnement, les dispositions minutieuses des lois, des décrets, des circulaires administratives, fixant les règles des essais, de la marque, de la sortie et de l'entrée des ouvrages en métaux précieux, les obligations rigoureuses imposées aux fabricants ou marchands.

Le jeu régulier de ce mécanisme exige une surveillance incessante de l'application de ces prescriptions, et des sanctions contre les contrevenants, car toute fissure romprait l'égalité de la concurrence, nuirait à la moralité et à la sécurité du commerce, au public et à l'Etat.

Aussi, la loi de Brumaire et les lois successives sur la garantie ont-elles sanctionné de peines criminelles ou correctionnelles les manquements aux dispositions légales ou réglementaires, et ont-elles donné aux agents de l'Administration de larges pouvoirs pour découvrir et constater ces manquements.

L'art. 71 de la loi de Brumaire an VI donne aux employés du bureau de garantie le droit de faire « des recherches, saisies ou poursuites dans le cas de contravention à la présente loi ». Ce pouvoir appartient au contrôleur, chargé de la direction du service, et au receveur, mais non à l'essayeur (loi de brumaire, art. 101). Celui-ci n'est, en effet, qu'un agent technique à fonction spécialisée; il n'appartient pas à l'Administration des contributions indirectes. Toutefois, le contrôleur et le receveur peuvent se faire accompagner au besoin par l'essayeur ou un de ses agents s'ils ont des vérifications à faire sur la nature ou le titre du métal.

Tous les agents de la régie des Contributions Indirectes ont concurremment avec les employés de la garantie, ensemble ou séparément, le droit de procéder aux visites et aux vérifications chez les fabricants et marchands d'ouvrages en métaux précieux, et chez les fabricants et marchands de médailles en tous métaux (décret du 28 Floréal An XIII, loi du 25 Février 1901, art. 26, loi du 8 Avril 1910, art. 37). Le décret du 28 Floréal An XIII ne mentionne pas quel doit être le grade des employés des Contributions Indirectes ; la

jurisprudence a décidé la validité des saisies, quel que soit leur grade (1); l'Administration recommande toutefois qu'en l'absence du contrôleur spécial de la garantie, l'un des employés ait au moins le grade de receveur.

L'art. 101 de la loi de Brumaire exigeait que les agents de la régie se fassent accompagner d'un officier municipal. La loi du 25 Février 1901, art. 26 les a dispensés de la présence de cet officier pour les perquisitions chez les assujettis, c'est-à-dire les fabricants et marchands d'ouvrages en métaux précieux et de médailles. La présence d'un officier municipal ou de police reste, au contraire, nécessaire pour les perquisitions chez toute autre personne que les assujettis.

D'après la jurisprudence, les procès-verbaux en matière de garantie ne sont soumis qu'aux formalités prévues par la loi de Brumaire : le décret du 28 Floréal An XIII, postérieur au décret du 1^{er} Germinal An XIII sur la procédure des saisies, ne se réfère en effet qu'à la loi de Brumaire An VI. Les dispositions de la loi du 5 Ventôse an XII et du décret du 1^{er} Germinal An XIII ne sont donc pas applicables à ces procès-verbaux, même s'ils sont dressés par des employés des contributions indirectes (2). Toutefois, dans l'intérêt de l'unité du service les administrations des Contributions Indirectes et des Monnaies ont décidé, le 17 Juin 1820, que les procès-verbaux de garantie seraient soumis aux mêmes formalités qu'en matière de contributions indirectes. Mais la sanction n'est qu'une peine disciplinaire, et non la nullité.

Les agents de la régie des Contributions Indirectes ont seuls qualité pour verbaliser en matière de garantie, sauf à l'égard des marchands ambulants et forains, pour lesquels cette compétence appartient aussi aux maires et adjoints et aux commissaires de police (loi de Brumaire, art. 54). Un employé des douanes ne pourrait donc dresser procès-verbal (3), ni un agent d'une autre régie financière, ni un essayeur (4).

L'art. 102 de la loi de brumaire détermine les règles spéciales aux procès-verbaux en matière de garantie. Le procès-verbal de la saisie et de ses causes « sera dressé à l'instant, et sans déplacer ». Cette prescription impérative est sanctionnée par la nullité. La nullité ne peut être relevée que par un cas de force majeure ou un obstacle provenant du contrevenant (heure avancée, résistance du prévenu, concours de personnes attirées par les opérations (5), ou par le consentement même facile (6) du prévenu à l'ajournement de la

(1) Douai, 9 Décembre 1843; Paris, 14 Mai 1875 et 13 Février 1886.

(2) Cass., 17 Novembre 1808; 26 Janvier 1909; 18 Avril 1822.

(3) Cass., 18 Août 1827.

(4) Cass., 9 Vendémiaire An VIII.

(5) Cass., 12 Mai 1875.

(6) Trib. Seine, 30 Novembre 1901.

rédaction; cet empêchement ou ce consentement doit être constaté au procès-verbal.

Le procès-verbal mentionne seulement les causes de la saisie, les dires de toutes les parties intéressées et il est signé par elles ou indique l'offre de signature à elles faite (art. 102).

Les formes prescrites par la loi de Brumaire ne sont pas exigées lorsque la poursuite a pour objet des faits qualifiés crimes (1). Aux termes du décret du 11 Germinal An XIII, les procès verbaux en matière de garantie étaient crus jusqu'à inscription de faux, mais ils ne font plus foi depuis la loi du 30 Décembre 1903, art. 24 que jusqu'à preuve contraire comme les autres procès-verbaux de la régie.

Les objets saisis sont mis sous le cachet de l'administration et celui du prévenu, à moins que ce dernier déclare n'en point avoir ou en refuse l'apposition : dans ce cas, le procès-verbal doit en faire mention. Les objets saisis sont déposés sans délai au greffe (art. 103).

*
* *

L'art. 102 de la loi de Brumaire décide que le procès-verbal sera remis dans le délai d'une décade au plus au Commissaire du directoire exécutif (Procureur de la République) près le tribunal de police correctionnelle, qui demeure chargé de faire la poursuite également dans le délai d'une décade.

D'après ce texte, l'initiative des poursuites en matière de garantie appartient au ministère public, et la régie intervient en qualité de partie civile. C'est une dérogation importante au principe d'après lequel le parquet n'a pas l'exercice de l'action publique à l'égard des infractions réprimées par des amendes fiscales ou des confiscations : l'initiative appartient ordinairement à la régie intéressée au recouvrement de l'amende ou à la confiscation envisagées comme réparations civiles plutôt que comme peines répressives. Le droit de poursuite du ministère public s'explique ici par le caractère propre des infractions en matière de garantie. Cette institution n'est d'ordre fiscal qu'à titre accessoire; son objet principal est la police et la sécurité des transactions. L'intérêt pécuniaire de la régie passe au second plan; il est logique que la poursuite des infractions aux règles de la garantie appartienne au ministère public, gardien naturel de l'ordre public et de la sécurité sociale.

En cas de refus ou d'abstention du parquet, la Régie conserve d'ailleurs, en vertu du décret du 28 Floréal An XIII et suivant le principe général du code d'instruction criminelle, art. 182, le droit d'exercer seule les poursuites.

Suivant le droit commun des infractions en matière de contributions indirectes, la poursuite doit être basée sur un procès-verbal

(1) Cass., 21 Février 1856.

régulier, rédigé par des agents compétents. L'art. 102 de la loi de Brumaire prescrit au ministère public d'engager les poursuites dans les dix jours; toutefois, l'inobservation de ce délai n'entraîne aucune déchéance (1). Par ailleurs, il n'est pas nécessaire que l'assignation soit lancée dans le délai d'un an, comme en matière de contributions indirectes; l'action ne se prescrit que par le délai de droit commun : trois ans pour les délits, dix ans pour les crimes, délai compté à partir de l'infraction (2).



Les infractions en matière de garantie se divisent, en effet, en crimes, délits et contraventions. Les règles du droit commun sont applicables, soit pour la compétence, soit pour le sursis (3), soit pour les circonstances atténuantes. (Loi du 29 Mars 1897, art. 19 et loi du 6 Août, art. 23.)

Constituent des crimes, aux termes des articles 140 et 141 du code pénal, modifiant les articles 101, 109 et 110 de la loi de Brumaire : la fabrication, l'usage de faux poinçons; l'usage illégal de vrais poinçons par d'autres personnes que les employés préposés à cet effet; l'enture de marques de garantie. Les deux premiers crimes sont passibles du maximum des travaux forcés à temps; les autres de la réclusion. Toutefois, le parquet correctionnalise ordinairement les faits d'enture, et vise simplement la détention d'ouvrages non marqués.

La confiscation est toujours applicable aux faux poinçons, aux ouvrages et lingots qui en sont marqués, ou sur lesquels les marques des poinçons se trouvent entées, soudées ou contretirées, ainsi qu'aux ouvrages achevés et dépourvus de marque. La Cour d'assises peut, même en cas d'acquittalment, la prononcer (4) et allouer des dommages et intérêts à la Régie (5). La confiscation ne s'applique qu'aux ouvrages en métaux précieux; n'y sont pas compris les diamants et les perles fines (6), ni les mouvements de montre (7).

Les délits correctionnels consistent dans un manquement aux obligations imposées par les lois et les règlements aux fabricants et marchands des matières et ouvrages d'or, d'argent et de platine, marchands ambulants, fabricants ou marchands d'objets en plaqué, doublé, doré, argenté ou platiné, fabricants, marchands, commissionnaires exportateurs d'articles à bas titre destinés à l'exportation : défaut de déclaration, d'insculpation de poinçon de maître,

(1) Cass., 29 Mai 1813; Lyon, 17 Mai 1876.

(2) Cass., 25 Février 1836.

(3) Cass., 29 Décembre 1904; 3 Juin 1905.

(4) Cass., 1^{er} Juillet 1820.

(5) Cass., 6 Mars 1868.

(6) Cass., 15 Février 1817.

(7) Cass., 29 Février 1822.

de registre, d'inscription sur le registre, défaut d'affiche dans le magasin des articles relatifs au titre et à la vente des ouvrages d'or et d'argent, défaut de remise aux acheteurs des bordereaux de vente (1), achats de personnes inconnues et n'ayant pas de répondants connus, détention d'ouvrages non marqués, non apposition du poinçon de responsabilité, vente à l'intérieur d'ouvrages à bas titre, détention d'ouvrages à bas titre par des fabricants négociants ou commissionnaires n'ayant pas fait de déclaration, objets reconnus fourrés, introduction d'ouvrages en France sans présentation à la douane, ou mise dans le commerce sans payer le droit.

Ces infractions sont punies de la confiscation, du quintuple des droits fraudés, d'amendes, et, dans quelques cas, d'emprisonnement. La confiscation ne s'applique qu'aux matières mêmes soumises à la garantie. Elle doit être prononcée dès que la contravention est suffisamment établie, même si le procès-verbal est entaché de nullité (2).

Les amendes sont tantôt proportionnelles à la valeur des objets : (20 fois leur valeur, pour le délit de fourré) tantôt de quotité (200 frs. pour la première fois, 500 frs. pour la seconde, 1000 frs. pour la troisième). La seconde contravention est, en outre, punie de l'affichage de la condamnation, aux frais du condamné, dans toute l'étendue du département ; la troisième, de l'interdiction d'exercer le commerce d'orfèvrerie, sous peine de confiscation de tous les objets du commerce.

Les manquants constatés lors des inventaires en cas d'exportation en franchise sont frappés d'une amende de 75 frs. par hectog. pour l'or et de 4 frs. par heclog. pour l'argent.

L'art. 94 de la loi de brumaire applique aux délits des marchands ambulants les mêmes peines qu'elle porte contre les orfèvres pour des contreventions semblables. Il résulte de cette rédaction que la représentation aux maires des bordereaux d'achats imposée aux seuls marchands ambulants (art. 92), n'avait pas de sanction pénale (3), même au temps où l'Administration fournissant les bordereaux, cette représentation était pratiquement exigible.

*
* *

Jusqu'à la loi du 22 avril 1905, les infractions constatées à la loi de Brumaire devaient être déférées aux tribunaux. Le décret du 28 floréal an XIII déclarait non applicables aux délits et contraventions concernant la garantie « les dispositions de l'art. 76 de la loi du 5 ventôse an XII, concernant les condamnations contre les

(1) Nous avons vu plus haut que cette obligation était tombée en désuétude.

(2) Cass., 2 Octobre 1818; 26 Décembre 1885.

(3) Douai, 24 Février 1832.

contrevenants aux droits réunis, et celles de l'arrêté d'organisation de ces droits, du 5 germinal de la même année, relatives à la répartition du produit des amendes et confiscations, et à la faculté de transiger sur les procès-verbaux de saisie. »

Il appartenait seulement au Ministre de la Justice de remettre ou modérer, par voie de grâce, les amendes prononcées (1).

La loi du 22 avril 1905 a introduit une réforme importante dans le régime de la garantie, en conférant à la régie le droit de transiger, pour les infractions constituant des violations aux lois et règlements, à l'exclusion des infractions qualifiées de crimes par les articles 140 et 141 du code pénal.

L'admission du droit de transaction consacre l'évolution de l'institution de la garantie, qui, considérée à l'origine comme un régime de police, a peu à peu accentué son caractère fiscal. Sous la législation de brumaire, la garantie a pour objet essentiel la sécurité des transactions ; les pénalités qui la sanctionnent, et notamment les amendes, sont des mesures de répression (2), d'ordre public : on ne conçoit pas la faculté pour l'Administration de transiger. Puis, à mesure que l'intérêt du Trésor prend une place plus importante dans l'institution celle-ci se rapproche de la législation de droit commun en matière de contributions indirectes. Les amendes perdent leur caractère répressif : il appartient à la Régie, principale intéressée à la perception d'amendes qui représentent désormais une réparation civile (3), de consentir à arrêter les poursuites par une transaction. Les amendes en matière de garantie ont désormais les mêmes caractères que les autres amendes fiscales, avec les mêmes conséquences, tant sous le rapport de la loi de sursis que des circonstances atténuantes.

Notons toutefois que, malgré ce caractère de réparation civile des amendes, et bien que les infractions de régie existent, indépendamment de l'intention du contrevenant, le délit de fourré n'est punissable, d'après la jurisprudence, qu'en cas de mauvaise foi ou d'intention coupable (4).

*
**

Il convient enfin de faire une remarque essentielle, qui domine toute la matière de la garantie. Toutes les infractions et pénalités prévues par la loi de Brumaire An VII et les lois ultérieures ne sont applicables qu'aux fabricants et marchands ; c'est-à-dire à ceux qui font profession de créer, d'acheter ou de vendre des matières et ouvrages d'or, d'argent ou de platine, ou des ouvrages en plaqué,

(1) Résolution du Conseil d'Etat du 26 Février 1850.

(2) Cass., 29 Novembre 1904.

(3) Cass. crim., 3 Juin 1905.

(4) Cass., 19 Mai 1917.

doublé, doré, argenté ou platiné. Cette observation s'applique à l'ensemble de l'institution de la garantie, à l'obligation du titre, aux obligations imposées par les lois et règlements, aux interdictions de détenir des ouvrages non marqués, des ouvrages à bas titre marqués du poinçon d'exportation. Comme nous l'avons déjà remarqué à propos de l'obligation du titre, la loi de brumaire an VI et la législation ultérieure, ne régissent que l'industrie et le commerce des matières d'or, d'argent et assimilées. Aucune des prescriptions ne s'applique aux simples particuliers; ils échappent à toutes les obligations comme à toutes les sanctions. Un individu non professionnel peut donc, sans contravention, détenir chez lui des ouvrages non marqués ou marqués du poinçon d'exportation, ou des objets fourrés, sans encourir d'amende ou de confiscation.

La Cour de Cassation a décidé qu'un individu pouvait vendre occasionnellement des bijoux lui appartenant et non poinçonnés sans avoir à faire la déclaration et à tenir le registre exigés par la loi de brumaire et sans encourir la confiscation.

Nous croyons intéressant de reproduire in extenso les motifs de cet arrêt:

La Cour,

Sur le moyen du pourvoi pris de la violation des articles 1, 7, 73, 74, 77, 80 et 107 de la loi du 19 brumaire an VI, 26 du décret du 1^{er} Germinal an XIII et 7 de la loi du 20 Avril 1810 en ce que jugement attaqué a relaxé des fins de la poursuite B..... alors que, d'une part surpris au moment où il offrait en vente des bijoux non poinçonnés il était manifestement en contravention à l'article 77 de la loi du 19 brumaire an VI et que les objets ainsi mis en vente devaient être confisqués en vertu de l'article 107 de cette loi, et alors, d'autre part, que le prévenu devait être condamné, pour défaut de déclaration et défaut de registre prévus par les articles 73 et 74 de la même loi, et ce, sans qu'il fut besoin de rechercher s'il faisait ou ne faisait pas de la vente des bijoux sa profession habituelle :

Attendu que B... a été poursuivi pour avoir vendu des bijoux sans avoir fait au préalable à la municipalité la déclaration prescrite par l'article 72 de la loi du 19 brumaire an VI et pour n'avoir pas tenu le registre prescrit par l'article 74 de la même loi :

Attendu que cette double formalité n'est imposée qu'aux fabricants et marchands d'or et d'argent, ainsi qu'il appert des dispositions contenues au titre VI section I de la dite loi :

Or, attendu qu'il est constaté par le jugement attaqué que le prévenu B... journalier, qui avait tenté de vendre au bijoutier une paire de boucles d'oreilles, sa propriété, ne fait pas habituellement des actes de commerce et qu'il n'a pas par suite la qualité de marchand ; que dès lors en relaxant ce prévenu comme n'étant pas astreint pour la vente par lui tentée accidentellement aux obligations prescrites aux marchands d'objets d'or ou d'argent, le jugement attaqué, loin de violer la loi de brumaire an VI n'en a fait qu'une juste application :

En ce qui concerne la confiscation des bijoux saisis sur le prévenu comme non poinçonnés et qui aurait dû, suivant la demande-resse être prononcée :

Attendu que la confiscation des objets achevés et non marqués n'est prescrite par l'article 107 de la loi précitée que pour les objets qui ont été trouvés chez un marchand ou fabricant ; que dans l'espèce, les boucles d'oreilles ayant été saisies entre les mains du prévenu, qui n'est pas un marchand et qui ne s'était rendu coupable

d'aucune contravention, le tribunal n'avait point à en prononcer la confiscation ; qu'à cet égard encore le moyen doit être rejeté comme mal fondé...

Par ces motifs..... rejette le pourvoi contre le jugement du tribunal de police correctionnelle de Philippeville du 6 Août 1909, en ce qu'il a relaxé B... (1).

La Cour suprême, par un arrêt du 30 décembre 1836 et la Cour d'Aix par un arrêt du 13 Juillet 1872 avaient déjà écarté l'application de la législation sur la garantie à l'égard des particuliers non fabricants ni marchands.

(1) Cass. crim., 18 Février 1911, Gaz. des Trib., 1911, 2^e vol. 1^{re} partie p. 94.

CHAPITRE XV

LA TAXE DE LUXE SUR LES VENTES D'OBJETS EN MÉTAUX PRÉCIEUX

A la différence des droits de garantie, qui frappent exclusivement les ouvrages d'or, d'argent et de platine, la taxe de luxe atteint en même temps qu'eux l'ensemble des objets classés comme étant de luxe. Elle est elle-même, à l'exception de la taxe sur les ventes d'objets de luxe entre non commerçants, qui ne rentre pas dans notre sujet, une simple subdivision de la taxe sur le chiffre d'affaires, avec application d'un taux plus élevé. Les deux taxes ne peuvent donc se cumuler pour une même opération, et les règles générales de la taxe sur le chiffre d'affaires, relatives aux opérations soumises à la taxe, aux exemptions, au calcul du chiffre d'affaires, à la perception, s'appliquent à la taxe de luxe comme à la taxe de droit commun.

Nous étudierons uniquement les règles spéciales à la taxe de luxe.

La taxe de luxe a été créée par la loi du 31 Juillet 1917, comme un impôt somptuaire, en même temps que la taxe sur les paiements commerciaux. Elle a été maintenue par la loi du 25 Juin 1920 qui a substitué la taxe sur le chiffre d'affaires à la taxe sur les paiements. Son taux de 10 0/0 a été porté à 12 0/0 par l'institution du double décime (loi du 22 Mars 1924).

A la différence de la taxe sur le chiffre d'affaires, et suivant le même principe que la taxe sur les paiements de 1917, la taxe de luxe ne s'applique pas à toutes les ventes et reventes successives d'un même objet, mais uniquement à la dernière vente, qui le fait passer aux mains du consommateur, la vente dite « au détail » ou à la consommation. Elle frappe la vente d'un bijou à un particulier, ou à un commerçant pour son usage personnel, mais non la vente du fabricant au négociant en bijoux pour son commerce. Cette règle se justifie par le caractère somptuaire de cette taxe : l'achat en vue de la consommation a seul le caractère d'un acte de luxe, tandis que la taxe sur le chiffre d'affaire est destinée à atteindre les transactions commerciales, l'achat en vue de la revente.

La vente à la consommation peut d'ailleurs avoir lieu en vue des besoins professionnels et non personnels de l'acheteur. C'est par

exemple, un grand restaurant qui achète des pièces d'orfèvrerie pour le service de la clientèle. Malgré le but professionnel de l'achat, la considération d'achat somptuaire est retenue : comme il n'y a pas, en l'espèce, achat en vue de la revente, et que, d'autre part, la considération de l'acheteur est indifférente à la taxe de luxe, dont le redevable est le vendeur, la taxe est due.

La règle de l'imposition exclusive de la dernière vente nécessite une distinction entre les ventes conclues de commerçant à commerçant, imposables au tarif de 2 0/0, et les ventes de commerçant à particulier assujetties à la taxe de 12 0/0. Aux termes des articles 20 et 21 du décret du 24 Juillet 1920, le commerçant qui vend à un autre commerçant des articles de luxe en vue de la revente doit lui ouvrir un compte spécial ou un carnet d'escompte sur lequel seront inscrits ses achats. L'acheteur doit fournir au commerçant vendeur une déclaration annuelle certifiant qu'il est imposable à la cédule des bénéfices industriels et commerciaux, et attestant que les achats à inscrire au compte ou au carnet sont faits en vue de la revente. Le vendeur doit fournir une facture désignant les objets et la date d'inscription de l'affaire dans sa comptabilité.

L'Administration applique ces formalités de marchand en gros à marchand en demi-gros ou en détail, comme entre détaillants. Une décision ministérielle du 3 Octobre 1921 dispense seulement de l'attestation les acheteurs qui sont notoirement marchands de luxe.

Exonérés de l'impôt sur les bénéfices commerciaux par l'article 10 de la loi du 30 Juin 1923, les artisans et faïonniers ne peuvent fournir l'attestation exigée par le décret du 24 Juillet 1920. L'application des principes a conduit l'administration (instruction du 20 novembre 1923) à une solution d'ailleurs rigoureuse, quand l'artisan est exonéré de l'impôt sur les bénéfices commerciaux parce qu'il remplit les conditions exigées pour être imposable à la cédule des salaires et qu'il ne fait aucune opération taxable au chiffre d'affaires : elle considère les ventes qui lui sont consenties comme faites au détail et passibles de la taxe de luxe ; s'il revend les objets de luxe il doit encore la taxe de 12 0/0, comme non commerçant.

Si l'artisan, non imposable à la cédule des bénéfices commerciaux, doit l'impôt sur le chiffre d'affaires, on admet l'attestation, pour éviter la superposition de la taxe de luxe : les ventes consenties à cet artisan supportent la taxe de 2 0/0, les ventes qu'il fait la taxe de 12 0/0.

Un arrêté du 4 août 1920 exige des formalités analogues de l'intermédiaire, en vue de s'assurer qu'il n'achète pas en vue de sa propre consommation, et n'effectue qu'une opération de courtage ou de commission soumise à la taxe ordinaire de 2 0/0. De plus, le commissionnaire doit tenir un livre d'inscription de ses achats de luxe en cette qualité, et en mentionne la date sur la facture que lui remet le commerçant vendeur et qu'il remet au commerçant acheteur.

*
**

La taxe de luxe frappe les objets classés par un décret soumis à l'homologation du Parlement et exécutoire par provision. Le classement résulte actuellement du décret du 19 Novembre 1926. Il comporte deux tableaux : le tableau A donne la nomenclature des objets qui sont de luxe en raison de leur nature, quel que soit leur prix ; le tableau B énumère les objets qui sont de luxe à partir d'un certain prix, qu'il détermine.

Voici, d'après le décret du 19 Novembre 1926, les catégories d'objets en métaux précieux assujettis à la taxe de luxe, figurant dans les tableaux A et B.

TABLEAU A.

(objets classés comme étant de luxe en raison de leur nature)

HORLOGERIE

18. Montres en or ou en platine.

ORFÈVREURIE, JOAILLERIE, BIJOUTERIE

22. Orfèvrerie d'or, d'argent ou de platine, y compris les médailles, jetons et plaquettes.

23. Joaillerie fine.

24. Bijouterie d'or, d'argent ou de platine, y compris les alliances en or ciselé ou platine, à l'exclusion de toutes autres.

PERLES ET PIERRES PRÉCIEUSES

29. Perles, pierres précieuses, gemmes naturelles.

TABLEAU B.

(Objets classés comme étant de luxe lorsque le prix de vente excède le prix porté ci-dessous)

HORLOGERIE

81. Montres autres que celles classées au tableau A. 400 fr.

ORFÈVREURIE, JOAILLERIE, BIJOUTERIE

101. Orfèvrerie en métal commun, argenté ou non (à l'exclusion des cuillères et fourchettes de table individuelles, des plateaux et verseuses pour limonadiers), la pièce 40 fr.

102. Bijouterie de toute nature, autre que celle portée au tableau A. 40 fr.

PERLES ET PIERRES PRÉCIEUSES

113. Perles, pierres et gemmes d'imitation 40 fr.

Une distinction doit être faite entre les fournitures taxables au taux de 12 0/0 et les réparations assujetties à la taxe ordinaire de

2 0/0. D'après la définition de l'Administration, la réparation consiste à rétablir dans son état primitif un objet détérioré ou usé. Remplacer une épingle usée à une broche, c'est une réparation; allonger une chaîne, élargir un bracelet, remplacer un bouton à une garniture de chemise, c'est une fourniture.

La taxe sur le chiffre d'affaires, dont la taxe de luxe est une subdivision, porte sur les affaires « faites en France » par les redevables (Loi du 25 Juin 1920, art. 59). L'Administration entend ces mots, non pas du lieu de la conclusion du contrat, mais de l'exécution, paiement ou livraison.

Les affaires d'importation, portant sur des choses livrables en France, supportent à l'entrée une taxe équivalente à la taxe sur le chiffre d'affaires ou à la taxe de luxe. Cette taxe rétablit l'égalité de traitement fiscal entre tous les objets circulant en France, quelle que soit leur origine, française ou étrangère.

Le vendeur ne pouvant être touché à l'étranger, la taxe est prélevée sur l'importateur, à l'introduction en France.

La taxe à l'importation ne frappe pas : les marchandises déclarées pour l'entrepôt, le transit ou le transbordement; en admission temporaire, si la réexportation a lieu dans le délai fixé; les marchandises entrant en France pour ressortir travaillées, et exemptes des droits de douane : l'importateur doit, dans ce cas, fournir une soumission cautionnée portant engagement de payer la taxe d'importation, augmentée de l'intérêt du retard, sur les quantités dont la réexportation à l'étranger n'aura pas été constatée par la douane dans le délai de six mois (arrêté du 23 Août art. 4 § 4 et arrêté du 6 Novembre 1926, art. 3 § 4) : les marchandises françaises restées invendues ou ayant reçu un supplément de façon à l'étranger et admises au bénéfice du retour : la taxe d'importation est due toutefois, en cas de supplément de façon à l'étranger, sur la valeur du travail et des matières ajoutés.

La taxe de 12 0/0 pour les objets de luxe et porte, suivant le principe ordinaire, sur la dernière vente, c'est-à-dire, quand l'achat est fait par une personne pour sa consommation; la vente faite à un commerçant qui a acheté à l'étranger en vue de revendre serait passible de la taxe de 2 0/0. Pour bénéficier de ce taux, le commerçant doit remplir les formalités de l'arrêté du 6 Novembre 1926, art. 11 : attester dans sa déclaration à la douane qu'il est taxable à la cédule des bénéfices commerciaux, qu'il achète en vue de revendre, et qu'il s'engage à porter l'opération sur un registre spécial.

* * *

En vue de favoriser les exportations, la loi du 25 Juin 1920 (art. 72) a exempté de la taxe sur le chiffre d'affaires les opérations de vente, de commission ou de courtage portant sur des objets ou des marchandises exportés. Cette immunité a été abrogée par la loi du

4 Avril 1926 (art. 54) : la dépréciation du franc faisait bénéficier les affaires d'exportation d'une prime indirecte; l'exonération de la taxe sur le chiffre d'affaires avait provoqué des mesures d'antidumping de la part de pays étrangers. La taxe sur le chiffre d'affaires à l'exportation, instituée par la loi du 4 Avril 1926 et modifiée par la loi du 3 Août 1926, a été suspendue par le décret du 4 Janvier 1927, en vue de favoriser à nouveau les exportations qui ne trouvaient plus un encouragement de change depuis la stabilisation de fait de la monnaie nationale.

Quelques indications sommaires seront donc suffisantes sur la loi de 1926, actuellement inappliquée :

La loi du 4 Avril 1926 avait frappé les affaires d'exportation d'une taxe de 0,20 à 1,30 pour cent, avec possibilité d'échelons intermédiaires, suivant qu'il s'agissait de matières premières, de produits ouvrés ou semi-finis, d'articles de luxe. La loi confiait à un décret, rendu sur avis du Comité des Arts et Manufactures, le soin de fixer les tarifs.

Les lois du 3 et 12 Août 1926 ont abrogé cette tarification compliquée et étendu l'application de la taxe sur le chiffre d'affaires à toutes les opérations d'exportation, en laissant au Gouvernement la faculté de suspendre l'exécution de la taxe, si les circonstances l'exigeaient.

Le taux de l'impôt était de 12 0/0 pour les ventes portant sur des objets classés comme étant de luxe lorsque l'acheteur à l'étranger n'y est pas établi en qualité de commerçant. La loi du 12 Août 1926 autorisait le Gouvernement à appliquer, par décret, le taux de 1,30 0/0 aux affaires portant sur des objets de luxe qui ne pourraient supporter le taux de 12 0/0. Le Gouvernement, usant de cette autorisation, avait réduit, par décret du 24 Août 1926, le taux de la taxe à 1,30 0/0 sur la bijouterie et la joaillerie fine, mais seulement pour les affaires effectuées avec des acheteurs établis à l'étranger en qualité de commerçants. Des Arrêtés du 24 Août et du 11 Septembre 1926 subordonnaient cette atténuation de taxe à certaines formalités. Le vendeur devait justifier de la qualité de commerçant de son acheteur étranger, soit en produisant un certificat établi par l'acheteur et revêtu de l'attestation de l'agent consulaire français du siège de l'établissement étranger, soit par tout autre moyen de preuve à la disposition du vendeur, (correspondance, existence d'un compte de client au nom de l'acheteur, importance et répétition des ordres, etc...)

Pour les commandes d'objets de luxe passées par l'entremise d'un commissionnaire, le vendeur était dispensé de ces formalités, à condition que le commissionnaire attestât par écrit la qualité de commerçant de l'acheteur. Faute de justifications suffisantes, le complément éventuel de taxe était à la charge du commissionnaire.

En dehors de ces formalités spéciales au bénéfice du taux réduit pour les objets de luxe, leur sortie était assujettie à une réglementation d'ensemble applicable aux exportations. Edictée par les arrêtés ministériels du 28 Août 1920 et du 28 Octobre 1922 elle a pour

objet d'empêcher des ventes destinées l'intérieur de bénéficier frauduleusement du taux de 1,30 de la taxe ordinaire à l'exportation. Cette réglementation conserve son intérêt et demeure en vigueur, depuis la suspension de toute taxe à l'exportation par le décret du 4 Janvier 1927.

*
**

Le vendeur doit tenir pour ses affaires d'exportation un registre spécial, sur lequel il inscrit, par ordre de date, les opérations effectuées, la nature des marchandises vendues, les marques des colis et le nom de l'acheteur. Ces mentions doivent être reproduites sur le titre de mouvement de la marchandise et sur la déclaration en douane pour permettre au service de la douane de constater l'identité des marchandises déclarées pour l'exportation avec les marchandises sorties.

Si la vente a lieu par l'entremise d'un commissionnaire, le vendeur inscrit l'opération sur son registre spécial, en mentionnant le nom du commissionnaire et le nom de l'acheteur ou la mention par laquelle le commissionnaire désigne celui-ci. Il doit délivrer au commissionnaire une facture que celui-ci est tenu de conserver.

Le commissionnaire tient un registre des livraisons reçues des vendeurs et un registre des expéditions qu'il a faites à destination des acheteurs étrangers. Il reproduit les mentions sur les factures que lui délivrent les vendeurs, sur la pièce de transport qui accompagne la marchandise et sur la déclaration en douane. Les registres, factures et pièces de transport sont communicables à l'administration.

L'arrêté du 28 Août 1920 (art. 16) prévoit des règles spéciales pour les envois par la poste : la poste a le droit de faire intervenir le service des contributions indirectes pour vérifier la nature du colis et le commerçant expéditeur doit annexer à son livre d'expéditions le récépissé délivré par la poste.

Aucune séparation douanière n'existe entre la France et la principauté de Monaco : aussi les opérations faites avec cette principauté sont-elles assimilées aux opérations faites à l'intérieur du territoire français (ordonnance du Prince de Monaco du 11 Janvier 1921). Il en est de même entre la France et la Sarre, en raison de l'union douanière conclue entre les deux pays depuis le 11 Janvier 1925.

L'Algérie, les Colonies, les pays de protectorat ou sous mandat, sont, au contraire, assimilés aux pays étrangers. L'ordonnance du Prince de Monaco du 11 Janvier 1921 a étendu à la Principauté la taxe sur le chiffre d'affaires; un arrêté du Ministre des Finances du 9 Mai 1924 exonère de la taxe à 12 0/0 et applique la taxe ordinaire à 2 0/0 aux ventes d'objets de luxe faites à des commerçants monégasques par des commerçants français. Ils doivent fournir des justifications analogues à celles que prévoit le décret du 24 Juillet 1920, pour les ventes d'objets de luxe entre commerçants.

*
**

La taxe de luxe a été vivement attaquée par les milieux industriels et commerciaux assujettis, et la Chambre Syndicale de la B. J. O. a joint à cet égard ses protestations à celles des autres milieux professionnels. Dans une lettre adressée, le 11 Octobre 1922, au Ministre du Travail, et communiquée aux Ministres du Commerce et des Finances, le Président de la Chambre Syndicale qualifiait la taxe de luxe de « grave erreur économique » et y voyait la cause principale du ralentissement des affaires et du chômage. Il joignait à sa lettre les résultats d'une enquête faite parmi les adhérents de la Chambre Syndicale, sur le pourcentage moyen des ouvriers occupés et le nombre d'heures de travail hebdomadaires d'un ouvrier, en 1922, par comparaison avec les 7 premiers mois de 1914.

« La taxe de luxe, écrivait le Président de la Chambre Syndicale, met en péril nos industries de la Bijouterie, de la Joaillerie et de l'Orfèvrerie en augmentant dans une lourde proportion le prix de marchandises onéreuses par elles-mêmes et dont la vente se trouve de ce fait, raréfiée au point qu'actuellement nous occupons à grand-peine, 50 0/0 du nombre de nos ouvriers d'avant-guerre.

« Il est intéressant de faire les remarques suivantes qui viennent à l'appui de nos affirmations sur les conséquences de la taxe de luxe.

« Dans la bijouterie, les maisons qui ont le moins réduit leur fabrication sont celles qui fabriquent des articles de valeur peu élevée. Le prix de vente de ces derniers est moins sensiblement influencé par la taxe de luxe, que lorsqu'il s'agit de bijoux de grande valeur. L'article de 50 Frs est plus facilement vendu 55 francs, taxe comprise, que celui de 5000 francs qui doit supporter une majoration de 500 frs.

« Dans l'orfèvrerie, l'influence de la taxe de luxe est frappante. Alors que les fabricants d'orfèvrerie d'argent ont dû réduire leur fabrication dans une proportion qui atteint 80 0/0, les fabricants d'orfèvrerie en métal argenté n'ont pas ou presque pas réduit la leur, et pour ces derniers, il y a eu progression dans la vente des couverts en métal argenté et des pièces au dessous de 20 francs, qui échappent à la taxe de luxe alors que l'on constate un ralentissement dans les ventes des pièces au dessus de 20 francs, classées comme étant de luxe et soumises à la taxe.

« Ceci montre nettement que l'acheteur, loin d'être indifférent à la taxe de luxe, se détourne de plus en plus des objets qui en sont frappés. Les conséquences de cet état de choses apparaissent dans notre enquête qui révèle le marasme d'industries jadis florissantes et dont aujourd'hui 50 0/0 des ouvriers sont réduits au chômage ».

Le Président de la Chambre Syndicale, M. Fouquet-Lapar demandait en conséquence, l'abolition de la taxe de luxe dans la prochaine refonte du système fiscal et, sans attendre son abrogation, l'abaissement provisoire du tarif au taux de 3 0/0 au moment de l'application des nouveaux tableaux de classement des objets de luxe.

En dépit de ces revendications, la taxe de luxe, loin d'être supprimée, a été portée au taux de 12 0/0 par l'addition du double décime (loi du 22 Mars 1924). Le décret de classement du 19 Novembre 1926 a seulement relevé les prix de base du tableau B pour tenir compte de la hausse des prix.

L'abrogation de la taxe de luxe se rattache à la réforme ou à l'abolition, vivement réclamée à diverses reprises, de la taxe sur le chiffre d'affaires. Elle participe des mêmes inconvénients, multipliés par la différence des taux; élévation du prix des produits, supérieure au montant effectif de l'impôt, puisque le commerçant calcule son bénéfice, sur son prix de revient augmenté de l'impôt; ralentissement des transactions avec la hausse des prix.

A la première objection, on peut répondre que l'inconvénient de la hausse pour le consommateur est moins grave sur les objets superflus que sur les articles de grande consommation soumis à la taxe ordinaire. D'après la lettre du Président de la Chambre Syndicale, la taxe de luxe a favorisé la consommation des articles en doré ou argenté, au détriment des articles en métaux précieux. D'autre part, perçue à l'occasion de la dernière vente seule, la taxe de luxe échappe à la critique, portée contre la taxe de 2 0/0, de favoriser les entreprises intégrées, au détriment du petit commerce et de la petite industrie, qui supportent la série des taxes perçues sur chaque opération intermédiaire.

La plus grande objection que soulève, à notre sens, la taxe de luxe sur les ouvrages en métaux précieux, c'est de frapper des articles qui supportent déjà un impôt spécial, le droit de garantie. Cet inconvénient est d'autant plus grave que l'élévation des droits de garantie a accentué leur caractère fiscal, et en a fait un véritable impôt somptuaire : il y a donc, sur une catégorie particulière d'articles, superposition de deux impôts de même nature. Si l'on propose, comme nous en sommes partisans avec les milieux intéressés, le maintien de l'institution de la garantie, en raison de ses mérites, au point de vue économique et social, il conviendrait d'éviter cette superposition par un jeu de tarif qui ferait supporter à une branche des plus intéressantes de l'économie nationale les mêmes charges fiscales qu'aux autres industries de luxe.

Il n'est peut-être pas vain d'attendre ce geste des pouvoirs publics. Certes, la taxe de luxe figure pour une part importante dans les recettes de l'Etat. A défaut de statistiques du rendement propre de cet impôt dans l'industrie et le commerce des métaux précieux, nous avons une indication dans un tableau, publié en 1924, de la répartition du produit de la taxe sur le chiffre d'affaires, entre les principales branches de commerce. L'orfèvrerie et la bijouterie y figurent pour 65.284.000 frs, taxe sur le chiffre d'affaires et taxe de luxe réunies. Cependant, le point de vue de l'économie nationale l'a déjà emporté, en matière d'exportation tout au moins, sur le point de vue fiscal. Les affaires d'exportation bénéficient de la franchise (loi de 1839) ou du remboursement intégral (loi de 1872) du droit de garantie. Un décret du 24 août 1926 avait réduit de 12 0/0 à 4,30 la taxe de luxe pour les affaires à l'exportation de bijouterie et de joaillerie fine, avant que le décret du 4 Janvier 1927 ne suspende la taxe sur le chiffre d'affaires sur toutes les exportations.

CONCLUSION

En analysant dans les développements qui précèdent le régime de la garantie des ouvrages d'or et d'argent, nous avons assisté à l'évolution de la législation depuis l'ancien droit jusqu'à l'heure actuelle. La loi du 19 Brumaire an VI forme encore la charte de l'industrie et du commerce des métaux précieux. Une législation vieille aujourd'hui de cent trente ans ne pouvait survivre intacte aux transformations techniques, économiques et sociales qui ont marqué le xix^e et le début du xx^e siècles. Longtemps cependant, l'inertie législative, la routine et la rigueur d'interprétation littérale de l'administration, ont résisté aux justes revendications d'industries obligées d'adapter leurs conditions de fabrication et de commerce aux progrès de la technique, aux changements incessants de la mode, à la pénétration démocratique du luxe dans toutes les classes sociales, à la nécessité de concilier le renom traditionnel de l'orfèvrerie, de la bijouterie et de la joaillerie françaises avec la compression du prix de revient.

Lentement, les pouvoirs publics ont, par des décrets ou des tolérances administratives, desserré les mailles du réseau où la loi de brumaire avait enfermé la technique de la fabrication, moins par souvenir de la réglementation corporative abolie que par imprévision naturelle des perfectionnements ultérieurs possibles de cette technique. A côté des ouvrages en or, ou en argent, en plaqué ou en doublé, la palette des fabricants de métaux précieux s'est enrichie de tonalités nouvelles : combinaison de l'or et de l'argent; ouvrages en platine, seul ou combiné avec l'or ou l'argent; ouvrages en doré ou argenté; mélange aux métaux précieux de métaux communs : toutes combinaisons que l'administration, après de longues hésitations, a fini par accorder aux revendications réitérées de la corporation.

L'assimilation des ouvrages d'origine étrangère aux ouvrages de fabrication nationale a été plus étroitement assurée que par la loi de Brumaire, avec la généralisation de l'obligation du titre à tous les ouvrages introduits, l'application des mêmes règles d'essai, des mêmes sanctions contre les ouvrages à bas titre ou bourrés, la création du poinçon de responsabilité.

C'est dans le régime de l'exportation que la loi de Brumaire s'est montrée, à l'épreuve, la plus insuffisante et a subi des milieux professionnels intéressés les plus violents assauts. Le principe de la sortie en franchise, admis en 1839, celui du remboursement intégral des droits, concédé en 1872, n'ont pas paru donner à l'industrie fran-

gaise les moyens de lutter efficacement sur les marchés étrangers. La loi du 25 Janvier 1884 a abandonné pour l'exportation l'obligation du titre. Mais le réseau de formalités dont le règlement de 1884 entourait son application ne lui a pas permis de donner les résultats espérés. Il a fallu, en 1915 et 1916, relâcher ces formalités et, d'autre part, donner à la technique de la fabrication des facilités identiques à celles dont jouissent les fabricants à l'étranger.

Les résultats économiques de ces diverses mesures ressortent du mouvement des importations et des exportations au cours des derniers exercices.

Sous le régime de la franchise ou du remboursement des droits de garantie, les exportations accusent un ralentissement marqué pour les ouvrages d'or, d'argent et de platine; la progression est légère pour l'argent, sensible pour l'or, sous le régime du Décret du 31 Décembre 1916. Mais les ouvrages d'orfèvrerie en doré ou argenté prennent, dans l'ensemble des exportations, une place de plus en plus prépondérante. Il en est de même à l'importation, tandis que les quantités introduites ont progressivement diminué pour la bijouterie et n'ont marqué quelque avance que pour le platine et l'argent.

Ci après, les tableaux de ces importations et exportations publiés par l'Administration des Douanes :



MARCHANDISES	QUANTITÉS LIVRÉES A LA CONSOMMATION (EN KILOGS)						VALEURS DÉCLARÉES (EN MILLIERS DE FRANCS)					
	1921	1922	1923	1924	1925	1926	1921	1922	1923	1924	1925	1926
	Or.	18	22	22	22	12	7	221	295	203	169	258
Platine.	5	2	4	4	52	34	140	14	103	28	1.245	619
Argent ou vermeil.	2.469	2.234	3.074	2.207	3.231	3.269	2.159	1.440	2.968	2.164	3.371	5.634
Or.	1.363	814	1.243	720	637	366	10.669	4.576	7.908	7.806	8.200	6.269
Platine.	36	2	»	3	2	1	662	138	242	564	667	1.097
Argent ou vermeil.	3.067	3.576	3.248	2.016	2.346	1.829	3.440	2.808	3.370	2.678	3.310	4.889
Bijouterie.	2.452	3.814	5.967	3.690	2.650	2.448	2.284	1.755	1.095	964	1.029	1.667
Ouvrages dorés, ou argentés ou plaqués.	45.551	51.886	52.652	51.537	51.713	67.168	6.845	4.934	5.296	5.672	6.672	10.011

MARCHANDISES	QUANTITÉS LIVRÉES A LA CONSOMMATION (EN KILOGS)						VALEURS DÉCLARÉES (EN MILLIERS DE FRANCS)						
	1921	1922	1923	1924	1925	1926	1921	1922	1923	1924	1925	1926	
Orfèvrerie.	Or.	18	22	22	22	12	7	221	295	203	169	258	198
	Platine.	5	2	4	4	52	34	140	14	103	28	1.245	619
	Argent ou vermeil.	2.469	2.234	3.074	2.207	3.231	3.269	2.159	1.440	2.968	2.164	3.371	5.634
Bijouterie.	Or.	1.363	814	1.243	720	637	366	10.669	4.576	7.908	7.806	8.200	6.269
	Platine.	36	2	»	3	2	1	662	138	242	564	667	1.097
	Argent ou vermeil.	3.067	3.576	3.248	2.016	2.346	1.829	3.440	2.808	3.370	2.678	3.310	4.889
Ouvrages dorés, ou argentés ou plaqués.	Bijouterie.	2.452	3.814	5.967	3.690	2.650	2.448	2.284	1.755	1.095	964	1.029	1.667
	Orfèvrerie.	45.551	51.886	52.652	51.537	51.713	67.168	6.845	4.934	5.296	5.672	6.672	10.011

Exportations.

MARCHANDISES		MARCHANDISES FRANÇAISES OU FRANÇAISES EXPORTÉES (KILOG.)						VALEURS ARBITRÉES (EN MILLIERS DE FRANCS)					
		1921	1922	1923	1924	1925	1926	1921	1922	1923	1924	1925	1926
Orfèvrerie . . .	Or	48	86	49	49	190	84	500	1.028	628	661	2.985	2.640
	Platine	1	23	13	33	10	15	38	1.840	1.123	3.084	1.020	2.284
	Argent et Vermeil . .	12.197	10.220	9.447	8.687	8.617	9.551	9.275	8.631	8.536	7.648	8.546	16.912
Bijouterie	Or	976	461	321	242	307	226	9.292	4.550	3.354	2.726	3.750	5.342
	Platine	205	48	20	38	27	21	9.225	4.944	2.225	3.751	3.157	7.522
	Argent et Vermeil . .	2.363	2.320	2.209	2.060	3.168	1.701	2.250	2.204	2.307	1.907	2.813	2.772
Articles argentés ou dorés.	Bijouterie	4.737	706	2.584	1.434	556	1.937	3.268	488	1.925	1.252	514	2.172
	Orfèvrerie.	208 354	177.220	288.893	326.704	329.663	388.032	24.377	20.735	35.823	37.557	44.099	50.806
Statistique des ex- portations de la garantie*.	Or			788	843	1.495	1.417			10.367	11.278	28.481	29.638
	Platine.			26	11	17	12			3.917	2.356	2.766	2.997
	Argent			3.980	3.934	4.579	4.371			4.502	5.018	8.049	9.392

* Ces exportations sont effectuées en dehors de l'intervention des bureaux de douane en exécution du décret du 31 décembre 1916.

Cette constatation atteste nettement la démocratisation croissante du luxe, l'accession de plus en plus développée de l'orfèvrerie à bon marché dans toutes les couches sociales. Cette remarque, faite bien souvent dans d'autres domaines que celui des ouvrages en matières précieuses, surtout depuis la guerre, ne conduit-elle pas à la condamnation de l'obligation du titre, même dans le régime de la consommation intérieure?

La thèse de la liberté du titre, à l'intérieur comme à l'exportation, avait été discutée très vivement, au sein de la Commission consultative nommée par les fabricants ou marchands d'objets d'or et d'argent de Paris, instituée pour étudier la question de révision de la loi de Brumaire; quelques syndicats de province s'étaient prononcés dans le sens de la liberté. Toutefois, cette mesure n'avait pas réuni la majorité de cette commission et la Chambre Syndicale, estimant qu'elle ne recueillait pas non plus la majorité dans la corporation, l'avait écartée pour s'en tenir à la liberté du titre pour l'exportation.

A l'Assemblée générale extraordinaire de la Chambre Syndicale du 5 Mai 1880, M. Vever, montrait que le régime de la garantie se justifiait dans l'ancien droit par des considérations qui, depuis, ont perdu beaucoup de leur force. La valeur des métaux précieux était considérablement plus grande aujourd'hui, tandis que les façons étaient généralement peu élevées; quand on achetait un bijou ou une pièce d'orfèvrerie, on achetait véritablement de l'or ou de l'argent, sur la valeur desquelles on devait pouvoir compter au besoin. Les bijoux et l'orfèvrerie représentaient une partie de l'épargne, et l'Etat, qui la prélevait aux moments de crise, avait aussi intérêt à ce que le titre fut fixé rigoureusement.

Aujourd'hui, l'or et l'argent ont une valeur beaucoup moindre, et les prix de façon, qui ont considérablement augmenté, l'emportent généralement sur la valeur intrinsèque des objets. Celui qui achète un bijou se préoccupe moins qu'autrefois de la valeur exacte de la matière : il fait une acquisition et non un placement. L'Etat a d'autres moyens plus rémunérateurs que la fonte de l'orfèvrerie pour se procurer des ressources.

M. Vever, proposait la liberté complète avec contrôle facultatif pour le bijou à 18 carats, laissant à l'acheteur le choix entre le bijou poinçonné à 18 carats et le bijou à bas titre.

« Il est vexatoire, ajoutaient les partisans de la liberté du titre (1), de voir, en plein xix^e siècle, une industrie aussi importante assujettie à des lois vexatoires et d'un autre âge, tenue en suspicion continuelle. Le droit commun suffisait à la sécurité de l'acheteur, comme dans les autres industries; le commerce de la soie, par exemple, n'est pas réglementé d'une façon particulière, il

(1) Rapport de la Commission de Révision, M. Vincent-Garce, rapporteur.

offre cependant les mêmes matières à fraude, et des combinaisons analogues :

« D'autre part, la fabrication des bijoux à titre inférieur serait une branche nouvelle pleine d'espérances; puisque produisant à bon marché, elle s'adresse à un plus grand nombre d'acheteurs. La tendance est partout au bon marché, dans les bronzes, dans les étoffes, dans l'horlogerie, etc. La fabrique de bijouterie n'a plus assez de débouchés, parce qu'elle ne peut produire à assez bas prix pour entrer dans la consommation d'acheteurs modestes, et cependant intéressants. La bijouterie actuelle, grâce à son titre élevé, est l'apanage de certaines classes de la société; son prix la rend inaccessible aux bourses trop modestes. »

Mais la liberté du titre à l'intérieur rencontrait au sein de la même commission consultative, d'ardents adversaires. « Pourquoi, disaient-ils (1), chercher à rabaisser le niveau de notre industrie. C'est une industrie de goût et de luxe, pourquoi vouloir la rapprocher du niveau de la quincaillerie ?

« Notre orfèvrerie, nos bijoux ont le meilleur renom et, quoi qu'on dise, le poinçon de contrôle donne une sécurité très suffisante au marchand qui reçoit du fabricant.

« Avec la liberté du titre, le public ne comprenant pas bien ces différents titres d'objets qu'on lui offrirait comme de l'or, se laisserait séduire par l'attrait du bon marché, puis se fatiguerait vite d'un bijou qui ne lui donnerait pas satisfaction, laissant le fabricant dans l'incertitude du maintien ou de l'abaissement du titre.

« L'industrie du bijou à bon marché serait peut-être un feu de paille. En cas de succès, elle entraînerait la ruine pour la très nombreuse classe des petits et moyens fabricants, qui dirigent actuellement, et avec goût, des ateliers restreints, et seraient absorbés par quelques grands ateliers à puissant outillage, traitant la fabrication de la bijouterie comme celle des objets à la douzaine ou à la grosse. N'ayant plus que la garantie du poinçon du fabricant, l'acheteur serait porté à préférer les marques des grandes maisons.

« Les classes modernes ont, pour satisfaire leur instinct de luxe, le vermeil, l'argent, le doublé, le doré et l'argenté. Elles ne trouveraient qu'une déception dans le bijou d'or à bas titre, le jour où elles voudraient le réaliser.

« En faveur de la liberté du titre, on invoque la concurrence étrangère. Mais ce qui empêche l'étranger de nous envahir, ce sont justement les formalités du contrôle, ces exigences de titre dont se plaignent les défenseurs de la liberté. Le 18 carats n'est pas la marchandise courante du fabricant étranger. Il hésite à créer des assortiments qui devront payer le contrôle en France et seront difficiles à placer autre part, s'il ne les vend pas en France.

« Qu'on accorde la liberté des titres, les assortiments à 14 carats

(1) Rapport de la Commission de Révision, M. Vincent-Garce, rapporteur.

sont prêts le long de nos frontières, et ne demandent qu'à entrer le jour où on le leur permettra. Cet or à bas titre, dont le fabricant français ferait les premiers essais, le fabricant allemand y est depuis longtemps rompu et ne nous laisserait peut-être pas le temps de profiter de cette première période, si souhaitée par certains, d'extension et de délivrance.

« Nous avons, au contraire, une situation exceptionnelle, qui nous permet d'entrer à l'étranger des marchandises à tous titres sans lui accorder la réciprocité. »

La Commission et la Chambre syndicale, estimant qu'une majorité n'existait pas dans l'opinion de toute la corporation, en faveur de la liberté du titre, écarta cette question et, de même, le projet d'un quatrième titre pour l'or, sur lequel la Commission était aussi divisée.

Unanimentement, elle demandait, au contraire dans le projet examiné par la Commission extra-parlementaire, le relèvement du deuxième titre d'argent de 800 à 825/1.000. Le titre de 800/1.000, s'emploie très peu dans les ateliers français et le relèvement avait pour but d'arrêter aux frontières toute une bijouterie et orfèvrerie étrangères d'un titre presque toujours inférieur ou égal à 800/1.000.

Dans la discussion du projet de révision de la loi de Brumaire, la Commission extraparlamentaire, sans vouloir se placer au point de vue de l'intérêt fiscal de l'Etat, et n'entendant envisager que l'intérêt industriel et commercial du pays et celui des acheteurs s'était, elle aussi, ralliée au maintien du titre obligatoire dans le régime intérieur (1).

Les raisons données par cette commission en faveur de ce maintien nous paraissent avoir gardé encore aujourd'hui toute leur valeur.

La réputation de la bijouterie et de l'orfèvrerie françaises ne repose pas seulement sur le goût de nos artistes et l'habileté de nos ouvriers, mais en grande partie sur la sécurité du titre. Le bijou français perdrait une partie de sa réputation, le jour où l'étranger qui achète en France ne serait plus certain que, sans avoir à vérifier les poinçons, dont il ignore la signification, il achète non seulement un objet d'art, mais une certaine valeur d'or ou d'argent.

Les bijoux à bas titre, n'offrant guère sur le doublé ou argenté que l'apparence d'une plus grande valeur, ne seraient peut-être l'objet que d'un engouement passager. A Pforzheim, tel a été le résultat de l'introduction de la liberté du titre : le doublé a bientôt enlevé au bas titre la place éphémère qu'il avait prise.

La liberté du titre entraînerait des fraudes considérables : il s'établirait des offices d'objets à bon marché portant des poinçons de fantaisie plus ou moins compliqués; on y trouverait le moyen d'éluder les obligations que pourrait édicter la loi en prescrivant la garantie sur facture et la faculté pour l'acheteur de faire contrôler.

(1) Cf. Rapport Dislère.

Qui penserait à faire le contrôle? Comment prouver que les objets contrôlés sont ceux qui ont été achetés?

Le contrôle, sans donner une garantie absolue, constitue une sauvegarde sérieuse. A notre époque, où l'on multiplie les laboratoires, où un courant d'opinion porte les acheteurs à demander des garanties de la qualité et de l'authenticité des produits, serait-il rationnel de supprimer les premiers laboratoires qui aient été créés, les bureaux de garantie obligatoire?

L'argument tiré de la concurrence étrangère n'a pas la valeur que lui attribuent les partisans de la liberté du titre; il faut bien reconnaître que l'expérience de ce régime à l'étranger ne paraît pas avoir donné tous les résultats que l'on attendait : en Belgique, la suppression des titres légaux a fait diminuer le chiffre d'affaires des fabricants produisant des ouvrages à titre élevé.

En Italie, sur la demande des Chambres de Commerce, un projet de loi avait été déposé en vue du retour au système du Contrôle obligatoire; en Allemagne, enfin, exemple souvent invoqué à l'appui d'une modification de notre législation, il est intéressant de constater les résultats obtenus par la loi du 16 Juillet 1884 (en vigueur depuis le 1^{er} Janvier. Le nombre de kilogrammes d'ouvrages en métaux précieux exportés a été de : (1)

(En kilogrammes)

1885	87.710	} moyenne : 99.827 kil.	1888	115.475	} moyenne : 102.150 kil.
1886	102.622		1889	109.198	
1887	100.150		1890	95.129	
			1891	98.799	

soit une augmentation de 2.300 à 2.400 kilogrammes, représentant moins de 3 0/0 portant surtout sur 1888 et 1889. Il serait impossible de tirer de ces chiffres un argument en faveur du régime de la liberté des titres.

Enfin, la Commission avait attaché une grande considération à l'opinion des syndicats ouvriers, partisans du maintien de l'obligation du titre, et même de son rétablissement à l'exportation. La production en usine d'ouvrages à bas titre déprécie la main-d'œuvre de l'ouvrier, tandis que l'ouvrier français apporte à la production d'ouvrages de prix une véritable collaboration, un goût personnel, rétribués par un salaire élevé. La valeur de la main-d'œuvre est dépréciée en raison de l'amoindrissement du métal employé. La façon d'un ouvrage à 14 carats est moins rémunératrice que celle d'un ouvrage à 18 carats, et pourtant, l'or à bas titre se travaille moins facilement.

En résumé, le principe de l'obligation du titre nous semble se défendre par de très sérieux arguments. En l'abandonnant pour l'exportation, le législateur a mis fin au grief essentiel dont il était

(1) Cf. Rapport Dislère.

l'objet. A l'intérieur, il se recommande de l'intérêt du public et de l'appui qu'il trouve dans la majorité des corporations intéressées. Aux dispositions de la loi de Brumaire An VI, la législation a enlevé successivement ce qu'elle avait de plus critiquable. En maintenant cette loi vénérable dans sa contexture fondamentale, nous souhaitons seulement que les législateurs n'y voient pas exclusivement un instrument fiscal, et que l'Administration persévère dans la voie de l'interprétation simplifiée et libérale récemment inaugurée.

FIN

Vu : le président de la thèse,
E. ALLIX

Vu : le Doyen,
BERTHÉLEMY

Vu et permis d'imprimer
Le Recteur de l'Académie de Paris,
CHARLETY

TABLE DES MATIÈRES

	Pages
BIBLIOGRAPHIE	3
INTRODUCTION	5
CHAPITRE I. — La Garantie sous l'Ancien Régime .	7
CHAPITRE II. — La loi du 19 brumaire an VI et les modifications ultérieures ...	20
CHAPITRE III. — L'organisation administrative de la Garantie	23
CHAPITRE IV. — L'obligation du titre	27
CHAPITRE V. — L'essai	43
CHAPITRE VI. — Les poinçons de Garantie	50
CHAPITRE VII. — Les règles de la marque	60
CHAPITRE VIII. — Les poinçons du fabricant	64
CHAPITRE IX. — Les droits d'essai et de garantie ..	71
CHAPITRE X. — Le régime de l'exportation	80
CHAPITRE XI. — Le régime de l'importation	105
CHAPITRE XII. — La réimportation et la réexportation	110
CHAPITRE XIII. — Les obligations des assujettis ..	112
CHAPITRE XIV. — Le contentieux de la garantie	121
CHAPITRE XV. — La taxe de luxe	129
CONCLUSION	137

